

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

LA QUESTION DE CUBA

AU POINT DE VUE DU DROIT INTERNATIONAL

THÈSE DE DROIT INTERNATIONAL PUBLIC

PAR

Alexandre PONS

LAURÉAT DES CONCOURS DE LICENCE ET DE DOCTORAT
(Deux Prix, deux Mentions)

POUR LE DOCTORAT ES SCIENCES ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES

MONTPELLIER
IMPRIMERIE GÉNÉRALE DU MIDI
AVENUE DE TOULOUSE

—
1907

LA QUESTION DE CUBA

AU POINT DE VUE DU DROIT INTERNATIONAL

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

LA QUESTION DE CUBA

AU POINT DE VUE DU DROIT INTERNATIONAL

THÈSE DE DROIT INTERNATIONAL PUBLIC

PAR

Alexandre PONS

LAURÉAT DES CONCOURS DE LICENCE ET DE DOCTORAT
(Deux Prix, deux Mentions)

POUR LE DOCTORAT ES SCIENCES ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES



MONTPELLIER
IMPRIMERIE GÉNÉRALE DU MIDI
AVENUE DE TOULOUSE

1907

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

MM. VIGIÉ, Doyen, Professeur de Droit civil, chargé du cours d'Enregistrement.

BRÉMOND, Assesseur, Professeur de Droit administratif.

GLAIZE, Professeur de Procédure civile, chargé des cours des Voies d'exécution et de Législation financière.

LABORDE, Professeur de Droit criminel, chargé du cours de Législation et Economie industrielles.

CHARMONT, Professeur de Droit civil

CHAUSSE, Professeur de Droit romain.

MEYNIAL, Professeur d'Histoire du Droit.

VALÉRY, Professeur de Droit commercial, chargé du cours de Droit international privé.

DECLAREUIL, Professeur de Droit romain, chargé du cours d'Histoire du Droit public français.

MARGAT, Professeur de Droit civil.

PERREAU, Professeur de Droit civil approfondi.

MOYE, Professeur de Droit international public.

RIST, Professeur d'Économie politique.

BARTHÉLEMY, agrégé, chargé d'un cours de Droit constitutionnel.

ANTONELLI, chargé de cours d'Économie politique.

ROCHETTE, Secrétaire.

LAURENS, Professeur honoraire.

MEMBRES DU JURY :

MM. MOYE, *Président.*

BARTHÉLEMY, {
ANTONELLI, } *Assesseurs.*

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

BIBLIOGRAPHIE (1)

- ADAM (Paul). — Vues d'Amérique. — Paris, 1906.
- AMADOR. — La guerra Hispano-Norte-Americana ante el derecho internacional. — Madrid, 1900.
- Anonyme*. — Espana y Cuba : Estudio politico y administrativo de la Grande Antillo bajo la dominacion espanola. — Madrid, 1896 (brochure officieuse).
- BENOIST (Charles). — L'Espagne et la crise coloniale. — 1897.
- Les Insurrections de Cuba. — 1897.
 - Cuba, l'Espagne et les Etats-Unis. — 1897.
 - L'Espagne et les Etats-Unis. — 1898.
 - L'Avenir de Cuba. — 1899.
- Boletin legislativo*. — Habana.
- BONFILS ET FAUCHILLE. — Manuel de Droit international public. — Paris, 1901.
- BOUSSON (Ernest). — La Révolution cubaine (Revue encyclopédique Larousse). — 1898.
- BRONSON REA. — Facts and Fakes about Cuba. — New-York, 1897.
- BUJAC. — La Guerre Hispano-Américaine. — Paris, 1899.
- CALLAHAN. — Cuba and International relations. — Baltimore, 1899.
- CANOVAS DEL CASTILLO (Antonio). — Discurso resumiendo la discusion del Mensage el dia 28 de febrero de 1878. — Madrid, 1878.
- CANOVAS DEL CASTILLO (Antonio) y EL DUAYEN. — La Paz de Cuba (Discours du 8 mai 1878).
- MENENDEZ CARAVIA (D. J.). — La Guerra en Cuba. — Madrid, 1896.

(1) Cette Bibliographie n'a pas la prétention d'être complète, c'est la simple énumération des seuls ouvrages par nous consultés.

CASAS (Abbé J.-B.). — La Guerra separatista de Cuba, sus causas, medios de terminar la y de evitar otra. — Madrid, 1896.

CASTRO (Rafael). — Para la historia de Cuba. — Habana, 1899.
CESPEDES. — Doctrina de Monroe. — Habana, 1893.

— Cuba y el derecho de la fuerza. — Habana, 1900.

Civil Report of major general Brooke, military governor of Cuba. — Washington, 1900.

COLLAZA (Enrique). — Cuba independiente. — Habana, 1900.

COOLIDGE (A. Cary). — La Doctrine de Monroe (Revue de Paris, avril 1907).

DELARUE DE BEAUMARCHAIS. — La Doctrine de Monroe. — Paris, 1897.

DELORME (Michel). — Un Russe parmi les insurgés de Cuba (Revue politique et littéraire, 1898).

DEPASSE (H.). — L'Europe, l'Espagne et Cuba (Revue Bleue, 1898).

DESJARDINS (A.). — L'Insurrection Cubaine et le Droit des gens (Revue de Paris, 1896).

— La Guerre Hispano-Américaine et le Droit des gens (Revue des Deux-Mondes, 1898).

Diario de Sesiones. — Habana.

Documentos presentados à las Cortes.

FERAUD-GIRAUD. — De la reconnaissance de la qualité de belligérants dans les guerres Cubaines (Revue du Droit international public, t. III, 1896).

FLORES (E.-A.). — La Guerra de Cuba. — 1895.

Foreings-Relations of United States.

GANNIERS (A. de). — Les Dessous de la Diplomatie américaine (Nouvelle Revue, 1899).

GOMEZ (Maximo). — El Convenio del Zanjón. — Jamaïque, 1878.

GUERLAC (Othon). — Cuba sous l'administration américaine (Tour du Monde, 1903).

HEILBORN. — Die Volkerrechtliche Stellung Cubas (*Deutsche Juristen Zeitung*, 1898).

HERSHEY. — Intervention and recognition of Cuba Independence (*Annals of the American Academy of political and social Science*, 1898).

- ISAGUIRRE. — Asuntos Cubanos. — 1900.
- HUMBOLDT (A. de). — Histoire politique de Cuba.
- JOHANNET. — Le Monde aux Américains.
- LABRA (Rafael-M. de). — La Reforma colonial en Espana. — Madrid, 1896.
- El tratado de Paris de 1898 entre Espana y los Estados-Unidos. — Madrid, 1899.
- LACOMBE (H. de). — Un précédent pour Cuba (Correspondant, 1898).
- LAPRADELLE (A. de). — La Question Cubaine (Revue de Droit public).
- LAROCHE. — L'Insurrection de Cuba et son affranchissement.
- LE FUR (Louis). — L'Espagne et les Etats-Unis (Revue de Droit international public, t. V, 1898).
- LEROY-BEAULIEU (Paul). — De la Colonisation chez les peuples modernes.
- LEROY-BEAULIEU (Pierre). — Les Etats-Unis puissance coloniale (Revue des Deux-Mondes, 1902).
- La Colonisation américaine (Economiste, 17 février 1900).
- MAYER Y ROZ. — Cuba y sus partidos politicos.
- MERIGNAC. — L'Autonomie Cubaine et le conflit Hispano-Américain (Revue de Droit public).
- La Paix Hispano-Américaine (Revue de Droit public).
- MESTRE (Amabile). — La Guerre Cubaine.
- La question Cubaine et le conflit Hispano-Américain. — Paris, 1896.
- MOORE. — Les Etats-Unis et la politique d'annexion (Revue de Droit international et de législation comparée, t. XXVI, 1894).
- MOROTE. — La Moral de la Derrota. — Madrid, 1900.
- MOYE (Marcel). — L'Impérialisme Américain (Revue de Droit international public, t. XII, 1905).
- Cours général de licence de Droit international public.
- Cours de Doctorat, 1904-1905 : L'Amérique et le Droit international.
- Cours de Doctorat, 1905-1906 : Affaires d'Extrême-

Orient, 1^{re} partie, Principaux modes de Constitution du Domaine colonial.

MULLER. — Cuba. — Berlin, 1898.

MUSGRAVE (Clarke). — Under three Flags in Cuba. — London, 1899.

OLIVART (Marquis de). — Le différend Hispano-Américain au sujet de la question Cubaine (Revue de Droit international public, tomes V et suivants).

— De reconocimiento de la Beligerancia. — Madrid, 1895.

OLMSTED (Kinsgley). — Some economic consequences of the liberation of Cuba.

ORTILVA. — El artículo septimo del tratado de 1795 y el protocolo de 12 de enero de 1877 (Cartas à E. Augusfo Comas). — Madrid, 1897.

OSWALD. — Cuba, ses insurrections, leurs causes (Revue Bleue, 1898).

PETIN (Hector). — Les Etats-Unis et la doctrine de Monroë. — Paris, 1900.

PHELPS. — L'Intervention des Etats-Unis, à Cuba.

PORTER (Robert P.). — The future Cuba.

POSADA. — Le Régime colonial de l'Espagne.

PREISS. — Wirtschaftliche, sociale und politische Entwicklung der Insel Cuba.

— Cuba unter Spanische Regierung. — New-York, 1897.

QUINCY. — L'aspect politique de la détresse économique à Cuba. — 1901.

RISQUET. — La Question politico social. — Habana, 1900.

RODRIGUEZ. — Annexion de Cuba. — Habana, 1899.

ROOSEVELT. — The Rough Riders. — New-York, 1900.

SABLEMONT (de). — La Guerre Hispano-Américaine : l'Avenir des peuples latins.

SARINAGA. — Die Wirthschaftliche Lage Cubas. — Leipzig, 1881.

SAVINE (A). — Cuba sous l'Administration Américaine (Nouvelle Revue, 1902).

Souvenir de la Proclamacio de Cuba. — Habana, 1902.

TARRIDA DEL MARMOL. — La Question Cubaine (Revue Blanche, 1898).

TETUAN (Duc de). — Apuntes del ex-ministro de Estado, duque de Tetuan para la defensa de la politica internacional y gestion diplomatica del gobiernio liberal conservador desde el 28 de mayo de 1895 al 29 de septiembre de 1897. — Madrid, 1902.

VALERA (D. Juan). — Los Estados Unidos contra Espana, por un optimista. — Madrid, 1896.

VIALATE. — Les Etats-Unis et l'Amérique latine.

— Le Développement territorial des Etats-Unis. — 1902.

WHITNEY. — The Cuban revolt and the Constitution.

WITHCOMB. — La Situation internationale de Cuba. — Paris, 1905.

WOOD (Léonard). — Le Gouvernement militaire de Cuba.

ZABEL. — Die Wirthschaftliche, sociale und politische Entwicklung der Insel Cuba.

ZARRAGOZA (Justo). — Las Insurrecciones en Cuba.

Articles de revues et de journaux français et étrangers.

PREMIÈRE PARTIE

CUBA, L'ESPAGNE ET LES ÉTATS-UNIS

CHAPITRE PREMIER

NOTIONS GÉOGRAPHIQUES

Cuba fut la première terre que, en 1492, Colomb releva à l'approche de l'Amérique. Il la prit pour une péninsule du continent asiatique, pour la mystérieuse Cipango. Ce ne fut qu'en 1508 que O'Campo, doublant le cap San Antonio, constata la situation insulaire de Cuba.

Jusqu'à la fin du XVIII^{me} siècle, la Grande Antille fut considérée par l'Espagne comme une colonie sans intérêt ; il fallut qu'en 1762 l'Angleterre s'en emparât, pour que la mère-patrie s'aperçût qu'il existait là un territoire susceptible d'être fructueusement exploité : Les Anglais, dans les huit mois qu'ils avaient été maîtres de la Havane, avaient su à ce point développer dans l'île les éléments de richesse, qui depuis trois siècles y demeuraient embryonnaires, que, lorsque la paix de 1763 vint rendre Cuba à ses anciens maîtres, ceux-ci ne la reconnurent pour ainsi dire plus.

Cette île, divisée en six provinces (Habana, Pinar del Rio, Matanzas, Puerto-Principe, Santa Clara et Santiago de Cuba), est située dans les eaux chaudes du golfe du Mexique et de la mer des Antilles, sous le tropique du Cancer, entre 19° 48' 30'' et 23° 13' latitude

Nord et $76^{\circ} 32'$ et $87^{\circ} 19'$ longitude Ouest. Elle s'allonge donc, de l'Ouest à l'Est sur une longueur de plus de 1,200 kilomètres, du cap Maysi au cap San Antonio; sa largeur moyenne est de 110 kilomètres et sa superficie d'environ 112,000 kilomètres carrés.

Cuba est à 230 kilomètres de la côte de la Floride et à 200 kilomètres seulement du Yucatan, les deux presque les moins éloignées du continent américain. Les mers qui l'entourent sont généralement profondes. Sur la plus grande partie de leur tracé, les côtes de Cuba sont difficilement abordables, néanmoins, en beaucoup de points, des baies et des havres, qui forment d'excellents ports, découpent le littoral.

Le relief du sol de Cuba est peu accentué, la plus grande partie est assez basse, quoique ondulée. Le plus haut sommet est le Pico de Tarquino (2,650 mètres) dans la Sierra del Cobre.

On compte environ 150 cours d'eau, mais l'île étant très étroite et allongée, ils sont naturellement peu considérables : le seul qui soit navigable sur quelque étendue est le Rio Cauto, long de 200 kilomètres.

Le climat, encore que tempéré par les vents du Nord et de l'Est, est celui de la zone tropicale ; il oscille entre $+ 22^{\circ}$ en décembre et $+ 27^{\circ}$ en juillet ; la moyenne annuelle est de $+ 25^{\circ}$. Une saison sèche (novembre à avril) alterne avec une saison pluvieuse (mai à octobre). La chute d'eau est considérable, atteignant jusqu'à 4 mètres. Le climat est malsain : la fièvre jaune et les fièvres paludéennes font de nombreuses victimes.

Cuba est une île remarquablement riche : Dans ses grandes forêts abondent l'ébène, le cèdre, l'acajou, le

bois de rose, le palissandre ; dans la région montagnieuse se trouvent notamment l'or, le fer et le cuivre en assez grande abondance ; enfin le sol, principale source de richesses, produit à profusion et presque sans travail, le café, le riz, le maïs, le sucre et le tabac.

La population de l'île est formée de couches superposées ; près du tiers environ se compose de noirs ; le reste va du noir au blanc en passant de dégradé en dégradé de ton par toute la gamme des nuances. La race espagnole elle-même s'est modifiée dans ce milieu insulaire et tropical de Cuba, tant par le fait du changement de climat et des conditions d'existence autres que dans la mère-patrie, que par la superposition à des races inférieures et par les croisements de sang : certains traits primitifs et caractéristiques s'effaçant et disparaissant, d'autres au contraire persistant, parfois même s'accroissant, l'ensemble s'est altéré, et, de même que la race française devient *créole* aux Antilles, la race espagnole est ici devenue *cubaine*, formant ainsi une race hybride qui n'a plus avec la première que de lointaines affinités.

CHAPITRE II

LE MESSAGE DE MONROE (2 DÉCEMBRE 1823)

Le XIX^{me} siècle a été fatal à l'empire colonial de l'Espagne. Mais, tandis que l'émancipation de la plupart des colonies hispano-américaines fut une conséquence directe de l'invasion française dans la péninsule Ibérique (1808-1813) (1) ; au contraire, la libération de Cuba peut être regardée comme l'œuvre propre des Américains ; œuvre poursuivie pendant tout le XIX^{me} siècle avec une persévérance et une ténacité remarquables ; qui a déjà abouti à l'expulsion des Espagnols ; qui se poursuit actuellement par une américanisation

(1) Au début de cette invasion, les colonies espagnoles d'Amérique se déclarèrent plus loyalistes que jamais et formellement décidées à rester fidèles au roi légitime, Ferdinand VII. C'est ainsi que, lorsque Joseph Bonaparte réclama du Vice-Roi et des gouverneurs d'Amérique prestation d'un serment de fidélité, les colons hispano-américains refusèrent d'accéder à la demande de « l'usurpateur français » et formèrent, avec plus ou moins de complicité du vice-roi, des *juntas* (conseils) insurrectionnelles qui gouvernèrent le pays. — Lorsque, sous la pression des événements de Russie, Napoléon rappela la Grande Armée d'Espagne, les juntas coloniales continuèrent de subsister, et, l'amour de la liberté l'emportant en elles désormais, aux demandes d'obéissance du roi légitime de retour, elles répondirent que les colonies pouvaient bien continuer à se gouverner elles-mêmes, comme elles venaient de le faire en fait pendant un certain temps. Ce fut l'origine, à partir de 1810-1812, d'une série de longues luttes coloniales avec la métropole espagnole.

intense au point de vue économique ; qui ne tardera pas enfin, par un habile autant qu'hypocrite détour, à asseoir définitivement la domination yankee sur la « Perle des Antilles », sur cette île, dénommée par Colomb, dès la découverte : « *la mas hermosa tierra que jamas vieron ojos humanos* — la plus belle terre que vit jamais l'œil humain. »

Cette conquête de Cuba par les Etats-Unis est, en effet, poursuivie au moins depuis 1816 : dès cette époque, dans une lettre, pour ainsi dire prophétique, un des fondateurs de la Grande République Nord-Américaine, Jefferson, déclarait déjà : « Cuba est la meilleure » annexion que notre Union puisse réaliser ; avec la Floride, la possession de Cuba ancrera notre suprématie sur la mer des Antilles. Seulement, l'Espagne est encore » trop forte ; mais, l'avenir est aux peuples jeunes, et il » n'y a qu'à suivre les événements. »

Et sept ans plus tard, dans une note du 28 avril 1823 adressée à M. Nelson, le secrétaire d'Etat John Quincy Adams précisait ainsi la diplomatie américaine à l'égard de Cuba : « Il y a des lois de gravitation politique » que autant que de gravitation physique ; et, si une » pomme, détachée par la tempête de l'arbre qui l'a » produite, ne peut que tomber à terre en vertu de la loi » de gravité, ainsi Cuba, séparée par la force de sa propre connexion avec l'Espagne et incapable de se maintenir à elle seule, ne peut que graviter vers l'Union » Nord-Américaine, laquelle, suivant la même loi de la » nature, ne peut la rejeter de son sein..... Cuba et Porto-Rico, par leur situation et leur dépendance naturelles » sur le continent nord-américain, mais en particulier » Cuba que l'on découvre presque de nos côtes, en sont

» venus à être pour les intérêts de l'Union américaine,
» soit commerciaux, soit politiques, un objet d'une
» importance transcendante. La position dominante de
» Cuba par rapport au golfe du Mexique et aux mers
» occidentales; le caractère de sa population; sa situa-
» tion à mi-chemin de notre côte méridionale et de l'île
» de Saint-Domingue; le port si sûr et si vaste de la
» Havane, vis-à-vis d'une longue ligne de côtes améri-
» caines dépourvues d'un même avantage; la nature de
» ses productions et celle de ses besoins, fournissant les
» éléments et exigeant les retours d'un commerce à
» bénéfices immenses, lui donnent une importance de
» premier ordre, sans comparaison, et un intérêt peu
» inférieur à celui qui unit les différents membres de
» l'Union Américaine en un même corps. Tels sont, en
» vérité, les intérêts de cette île et de ce pays, les rela-
» tions géographiques, commerciales, morales, politi-
» ques, formées par la nature; ajoutons-y que, dans la
» suite des temps et même dès à présent, vu ce qui s'est
» passé depuis un demi-siècle, les événements feront
» vraisemblablement que l'annexion de Cuba à notre
» République fédérale soit indispensable pour la conti-
» nuation et l'intégrité de l'Union elle-même..... »

D'où résulte que, dès 1823, la politique américaine est tracée dans le sens suivant : A la scission probable entre Cuba et l'Espagne, on annexera l'île. Puis, la scission tardant à se faire, on insurgea Cuba, secrètement d'abord, ouvertement plus tard.

Tout d'abord, les Etats-Unis commencèrent par écarter les rivaux possibles, sans oser toutefois s'emparer de l'île, les Cubains ne songeant nullement alors à se séparer de l'Espagne et venant tout au contraire

par leurs serments de rester soumis au légitime souverain et de ne point adhérer à l'insurrection des autres colonies espagnoles, de mériter à leur île le nom qu'elle porta depuis de « *sempræ fidel* — toujours fidèle ».

De toutes les nations, c'est surtout l'Angleterre que craignaient les Etats-Unis ; aussi, dès 1822, avaient-ils demandé au premier ministre anglais, Canning, de déclarer que la Grande-Bretagne n'occuperait jamais Cuba : Canning acquiesça, tout en ripostant que l'Angleterre espérait bien que toutes les autres puissances seraient aussi désintéressées qu'elle ; cette réponse ne laissa pas de gêner les Etats-Unis ; d'autant plus que l'Espagne, qui venait, en vertu des principes de la Sainte-Alliance, d'obtenir une intervention armée de la France pour le rétablissement de la monarchie légitime, eût désiré obtenir également l'aide des puissances signataires de la Sainte-Alliance, pour venir à bout de ses colonies révoltées ; et les Etats-Unis craignaient qu'une intervention de ce genre ne fût payée par l'abandon aux puissances intervenantes, de certaines colonies espagnoles, notamment de Cuba ; aussi proposèrent-ils un projet de traité par lequel eux-mêmes, joints à l'Angleterre et à la France garantiraient à l'Espagne la possession de Cuba, à moins que l'Espagne ne préférât la vendre aux Etats-Unis ; si elle ne la vendait pas, la garantie ne jouerait qu'à deux conditions : 1^o que le roi d'Espagne adoucît le régime douanier de Cuba ; 2^o qu'il accordât aux Cubains une autonomie locale et politique suffisante.

L'Espagne protesta énergiquement contre ce singulier projet de traité, et le cabinet de Londres déclara très nettement que c'était là une forme d'intervention

caractérisée à laquelle il ne pouvait souscrire. Ce projet de traité fut donc provisoirement abandonné. Mais les Etats-Unis, toujours inquiets, cherchèrent aussitôt un autre biais pour empêcher toute main-mise d'une puissance tierce sur Cuba, et c'est dans ce but que, le 2 décembre 1823, le Président Monroë lança son fameux Message, destiné à devenir si célèbre sous le nom de *Doctrine de Monroë* et à constituer pour son pays une sorte de dogme, un principe, selon l'heureuse expression de M. Le Fur, de *Droit international national*.

De ce Message, trois paragraphes seulement nous intéressent, les paragraphes 7, 48 et 49, car ce sont les seuls qui traitent de politique étrangère.

Le § 7 est relatif à l'incident de l'Amérique Russe et s'occupe de la colonisation européenne en Amérique ; il annonce que des négociations sont ouvertes entre les Etats-Unis et l'Angleterre d'une part, les Etats-Unis et la Russie d'autre part, pour arriver à une délimitation satisfaisante des frontières du Nord-Ouest : Les négociations sont empreintes d'un esprit tout amical, les Etats-Unis ayant le plus grand intérêt à conserver un lien étroit de bonne amitié avec l'empereur de Russie. « L'occasion était propice pour affirmer comme » un principe touchant aux droits et aux intérêts des » Etats-Unis, que les continents américains, par la libre » et indépendante condition qu'ils ont acquise et qu'ils » maintiennent, ne sont plus désormais considérés comme » sujets à une colonisation dans l'avenir, de la part d'une » puissance européenne quelconque. » Cette fin du paragraphe est la partie la plus connue de tout le message, et c'est celle qu'on a résumée dans la formule célèbre :

« l'Amérique aux Américains ». En réalité, tout ce que veut Monroe dans ce paragraphe, c'est indiquer la direction qu'il a donnée aux négociations avec la Russie et l'Angleterre.

Les paragraphes 48 et 49 sont relatifs à la question de l'indépendance des colonies espagnoles. Comme la question est brûlante, Monroe se réfugie dans une phraséologie très vague et s'abrite derrière des artifices de style :

« §§ 48 et 49. — Dans les guerres entre les puissances »
» européennes, tout au moins pour les questions qui les »
» concernent seules, nous ne sommes pas intervenus et »
» nous n'interviendrons pas. C'est seulement si nos »
» droits étaient atteints et sérieusement menacés, ou si »
» nous ressentions des injures, que nous nous prépare- »
» rions à la défense. Dans les événements de cet hémis- »
» phère, nous sommes nécessairement les plus immédia- »
» tement intéressés, et pour des causes qui doivent être »
» évidentes pour tout spectateur impartial et éclairé. Le »
» système politique des pouvoirs alliés est essentielle- »
» ment différent de celui de l'Amérique, et cette diffé- »
» rence provient de la différence même de ces gouverne- »
» ments respectifs. Toute la nation est vouée à défendre »
» notre propre gouvernement, qui ne s'est pleinement »
» développé qu'au prix de tant de sang et d'argent, qui »
» n'a atteint sa pleine maturité que grâce aux citoyens »
» les plus éclairés et sous lesquels nous avons joui d'un »
» bonheur incomparable. Nous devons par conséquent, »
» à la franchise et aux amicales relations qui unissent »
» les Etats-Unis et ces puissances, de déclarer que nous »
» considérerions toute tentative de leur part pour éten- »
» dre leur système politique sur quelque partie de cet

» hémisphère, comme dangereuse pour notre paix et
» notre sécurité. Avec les colonies actuelles ou dépen-
» dances d'une puissance européenne, nous ne sommes
» pas intervenus et nous n'interviendrons pas; mais
» vis-à-vis des gouvernements qui ont déclaré leur indé-
» pendance, qui la maintiennent et dont nous avons
» reconnu l'indépendance pour de sérieux motifs et
» d'après les principes équitables, nous ne consentirons
» jamais à ce qu'il se produise une intervention dans le
» but de les opprimer ou de contrôler, d'une façon quel-
» conque, leur destinée, de la part de n'importe quelle
» puissance européenne, sans y voir la manifestation
» d'une disposition hostile à l'égard des Etats-Unis. Dans
» les guerres existantes entre ces nouveaux gouverne-
» ments et l'Espagne, nous avons déclaré notre neutralité
» du moment où cette reconnaissance, à laquelle nous
» avons adhéré et à laquelle nous continuons à adhérer,
» avait été considérée comme inévitable, au jugement des
» autorités les plus compétentes de ce gouvernement, et
» même comme indispensable à notre sécurité. Les évé-
» nements récents de l'Espagne et du Portugal ont
» montré que l'Europe est encore irrésolue. De ce fait
» important, on ne peut donner de preuve plus certaine
» que celle-ci : les puissances alliées ont dû considérer
» comme de leur devoir et comme une satisfaction person-
» nelle de s'interposer par la force dans les affaires inté-
» rieures de l'Espagne. Cette intervention s'est même
» étendue à des gouvernements qui ne sont point pour
» elle l'objet d'intérêts spéciaux, pas plus que les Etats-
» Unis qui sont cependant plus éloignés. Jusqu'à
» quel point cette intervention peut-elle aller d'après
» ce même principe, c'est une question que tous les gou-

» vernements indépendants, qui s'inquiètent de leur
» sort intérieur ont intérêt à connaître, même ceux qui
» sont plus éloignés ou plus en sûreté que les Etats-Unis.
» Notre politique vis-à-vis de l'Europe, adoptée au com-
» mencement des guerres qui ont si longtemps agité cette
» partie de la terre, demeure la même : c'est-à-dire, nous
» n'interviendrons pas dans les affaires intérieures d'au-
» cune puissance européenne ; nous considérerons le
» gouvernement de fait comme le gouvernement légi-
» time, nous cultiverons d'amicales relations avec toutes
» les puissances et nous maintiendrons ces relations par
» une politique franche, ferme et virile, plaçant avant
» tout, en toutes circonstances, les justes revendications
» de chaque puissance, sans accepter les injures d'au-
» cune. Mais, pour ce qui concerne ces continents, les cir-
» constances sont visiblement différentes. Il est impos-
» sible aux puissances alliées d'étendre leur système
» politique à une partie quelconque de ce continent, sans
» porter atteinte à notre paix et à notre bonheur ; pas
» plus qu'on ne peut croire que nos frères du Sud, aban-
» donnés à eux-mêmes accepteraient de leur propre
» mouvement l'intervention d'une puissance. Il est éga-
» lement impossible, par conséquent, que nous puissions
» accepter avec indifférence une intervention de ce
» genre, sous n'importe quelle forme qu'elle se pro-
» duise. »

Ainsi rédigé, le Message de Monroë revient à affirmer nettement la volonté des Etats-Unis de tenir en échec les menaces de la Sainte-Alliance ; il n'expose pas la théorie du « Splendide Isolement », basée sur l'idée que l'on est assez fort pour résister au reste du Monde, mais il exprime la volonté des Etats-Unis d'être

seuls en Amérique, parce qu'ils aiment à être maîtres chez eux, et qu'ils trouvent que les intrus sont plutôt menaçants.

Au point de vue de la forme, d'autre part, le texte du Message est très mesuré et en harmonie avec les besoins des Etats-Unis. Ce n'est pas une proclamation sonore et menaçante, comme en faisaient volontiers les monarques de la Sainte-Alliance ; elle est rédigée en un langage sans nulle prétention littéraire et peut-être volontairement terne, ainsi observé pour mieux marquer qu'il n'y avait là qu'une simple question d'affaires. Dans l'esprit de Monroe, son Message n'est pas une décision s'imposant, sous peine de n'avoir d'autre réponse que la guerre ou le mépris ; c'est essentiellement un exposé de vues au Congrès, exposé dont le but est de provoquer une discussion ultérieure : ce que désire Monroe (et on ne s'en douterait guère aujourd'hui en voyant son Message invoqué violemment par la presse jaune du XX^{me} siècle, comme machine de guerre contre l'Europe), ce n'est pas la contre-intervention brutale des Etats-Unis. Mais, tout au contraire et surtout, la conciliation ; il n'y a rien, en effet, dans le Message qui puisse provoquer un état de guerre ni même offenser les susceptibilités des autres puissances, pas même laisser penser que les Etats-Unis veulent faire triompher une doctrine qu'ils auraient bâtie de toutes pièces ; seulement, ce caractère modéré n'exclut pas une certaine fermeté, car les Etats-Unis n'entendent pas devenir si effacés que l'on puisse impunément piller les territoires, revendiqués comme soumis légitimement à leur influence ; c'est pourquoi Monroe déclarait « impossible que les Etats Alliés pus-

sont étendre leur système à quelque portion des deux continents américains sans mettre en danger notre paix et notre bonheur ». Et, de ce principe, il faisait découler deux affirmations très nettes :

1^o La volonté des Etats-Unis de ne plus voir de nouvelles colonies européennes s'étendre sur le sol américain ;

2^o Et en revanche l'engagement formel de respecter les anciennes colonies. — Il faut ajouter sans doute : à condition qu'elles ne dussent jamais changer de maître ; car en ce qui concerne précisément l'île de Cuba, Calhoun, qui était secrétaire d'Etat à la guerre au moment où le président Monroe publia son Message, en tirait, quelques années plus tard, l'application suivante : « Nous laisserons Cuba où elle est ; ce que nous ne tolérerons jamais, c'est qu'elle passe en d'autres mains que les nôtres. »

Conciliatrice, pacifique et négative à ses origines, la doctrine de Monroe est peu à peu devenue, sous la poussée des impérialistes Yankees, une véritable machine de guerre contre l'Europe : avec l'habileté propre à leur race, à faire constamment évoluer, même dans un sens absolument contradictoire, l'interprétation de textes dont ils respectent apparemment la lettre, les Américains en sont, en effet, venus par insensibles étapes à pouvoir affirmer que le Message de 1823 est une défense adressée à l'Europe de coloniser en Amérique, mais qu'il ne lie pas les Etats-Unis, que ceux-ci ne sont donc pas tenus à une politique non-interventionniste, mais qu'ils peuvent au contraire intervenir à leur guise et régenter tout leur continent : Dans la recherche des

relations des événements de Cuba avec l'interprétation de la doctrine de Monroë, cette évolution historique de la diplomatie américaine va nous apparaître particulièrement suggestive. Aux temps presque héroïques du cinquième Président, l'attitude des Etats-Unis est purement, nous l'avons montré, une politique d'abstention et de réserve de l'avenir : Monroë promet formellement de respecter les colonies européennes existantes, mais il sous-entend bien que celles-ci finiront tôt ou tard par s'émanciper et devenir indépendantes : ce qu'il importe en cette occurrence, c'est qu'une puissance européenne ne vienne pas remplacer celle dont l'autorité défaille. Le sol américain n'est pas plus colonisable que celui de l'Europe, et le progrès doit le libérer progressivement de tout joug étranger. C'est dans cet esprit qu'en 1825, les Etats-Unis exigeaient de l'Angleterre et de la France la promesse de respecter l'indépendance de Cuba quand celle-ci aurait conquis elle-même sa liberté. Puis, une nouvelle étape fut franchie, la doctrine de Monroë fut interprétée comme tolérant l'intervention des Etats-Unis en faveur des insurgés cubains : dès qu'un peuple américain, dit-on dans les cercles politiques de l'Union, fait un effort sérieux pour conquérir son indépendance, les Etats-Unis doivent assurer sa libre émancipation en lui faisant accorder une autonomie de plus en plus grande par la métropole : C'est en vertu de cette idée que le gouvernement de Washington intervint sans cesse auprès de l'Espagne pour faire diminuer les pouvoirs des capitaines généraux de la Havane, dont l'autorité despotique portait ombrage au républicanisme américain.

« Enfin, dit M. Moye (1), le dernier pas fut vite franchi, et on vit dans la doctrine de Monroe, non plus la permission, mais l'ordre d'intervenir les armes à la main dans les affaires de l'île. L'Espagne, en se refusant d'accorder aux Cubains un régime politique en harmonie avec les besoins de l'homme civilisé, créait une sorte d'autocratie militaire nouvelle faisant peser une tyrannie insupportable sur un fragment de sol américain. Les Etats-Unis se dirent fondés à exiger la disparition de ce régime aussi intolérable que les prétentions de la Sainte-Alliance dénoncées par Monroe. L'Espagne n'ayant pas voulu accorder de bon gré les réformes nécessaires, la force des armes a assuré le triomphe du bon droit américain : la doctrine de Monroe, comme certaines idées philosophiques, doit pouvoir être réalisée en fait et non rester théorique.

« Malheureusement pour la pureté de leurs intentions, les Etats-Unis ne se sont pas purement et simplement contentés de délivrer Cuba ; ils n'ont pas oublié le côté annexionniste du Monroïsme nouvelle édition : Sans doute, officiellement, Cuba est indépendante, le drapeau étoilé n'y flotte plus (2) ; mais, en réalité, l'activité yankee y est toute puissante derrière le gouvernement local. Sans parler d'avantages matériels, stations navales ou dépôts de charbon, les Etats-Unis se sont fait concéder le droit de *protéger* la nouvelle République, et l'on sait quelle tutelle cette formule générale comporte. Que l'île forme un Etat séparé ou

(1) Marcel Moye. — *L'impérialisme américain*.

(2) Depuis le 29 septembre 1906, sous prétexte d'insurrection d'une partie de la population, les Américains ont réoccupé Cuba.

un fragment de l'Union, il est certain qu'elle est politiquement dépendante de l'administration fédérale, et, ici encore, les vieilles traditions n'ont nullement gêné les idées nouvelles. »

CHAPITRE III

LA PÉRIODE D'INCUBATION (1820-1868) TENTATIVES DES ETATS-UNIS POUR ACQUÉRIR CUBA

Cependant, si personne dans la Grande Antille ne pensait encore à une révolution qui arrachât ce territoire à la domination espagnole, les Etats-Unis y songeaient pour les Cubains, et, tout en gardant les apparences d'une neutralité honnête, commençaient à jeter un peu partout dans l'île, notamment à la Havane, des ferments d'aspirations, qui ne devaient par tarder à fructifier. Certes, il y avait beaucoup à faire pour créer à Cuba un parti autonomiste ayant quelque fond, quelques racines dans le pays ; cependant, grâce à des appuis trouvés ici et là, grâce à la volonté énergique de certains hommes comme le marquis de Bethencourt par exemple, les idées séparatistes grandirent en quelque temps d'une façon rapide et inquiétante pour l'Espagne.

Tout d'abord apparaissent les sociétés secrètes, qui commencent leur œuvre de propagande et leurs sourdes menées : ce sont les *Anilleros*, les *Cadenistas*, les maçons du rite d'Espagne ou du rite de New-York, les *Soles* de Bolivar et de l'*Aguila Negra*, et comme partout à cette date, les *Carbonarios*. Ces sociétés ont des

affiliés dans toutes les classes de la société, et l'on trouve parmi elles des membres appartenant aux familles les plus considérées, les plus puissantes dans l'île : les Bethencourt, les Aguëro, les Socarra, Varona, Loínaz, Miranda, etc., qui essaient d'entrer dans la période d'action ; et nous voyons tout aussitôt apparaître, non pas de sages et libérales réformes, qui eussent pu couper court à toute agitation, mais le début des répressions sanglantes. C'est ainsi que, par une ordonnance du 26 mai 1825 (1), le capitaine général de Cuba fut investi de pouvoirs dictatoriaux pour gouverner l'île à son gré ; et notamment les attentats contre la sûreté de l'Etat devaient être jugés sommairement par un conseil de guerre. Comme il advient souvent, l'emploi de la force, appliquée inopportunément et sans mesure développa le mal au lieu de l'arrêter. Les complots, au lieu de diminuer, grossirent en nombre et en importance ; le chiffre des mécontents décupla et l'autorité militaire se trouva en face, non plus d'un petit nombre d'individualités séditeuses, défendant leurs droits par la parole, mais de bandes insurgées, tenant la campagne et soutenant ouvertement leurs prétentions les armes à la main. C'est ainsi qu'en 1826 les émigrés cubains au Mexique et en Colombie songè-

(1) Ordonnance du 26 mai 1825 : « Le Roi notre seigneur, afin de conserver dans la précieuse île de Cuba ses légitimes et souveraines autorités, et la tranquillité publique, vous accorde toute la plénitude des pouvoirs que les lois militaires confèrent aux garnisons des places assiégées. Par conséquent, S. M. le Roi vous accorde l'autorisation la plus étendue et la plus illimitée, non seulement pour exiler de l'île toute personne, quels que soient son rang, sa classe et sa condition, dont la présence pourrait vous inspirer des soucis ; mais aussi, pour suspendre l'exécution des ordres et ordonnances expédiés sur les diverses branches de l'administration publique. »

rent à une invasion dirigée par le *libertador* des autres peuples américains, Simon Bolivar. A Cuba, une sorte d'armée se forma, « la Légion de l'Aigle noir », qui tint campagne pendant cinq ans sous les ordres de Jean Perety (1).

Le gouvernement de Washington trouva que les événements allaient trop vite ; il n'était pas encore prêt à s'emparer de Cuba, et d'autre part il craignait que l'Espagne n'en fût trop vite expulsée, ce qui eût permis une intervention des puissances européennes. Aussi songea-t-il à une convention destinée à assurer le maintien de la domination espagnole dans l'île. Mais l'Angleterre proposa un quadruple traité où l'Espagne reconnaîtrait l'indépendance des autres républiques américaines, et où l'Angleterre, la France et les Etats-Unis garantiraient en retour à l'Espagne la possession de Cuba. La question fut éludée. A Washington, on ne voulait pas de traité explicite, encore qu'on pensât que le temps n'était pas venu de songer à une acquisition. Une dépêche de M. Van Buren au ministre américain à Madrid, du 2 octobre 1829 (dépêche qui est un des très rares documents où soit repoussée nettement toute idée d'annexion) exprime très clairement cette manière de voir : « Le gouvernement des Etats-Unis a toujours envisagé avec le plus grand intérêt le » sort de ces îles, et surtout de Cuba. La position géographique vis-à-vis de nos frontières méridionales qui lui

(1) Cette insurrection ne prit fin qu'à la mort de Jean Perety, qui fut exécuté par les Espagnols, en avril 1830, malgré les efforts de Bolivar et même des Etats-Unis.

» donne l'empire du golfe du Mexique et de la mer des
» Indes Occidentales, ses sûrs et larges ports, ses riches
» productions dont l'échange avec nos produits agricoles
» et industriels forme une des branches de notre com-
» merce extérieur, font qu'il est très important pour les
» Etats-Unis de voir changer sa situation actuelle. Mais
» d'autres considérations exigent que l'on ne fasse aucun
» effort pour mettre fin au joug de l'Espagne. Le premier
» effet de l'indépendance de Cuba serait, en effet, l'éman-
» cipation d'une nombreuse population noire, émancipa-
» tion qui ne tarderait pas à soulever des plaintes de la
» part des Etats-Unis ; d'un autre côté, la sagesse du
» gouvernement espagnol adoucissant son vieux système
» colonial et adoptant pour ses îles une politique plus
» libérale, en ouvrant ses ports au commerce étranger,
» est aussi une satisfaction pour le gouvernement des
» Etats-Unis, et lui fait préférer la continuation de la
» domination espagnole sur Cuba à l'installation de
» toute autre puissance (1). »

Néanmoins, à Cuba, les troubles continuent, des rébellions éclatent dans les troupes, auxquelles des officiers politiques avaient appris l'art des *pronunciamientos*, et dont, à leur tour, les Cubains apprenaient l'art des insurrections. Il se fonda « des juntas patriotiques cubaines » dans les divers pays et les diverses îles d'alentour ; et ce sont désormais, jusqu'à la vraie guerre de Dix ans (1868-1878), 30 ou 40 années remplies d'intrigues, d'alertes, de complots avortés ou vite réprimés, de machinations et d'arrestations.

Il était d'ailleurs naturel que les agitations de la

(1) *State Papers*, t. XXVI, p. 1149.

politique intérieure et extérieure de l'Espagne, à la mort du Roi, survenue en 1833 eussent leur contre-coup dans les affaires de Cuba. On pensa donner la possession de cette île en garantie de l'emprunt et de l'aide matérielle prêtée par les puissances amies du gouvernement constitutionnel. Cette fois encore le gouvernement de Washington désavoua toute idée d'annexion, mais en même temps proclama sa ferme résolution de ne tolérer l'intervention d'aucune autre puissance.

Entre temps, se préparant ainsi à s'emparer éventuellement de la Grande-Antille, les Etats-Unis commencèrent la pénétration économique : les relations commerciales devinrent de plus en plus fréquentes entre les ports cubains et les ports yankees; chose plus grave, des citoyens américains s'établirent en grand nombre à Cuba, notamment à la Havane, et s'y firent naturaliser espagnols, chose que les gouverneurs acceptèrent imprudemment, parce qu'ainsi augmentait le nombre des contribuables. En outre, l'île de Cuba, encore esclavagiste, était convoitée par les Etats du Sud, eux aussi esclavagistes : ceux-ci songeaient, en effet, à balancer le pouvoir grandissant des Etats antiesclavagistes du Nord et de l'Ouest : la Grande Antille annexée, on l'aurait divisée en autant d'Etats que possible et on aurait ainsi sensiblement augmenté le nombre des voix du Sud au Congrès. En sorte que les Etats-Unis en viennent dès lors à considérer Cuba comme devant incessamment devenir leur chose et ils transforment leur maxime : « Cuba ne sera à personne autre qu'à l'Espagne » en celle-ci : « Cuba sera à l'Espagne jusqu'à ce qu'elle soit à nous ». « C'est alors, dit

M. deOlivart (1), qu'on commence à découvrir les premiers symptômes d'un changement dans la politique Nord-Américaine : on parla au Sénat de l'achat de Cuba, et le Vice-Président, M. Dallas, porta un toast à l'annexion de cette colonie espagnole avec celles du Texas, de l'Orégon et de la Californie. »

Aussi, lorsque en 1843 éclata une nouvelle insurrection, celle-ci fomentée par l'Angleterre, le gouvernement de Washington se montra très énergique dans ses récriminations auprès du Cabinet de Londres, et refusa non moins énergiquement d'intervenir auprès de l'Espagne en faveur des insurgés, estimant que ceux-ci verraient d'un œil d'autant meilleur ses avances que la métropole leur rendrait la situation plus intenable.

A partir de 1845, Cuba est constamment agitée d'insurrections plus ou moins importantes ; les Espagnols continuèrent à les réprimer très énergiquement, mais sans succès. Le général O'Donnel ayant alors voulu essayer de la conciliation, est désavoué par le gouvernement de Madrid. Bien plus, vers 1850, l'Espagne commet la lourde et injustifiable faute de supprimer le droit de représentation des Cubains aux Cortès : il en résulte que toute une partie de la population créole, restée tranquille jusque-là, se jette aussitôt dans l'insurrection.

Vers la même époque s'était fondée à New-York une association dans le but d'étendre le pouvoir, l'influence et le commerce des Etats-Unis dans tout l'hémisphère occidental, et particulièrement, dans les îles de l'Atlan-

(1) Marquis de OLIVART.— *Le différend Hispano-Américain au sujet de la question cubaine.*

tique et du Pacifique. En réalité, c'était une association flibustière ; son nom était d'ailleurs symbolique : « *la Lone Star* » (l'Etoile solitaire), allusion à la situation isolée de Cuba, qui, une fois annexée, eût été l'occasion de l'adjonction d'une nouvelle étoile au drapeau des Etats-Unis. Cette association était richement subventionnée par les financiers yankees et aussi, mais secrètement, par le budget fédéral. *La Lone Star* possédait une flotte de forceurs de blocus qui livraient combat aux croiseurs espagnols et ravitaillaient les insurgés en armes et munitions. Néanmoins, malgré ces procédés, la puissance espagnole tenait encore bon.

C'est alors que, emporté par le courant de l'opinion, le Président des Etats-Unis, M. Taylor, crut opportun de faire la première proposition d'achat de l'île de Cuba, la seule d'ailleurs qui ait été faite en forme officielle. Le 17 juin 1848, son secrétaire d'Etat, M. Buchanan chargea M. Saunders, ministre américain à Madrid, de faire des ouvertures dans ce but au Président du Conseil, Narvaez, et au ministre d'Etat, le marquis de Pidal. Les instructions adressées à M. Saunders lui recommandaient de ne rien écrire et de tout traiter verbalement ; quant au prix d'achat, il devait être le plus bas possible, sans pouvoir dépasser la somme de 50 millions de dollars (250 millions de francs). La première entrevue fut des plus fraîches et le Président du Conseil, Narvaez, jeta presque Saunders à la porte. Mais ce dernier insista, fit de nouvelles visites, si bien que, pour s'en débarrasser, Narvaez le renvoya au ministre d'Etat, le marquis de Pidal. La conférence avec celui-ci eut lieu le 18 août à la Granja. L'ambassa-

deur des Etats-Unis expliqua que son gouvernement était prêt à garantir la possession de Cuba à l'Espagne; mais il ajouta que, cette garantie pouvant l'exposer à des hostilités avec la Grande-Bretagne, il préférerait acquérir l'île pacifiquement et que, pour cette raison, il offrait de l'acheter. Pidal répondit que l'île était calme et possédait en tous cas des forces suffisantes pour se défendre ; que jamais ni son gouvernement, ni aucun autre, ni le pays lui-même n'écouterait une proposition quelconque de cession. Malgré cet échec, le ministre américain revint encore sur sa proposition faisant observer que 50 millions de dollars feraient bien dans le Trésor espagnol ; mais il lui fut répondu « que » l'honneur de l'Espagne ne se pesait pas à prix d'argent; » qu'au surplus, si grande que fût la somme payée, » l'opinion ne croirait jamais qu'elle profiterait à la » nation, mais au contraire qu'elle serait empochée par » les ministres », et Narvaez ajouta « que toute la nation » aimerait mieux voir son île engloutie dans l'Océan que » transférée à une autre puissance ». Saunders quitte alors l'Espagne pendant quelques mois ; puis, il revient sur l'ordre du Président Polk : une fois de plus le gouvernement de Madrid refusa de céder Cuba ; et, ce qui irrita encore plus les Etats-Unis, refusa d'accorder la moindre autonomie aux Cubains, tant que ce seraient les Etats-Unis qui la réclameraient pour eux.

Quelques semaines après l'échec des négociations américaines, les insurrections reprirent, secrètement encouragées par les Etats-Unis.

Sans doute officiellement, le gouvernement de Washington avertit *la junte cubaine* d'avoir à modérer ses

ardeurs, mais en réalité, il lui laissa pleine liberté : c'est ainsi notamment qu'il laissa émettre publiquement des bons financiers remboursables par la République de Cuba. Ces bons furent plusieurs fois souscrits; seulement comme provisoirement ils ne rapportaient rien, on entreprit d'organiser une expédition dans le but de créer la République cubaine. Les croisés de la *Lone Star* avaient trouvé un chef dans l'ex-général espagnol Narciso Lopez, qui avait été sénateur et même gouverneur de Madrid : Il prépara la première expédition à Round-Island. Le Président des Etats-Unis, pris de scrupules, fit savoir que l'expédition ne pourrait pas compter sur sa protection en cas de répression de la part du gouvernement espagnol ; cela suffit pour tout arrêter momentanément. L'année suivante Lopez et les siens revinrent à la charge : cette fois l'expédition s'organisa dans l'île mexicaine de Muyères, mais tous ses éléments lui venaient des Etats-Unis ; elle arriva à Cardenas le 17 mai 1850 ; poursuivie par les autorités espagnoles, elle dut aussitôt se rembarquer, non toutefois sans avoir eu le temps de piller la caisse publique.

Ici intervint une seconde tentative de garantie de la possession de Cuba, intéressante parce que l'Espagne en prit l'initiative : la brouille Hispano-Anglaise venait alors de prendre fin ; aussi, le 15 juillet 1850, le marquis de Pidal envoya aux ministres espagnols à Paris et à Londres une circulaire, dans laquelle il faisait remarquer qu'il s'agissait depuis longtemps de l'annexion de Cuba aux Etats-Unis ; elle ajoutait que les expéditions s'étaient formées avec l'acquiescement

du gouvernement de l'Union ; car, observait-elle, s'il avait existé chez ce gouvernement une volonté sérieuse de les empêcher, elles ne seraient jamais sorties des ports de l'Union.

On ne fit pas mauvais accueil à ces ouvertures et peu après le Cabinet espagnol précisa mieux son plan : l'Espagne, la France et la Grande-Bretagne devaient se garantir réciproquement leurs possessions en Amérique contre toute agression. Mais, lorsqu'il connut ce plan précis, le ministre anglais Palmerston, commença à se refroidir de son zèle premier et, après diverses tergiversations, il finit, en décembre, tout en protestant de sa sympathie pour l'Espagne, par refuser formellement son adhésion. « Ainsi, dit M. de Olivart (1), s'acheva cette négociation qui aurait pu faire reconnaître à la question cubaine son caractère d'affaire concernant l'Europe autant que l'Espagne, et destinée, comme telle, à être traitée par l'Europe tout entière. »

Un procès fut intenté aux membres de l'expédition de Cardenas, mais on ne put trouver un jury qui sût se mettre d'accord sur la culpabilité selon les lois fédérales. Aussi Lopez et ses compagnons en furent en quelque sorte encouragés et ils tentèrent aussitôt un nouvel exploit : ils partirent au mois d'août 1851. Le gouvernement de Washington avait bien officiellement donné l'ordre d'arrêter l'expédition, mais la douane américaine ne parvint pas soi-disant à en empêcher le départ. Débarqués à Playitas, à 30 milles de la Havane,

(1) Marquis de OLIVART. — *Le différend Hispano-Américain au sujet de la question cubaine.*

ces « Pionniers de la liberté » arrivèrent trop tard pour être secondés par le mouvement intérieur qui devait les aider. Défait à la bataille de las Pozás, non sans avoir pu se croire un instant victorieux, Lopez fut fait prisonnier et peu après fusillé, ainsi que 50 de ses partisans, lesquels étaient tous, moins 2 ou 3, des sujets américains.

Très ému, le marquis de Pidal envoya aux chancelleries européennes une circulaire dénonçant les tentatives des Etats-Unis pour voler Cuba à l'Espagne.

Les Cabinets européens firent bon accueil à cette note, et spécialement l'Angleterre et la France envoyèrent des bâtiments de guerre dans les eaux de la Havane sous prétexte d'assurer la protection de leurs nationaux, mais en réalité pour empêcher les Etats-Unis d'envoyer une escadre, chose qui aurait surexcité les insurgés cubains. Grâce à l'appui de ces deux puissances, l'Espagne obtint du Vice-Président Fillmore, élevé à la présidence par la mort récente de Taylor, le désaveu formel de l'expédition Lopez, et la reconnaissance qu'elle était restée dans son droit en châtiant ces étrangers venus sur son territoire pour attaquer sa souveraineté légitime. En revanche, le Cabinet de Madrid consentit à gracier ceux des flibustiers qui n'avaient pas encore été exécutés.

Néanmoins, les Etats-Unis ne perdirent pas de vue Cuba : ils avaient été très émus de l'envoi de navires de guerre français et anglais à la Havane : ils craignaient que la France ou l'Angleterre ne se fit céder Cuba par l'Espagne. Aussi, en octobre 1851, le Cabinet de Washington envoya-t-il une note au gouvernement

français, dans laquelle il déclarait contraire aux intérêts des Etats-Unis toute mainmise européenne sur la Grande Antille, « pays nécessaire à la sûreté de l'Union ». Le ministre des affaires étrangères français répondit que les puissances n'avaient cru voir devant elles à Cuba que des brigands lancés contre l'Europe ; il était donc très étonné de voir le gouvernement fédéral ému de l'incident ; il ne pouvait admettre, en effet, que des Américains, dignes de ce nom, eussent un lien de solidarité avec de simples flibustiers. Les Etats-Unis ne répondirent rien et cet incident fut ainsi provisoirement clos.

Quelques semaines s'écoulèrent, puis l'Espagne attira de nouveau l'attention des puissances sur les menées yankees à Cuba. Pour rassurer tout le monde, la France et la Grande-Bretagne prirent alors l'initiative d'un nouvel accord international qui aurait porté la signature de la France, de l'Angleterre et des Etats-Unis, les trois contractants s'engageant à garantir à l'Espagne la possession de Cuba, et à ne demander, comme salaire de cette garantie collective aucun avantage direct ou indirect dans l'administration de l'île. La rédaction de ce projet de convention donna lieu à de grosses discussions par suite d'une différence d'appréciation très importante entre les diplomaties anglaise et française : tandis que la France voulait baser le traité sur la légitimité des droits historiques de l'Espagne, la Grande-Bretagne, au contraire, entendait le motiver seulement sur l'intérêt de l'Europe à écarter l'acquisition de Cuba par les Etats-Unis, et ne voulait pas y comprendre le cas d'une révolution intérieure et de la proclamation de l'indépendance de l'île. En avril,

on tomba enfin d'accord sur le texte à soumettre aux Etats-Unis (1). C'était, de la part des puissances contractantes une renonciation individuelle et collective à tout projet et espoir d'acquérir la Grande Antille ou d'y exercer une influence quelconque ; il contenait, en outre, la promesse de n'aider personne, Etat ou individu, à troubler la *souveraineté* actuelle, désignant ainsi l'Espagne que, pour plaire à l'Angleterre, on évitait de nommer. Le secrétaire d'Etat américain, M. Webster, sans répondre affirmativement, laissa peu d'espoir et peu après sa mort étant survenue dans les entrefaites, son successeur, M. Everett, notifia à la France et à l'Angleterre (1^{er} décembre 1852) le refus de son gouvernement. Cette note, très soignée et irréprochable en la forme, constitue un véritable exposé de la deuxième conception du problème cubain aux Etats-Unis : c'est la première confession des prétentions américaines sur Cuba. M. Everett commence par nier qu'aucun Etat d'Europe, l'Espagne exceptée, ait des intérêts sérieux à Cuba, que par conséquent les Cabinets européens aient aucun droit sérieux à se mêler des affaires cubaines qui, au contraire, sont d'intérêt exclusivement américain. Le bon sens et la géographie indiquent que l'île est en relations nécessaires avec les Etats-Unis : Cuba est, en effet, à leur porte ; elle est voisine du golfe du Mexique qui baigne le territoire de cinq de leurs Etats ; elle ferme l'embouchure du Mississippi, cette grande rivière qui traverse la moitié du continent américain, et qui, avec ses nombreux tributaires, forme le plus grand système de communications

(1) *State Papers*, t. XLIV, p. 116.

fluviales du monde ; c'est la sentinelle qui garde la porte de la Californie par la route de l'isthme. « Si une » île comme Cuba, à la couronne espagnole, gardait l'accès de la Tamise ou de la Seine, et si les Etats-Unis proposaient une convention comme celle-ci à la France et à l'Angleterre, ces puissances reconnaîtraient, sans nul doute, que leurs intérêts sont de bien plus grande importance que ceux de la nation américaine. » Après cette déclaration très nette vient dans la note la discussion des avantages et des désavantages de l'annexion : territorialement et commercialement elle serait très favorable ; et, dans certaines circonstances, elle pourrait même devenir essentielle à la sécurité de l'Union. Cette idée de l'expansion naturelle des Etats-Unis à Cuba est si pressante pour M. Everett, qu'il n'hésite pas à rejeter, comme inutile, la vieille thèse de la non-alliance de l'Amérique avec l'Europe. Sa réponse est d'ailleurs complétée par des considérations assez discutables, notamment lorsqu'il dit que la convention de garantie projetée serait une injure envers l'Espagne qui paraîtrait ainsi mise en état de tutelle ; et si par hasard cette dernière trouvait son fardeau trop lourd, qu'elle n'oublie pas que les Etats-Unis sont prêts à lui acheter Cuba.

« Mais il n'y a pas, conclut la note, de gouvernement aux Etats-Unis qui puisse jamais s'exposer à l'odieux d'avoir promis aux grandes puissances de l'Europe que jamais, dans aucun temps, les Etats-Unis ne pourraient faire l'acquisition de Cuba, ni par un arrangement amiable avec l'Espagne à la suite d'une guerre légitime (si ce malheur arrivait) ; ni par le consentement libre de ses habitants, en supposant l'île arrivée

» à l'indépendance, comme y sont arrivées les autres sessions espagnoles du continent américain ; ni enfin » par la pressante nécessité du soin de leur propre conservation. » En conséquence, Everett repousse la convention tout en assurant à l'Espagne qu'elle ne doit pas prendre ombrage de ce refus, car la note contenait la plus explicite déclaration que les Etats-Unis, pas plus que la France ou la Grande-Bretagne, ne fomentaient aucun projet contre sa tranquille possession de l'île.

L'Angleterre et la France répondirent à cette note en février 1853, mais sans demander une réplique formelle. Ainsi se termina cette importante négociation ; elle fut toutefois encore l'objet de violents débats dans les Chambres américaines : Le sénateur Coss déposa une motion portant que, toute immixtion européenne à Cuba, quand même elle resterait pacifique, serait contraire à la souveraineté des Etats-Unis. Allant plus loin encore, le sénateur Hall proposa même de considérer comme atteinte aux Etats-Unis toute immixtion européenne dans toute l'Amérique. En fait, le Sénat ne vota ni l'une ni l'autre de ces motions, mais on répéta plusieurs fois dans la discussion que Cuba était d'ores et déjà terre américaine, détenue provisoirement par l'Espagne par tolérance du gouvernement fédéral. Et tout le monde fut d'accord pour décider que si la Grande Antille ne valait pas actuellement une rupture ouverte avec l'Espagne, les Etats-Unis ne pouvaient du moins tolérer l'action d'aucune autre puissance dans cette île, considérée comme terre américaine *in partibus*.

En juillet 1853, sous la présidence de M. Pierce, ar-

riveaux affaires un nouveau secrétaire d'Etat, M. Marcy non moins annexionniste, mais plus diplomate que son prédécesseur : sur son ordre, l'ambassadeur américain à Londres fut chargé de rassurer le gouvernement anglais qui avait manifesté quelque inquiétude quant aux débats du Sénat ; et l'agent yankee assura que le gouvernement de Washington n'avait aucune vue annexionniste précise sur la Grande Antille.

En même temps, mais en sous-main, les Etats-Unis continuaient de favoriser les insurgés cubains : La junte cubaine de New-York et spécialement la vieille association, la *Lone star*, organisent à nouveau des expéditions flibustières avec l'appui plus ou moins ouvert des autorités fédérales. Non seulement le gouvernement américain n'arrêta pas le départ de ces expéditions, mais encore il profita de l'affaire du *Black Warrior*, en 1854, pour intervenir de nouveau à Cuba : Il s'agissait simplement d'un navire pris en flagrant délit d'infraction aux lois de douane espagnoles, et vis-à-vis duquel l'Espagne émettait la prétention, assez naturelle, semble-t-il, d'appliquer lesdites lois. Un Message du Président Pierce vit dans une semblable prétention « une énorme (*wantonly*) injure des autorités espagnoles » et laissa entrevoir la possibilité d'un recours à la force si l'Espagne refusait d'accorder les réparations nécessaires. Pour éviter des difficultés, l'Espagne consentit à accorder remise des amendes prononcées contre le *Black Warrior* et à laisser porter l'affaire devant une commission arbitrale pour juger s'il y avait lieu à indemnité.

Pendant ces discussions, le poste de l'agent diploma-

tique des Etats-Unis à Madrid était devenu vacant : C'est à cette occasion que M. Marcy montra ouvertement combien, malgré les récentes paroles de modération et de justice du Président Pierce, son gouvernement désirait peu au fond le règlement amiable de la question cubaine : il nomma, en effet, sans consulter aucunement l'Espagne, sans s'informer, contrairement aux usages constants de la diplomatie, si son envoyé serait ou non *persona grata*, il nomma ambassadeur à Madrid un Américain d'origine française, M. P. Soulé, célèbre par la violence de ses manières et de son langage. Un tel choix était à lui seul une profession de foi. Attaché à la légation de Paris, M. Soulé s'était compromis dans les affaires carlistes contre l'Espagne ; il avait, en outre, pris une part active, sous Louis-Philippe, à la propagande républicaine en France, allant jusqu'à injurier le roi ; tant et si bien qu'il avait fini par être expulsé par le gouvernement français. Revenu aux Etats-Unis et nommé sénateur, il s'était déclaré l'ami ouvert des insurgés cubains, disant que c'était en vain « que l'Espagne préférerait voir la Grande Antille s'abîmer au fond des océans, que de la céder à une nation quelconque. Quand éclatera la tempête, l'île de Cuba continuera à dominer les flots, et lorsque sonnera l'heure des revendications vengeresses, ce ne seront ni ses bastilles, ni ses canons, ni ses échafauds, ni les édits de ses prêteurs qui sauveront l'Espagne de nos griffes puissantes. » Il avait subventionné ouvertement l'insurrection Lopez, et au Sénat, il avait prononcé un éloge enthousiaste des Américains qui avaient, à Cuba, « secoué la pourriture espagnole ». Bien plus, quoique déjà nommé à Madrid, il figura presque officiellement

dans les banquets de la *Lone Star*. Aussi, à Madrid, reçut-il un accueil poli, mais naturellement très froid, et le Cabinet le fit attendre un certain temps avant d'accepter d'entrer en relations avec lui relativement à Cuba.

Les instructions de M. Marcy à M. Soulé, touchant Cuba, étaient doubles, publiques et confidentielles. D'après les premières, il devait chercher à obtenir de l'Espagne la cession de la Grande Antille, il devait faire remarquer au gouvernement madrilène la fréquence des insurrections, en tirer argument pour montrer que l'île ne saurait tarder à acquérir son indépendance, expliquer qu'il était du devoir des Etats-Unis de conseiller à l'Espagne d'accorder de bonne volonté ce qu'elle ne pouvait éviter, et dire enfin que si la couronne espagnole consentait à céder Cuba à l'Union, celle-ci lui concéderait des avantages douaniers spéciaux.

Quant aux instructions confidentielles, elles portaient sur deux points : d'abord, il était recommandé à M. Soulé de se montrer discret et d'éviter d'éveiller les susceptibilités d'une race aussi « caduque et orgueilleuse » que celle de la péninsule. Il était, d'autre part, prévenu que les Etats-Unis tenaient beaucoup à l'annexion ou tout au moins à l'indépendance de l'île, et que, le cas échéant, leur bonne volonté à l'égard des Cubains se manifesterait d'une façon substantielle.

Soulé n'était nullement qualifié pour mener à bien d'aussi délicates négociations, le Cabinet de Madrid, à cause de ses antécédents, le tenant en grande suspicion; mais très présomptueux, l'ambassadeur américain crut

que sa conduite en avait imposé à ses hôtes ; aussi, quoiqu'en réalité il n'eût absolument rien fait, il n'hésita pas à écrire à Washington que sa mission réussissait au delà de toute espérance, comptant bien que, par peur de lui, le gouvernement espagnol deviendrait rapidement moins intraitable. Cette vantardise amena le gouvernement américain à aller de l'avant et à proposer officiellement à l'Espagne l'achat de Cuba. On était alors au début de 1854 et des difficultés qui allaient amener la guerre de Crimée ; les Etats-Unis espéraient bien que l'Espagne s'y trouverait mêlée, et que par suite elle acquiescerait plus volontiers à leurs propositions ; néanmoins, le gouvernement espagnol rejeta d'emblée, sans même les examiner, les offres américaines. Soulé ne voulut pas admettre un échec : il déclara qu'au fond le Cabinet de Madrid mourait d'envie d'accepter, mais que, redoutant des manifestations populaires, il voudrait que les Etats-Unis insistassent fortement, de façon à paraître avoir la main forcée. Ces nouvelles fausses amenèrent le Président Pierce à adresser au Congrès un Message où il dépeignait en termes très sombres les relations hispano-américaines, et où il demandait qu'on mît à sa disposition un crédit immédiat de 10 millions de dollars : en d'autres termes, il préconisait la guerre. Mais le Congrès se montra plus discret que le Président, il refusa le vote immédiat du crédit demandé et renvoya l'affaire à une commission qui ajourna sa décision jusqu'à la réception de documents plus exacts sur les véritables sentiments de l'Espagne.

Cet échec donna à réfléchir au gouvernement de Wa-

shington qui commença à concevoir quelques sérieux doutes sur la capacité et les talents diplomatiques de M. Soulé ; il eut alors l'idée de lui adjoindre deux de ses collègues, MM. Buchanan et Masson, ministres américains en France et en Angleterre. D'où la dépêche du 16 août 1854 par laquelle M. Marcy prescrivait à ces trois diplomates de se réunir et concerter « pour arriver directement au grand but, ou éviter au moins les obstacles qui empêchent son heureuse réalisation ». Il fallait que, l'entente une fois faite entre eux, les négociations commençassent le même jour avec l'Espagne, la France et la Grande-Bretagne.

Les représentants des Etats-Unis songèrent d'abord à se réunir à Paris, mais ils durent renoncer à leur projet et leur réunion eut lieu à Ostende. Ils arrivèrent dans cette ville le 9 octobre et y conversèrent pendant trois jours ; le 12 ils partirent ensemble pour Aix-la-Chapelle, et c'est là que M. Soulé rédigea son rapport en date du 18. Ce document fut d'ailleurs le résultat de l'opinion unanime des trois ministres américains. « Ce rapport, dit M. de Olivart (1), est un des plus intéressants documents que l'on puisse consulter sur la question cubaine, il est comme le *Credo* de la doctrine annexionniste. »

Ce mémoire commence par poser deux propositions aussi nettes que fausses :

1^o Les Etats-Unis doivent acquérir Cuba le plus tôt possible ;

2^o L'Espagne cèdera certainement la Grande Antille

(1) Marquis de OLIVART. — *Le différend Hispano-Américain au sujet de la question cubaine.*

à cause des beaux résultats de cette affaire pour ses intérêts les plus vrais et les plus élevés.

« En effet, disent les diplomates, la révolution de l'île est imminente et justifiée ; or, si les Cubains se soulèvent, il n'y a pas de pouvoir humain capable, malgré le désir du Président, de faire respecter les lois de la neutralité, d'empêcher les citoyens des Etats-Unis et les libéraux des autres pays de courir à leur aide ; et si quelqu'autre puissance venait au secours de l'Espagne, il n'y aurait de même aucun pouvoir humain capable d'empêcher le gouvernement et le peuple des Etats-Unis de prendre part à la guerre pour secourir ses *voisins et amis*. »

Et ils concluaient : « La cession de Cuba aux Etats-Unis, avec des stipulations aussi favorables (paiement à l'Espagne de 120 millions de duros) constitue le meilleur et l'unique moyen d'arranger tous les différends passés et de prévenir les collisions futures. »

Ainsi finit l'acte d'Ostende et d'Aix-la-Chapelle ; il fut d'ailleurs complété par une dépêche de M. Soulé, écrite deux jours après (20 octobre), mais qui accompagnait ce mémoire : « Nous devons, y lisait-on, attendre une solution pacifique, mais, si elle n'est pas possible, si nous devons affronter la calamité d'une guerre, *faisons-la* maintenant que les grandes puissances du continent sont engagées dans une formidable lutte (guerre d'Orient) qui va consommer toutes leurs forces et leur énergie. »

Mais à Washington on ne voulut pas agir ; et, dans sa réponse à M. Soulé, du 13 novembre 1854, M. Marcy déclara que, le gouvernement n'approuvant pas le rapport, les négociations étaient ajournées *sine die*.

Quant au gouvernement espagnol, il déclara solennellement aux Cortès que « la vente de Cuba serait celle de la dignité nationale ».

C'était la faillite du plan de Soulé. Ayant démissionné, il retourna d'ailleurs immédiatement aux Etats-Unis reprendre sa campagne annexionniste.

Pendant ces négociations, et comptant, mais à tort, nous l'avons vu, que le gouvernement fédéral serait trop heureux, au cas où elles échoueraient, d'avoir un prétexte d'intervention, les juntas révolutionnaires cubaines avaient activement préparé une nouvelle insurrection; mais novices encore dans l'art des conspirations, elles employèrent pour correspondre avec Quitman, le chef du futur mouvement, un certain Rodriguez, ancien détenu au *presidio* de Ceuta, où plusieurs conjurés, jadis envoyés là comme prisonniers politiques, l'avaient rencontré. Ce Rodriguez, instruit de tout dans les moindres détails, alla dénoncer au gouverneur espagnol le complot prêt à éclater, et lui remit les noms, les adresses et les preuves. Les Cubains les plus compromis, Ramon Pinto et Estrampe, payèrent de leur vie leur imprudence et la trahison de Rodriguez. Cette énergique répression eut pour résultat d'assurer à Cuba une trêve de 14 à 15 ans de tranquillité matérielle, sinon de paix morale, trêve qui ne prit fin que par la Révolution du 10 octobre 1868.

Cependant, durant ce temps d'accalmie, la doctrine américaine sur Cuba se détermine encore plus nettement dans le sens de la conférence d'Ostende : Arrivé à la présidence de l'Union, Buchanan, l'un des signa-

taires de l'acte de 1854, déclara, dans son Message de 1858, que le droit de la propre défense (self-preservation) exigeait l'acquisition de Cuba, sous le prétexte qu'on y pratiquait encore la traite. « Dans ces conditions, dit-il, cette île est une source constante d'outrages et d'ennuis pour le peuple américain. Nous sommes obligés, comme la Grande-Bretagne de maintenir des forces navales considérables sur la côte africaine, et nous n'aurions pas eu de démêlés avec cette puissance, si l'île espagnole n'était pas une foire à esclaves. » Il essayait aussi de convaincre l'Espagne que le marché proposé n'était contraire ni à son orgueil ni à ses intérêts, et dans ce but, il rappelait la cession de la Louisiane par Napoléon.

Le rapport du Sénat, rédigé en réponse au Message du Président, approuva l'ouverture d'un crédit pour l'acquisition de Cuba, mais se fonda, non plus comme Buchanan, sur le droit de self preservation, mais sur la faculté qu'ont les nations fortes de s'agrandir et de se développer.

L'achat n'ayant pu avoir lieu, quelques années plus tard, dans son Message du 3 décembre 1867, le Président Johnson revint encore à l'assaut, rappelant aux oublieux que l'acquisition de Cuba était toujours l'un des buts de la politique yankee, et il invoquait pour cela des raisons stratégiques : « Nous avons besoin, disait-il, d'un poste naval entre nos côtes de l'Atlantique et celles de l'Europe. »

« Ce document, dit M. de Olivart (1), à la savante

(1) Marquis de OLIVART. — *Le différend Hispano-Américain au sujet de la question cubaine.*

publication duquel il faut toujours se référer en ces questions, ce document complète la formule de la tradition américaine au sujet de l'acquisition de Cuba : de l'ensemble de l'acte d'Ostende, des Messages de Buchanan et de Johnson, et du rapport du Sénat sur le Message de Buchanan, se déduit une doctrine fort claire : on ne dit plus avec Monroë : *La souveraineté de l'Espagne est légitime dans ses colonies, nous la respectons et la respecterons toujours* ; — on ne dit même plus comme Everett en 1852 : *Cuba sera à l'Espagne ou à nous, mais non à d'autres* ; — on dit franchement : *Un jour ou l'autre, Cuba sera à nous*. Toutefois il est remarquable que, avec une unanimité presque complète, on exclut la guerre comme moyen d'acquisition de Cuba, à moins qu'une éventualité quelconque (traité, révolution anarchique, intervention d'une troisième puissance, insultes au pavillon ou aux citoyens des Etats-Unis, etc., etc.) ne vienne justifier la main-mise des Etats-Unis sur Cuba, en cas de refus de vendre ; et cette attitude est absolument irréprochable devant le droit, car elle ne rentre pas dans son domaine. »

CHAPITRE IV

LA GUERRE DE DIX ANS (1868-1878)

De 1854 à 1868, le gouvernement espagnol eut un répit de quatorze années, constituant pour lui une occasion inespérée de réformer sa puissance dans le Grande Antille et de s'attacher l'île d'une façon solide; au lieu de cela, il ne fit rien ou presque rien, car l'Espagne, il faut bien l'avouer, n'a jamais compris son rôle à Cuba : elle a toujours refusé tout pouvoir effectif aux Cubains dans leur propre pays, les condamnant à l'infériorité politique sur le sol où ils étaient nés ; elle a confisqué, par des impôts écrasants, le produit du travail des Cubains sans pourtant parvenir à leur assurer en échange ni sécurité, ni prospérité, ni instruction. Au point de vue économique, enfin, l'Espagne n'a jamais compris non plus que Cuba, qui produit pour l'exportation et importe à peu près tout ce qu'elle consomme, ne devait pas être gênée dans ses affaires commerciales, afin de pouvoir acheter ou vendre dans des conditions avantageuses ; au lieu de cela, les Espagnols ont voulu s'assurer le monopole du marché cubain, contribuant ainsi à rendre plus lourde encore la tutelle de la métropole.

Tout cela néanmoins, avec un peu de bonne volonté,

eût encore pu facilement s'arranger; mais comme l'Espagne, à l'intérieur, allait de guerre civile en guerre civile, rien ne fut fait, et les autorités coloniales songèrent moins à gouverner Cuba qu'à ménager le gouvernement de demain.

Entre temps, les Cubains demandèrent l'abolition de l'esclavage, mais le gouvernement espagnol s'y opposa sous prétexte que les nègres, devenus libres, chasseraient les blancs.

Officiellement d'ailleurs, Cuba était toujours la terre du bonheur et de la liberté, la « sempre fiel », la toujours fidèle, et, en effet, à première vue, la Havane paraissait jouir d'une paix profonde; les réformistes étaient officiellement qualifiés de mécontents et d'arrivistes. Toutefois, vers 1865, cet optimisme officiel reçut une atteinte sérieuse : il parvint, en effet, à la reine Isabelle une pétition signée de vingt mille créoles, protestant de leur amour pour l'Espagne, mais réclamant très énergiquement une série de réformes. Presque simultanément la Presse anglaise prit fait et cause pour les réformistes cubains. Le gouvernement madrilène se vit alors forcé de faire quelque chose, au moins pour satisfaire l'Europe; aussi le 25 novembre 1865, M. Canovas del Castillo, ministre d'*Ultramar* fit rendre un décret ordonnant la réunion d'une *junte de informacion* (1) (commission d'enquête), chargée d'étudier la situation de Cuba et de rechercher les bases : 1^o de lois pour Cuba et Porto-Rico; 2^o de règlements sur le

(1) Cette junta devait être composée de 22 délégués cubains, 22 commissaires espagnols et, en outre, d'autant de fonctionnaires que le gouvernement jugerait bon.

travail des Asiatiques et des gens de couleur, ainsi que sur les moyens de favoriser l'émigration dans lesdites colonies ; 3^o de traités de navigation et de commerce, ainsi que d'un système douanier plus convenable pour les possessions de l'Espagne.

Malheureusement, par suite des bouleversements si fréquents dans la politique espagnole, ce ne fut pas M. Canovas, l'auteur du décret, qui en assura l'exécution, mais M. Castro, et celui-ci choisit les commissaires espagnols parmi les ennemis de toute réforme et de toute autonomie ; il exigea, en outre, le secret des séances, et posa en principe que le maintien de l'unité monarchique et religieuse avec la métropole serait tenu hors de discussion. Les Cubains, désireux d'obtenir quelques réformes sans recourir à une nouvelle insurrection, acceptèrent toutes ces restrictions et le parti réformiste se mit en devoir d'établir son programme de réformes.

Les principaux articles étaient :

- 1^o Liberté douanière pour l'île ;
- 2^o Etablissement d'un impôt sur le revenu destiné à remplacer le produit des douanes ;
- 3^o Représentation des Cubains aux Cortès espagnoles ;
- 4^o Admission des créoles aux fonctions locales ;
- 5^o Suppression de la traite et émancipation graduelle des travailleurs noirs.

A ce programme très modéré, l'Espagne répondit en diminuant légèrement le tarif douanier, mais quelques semaines après, le 12 février 1867, elle rendit un décret surchargeant du 10 % tous les impôts directs de l'île. Le résultat de cette fausse manœuvre, d'autant plus

malhabile que les Etats-Unis recommençaient précisément alors à s'occuper de Cuba (Message de Johnson), fut de mettre fin à la patience des Cubains ; aussi, lorsqu'éclata, en septembre 1868, la Révolution espagnole qui renversa Isabelle II, elle eut un contre-coup immédiat à Cuba.

Le 10 octobre 1868, à Yara, dans les environs de Demajagua, un certain Carlos Manuel Cespédès réunit une quarantaine de partisans, proclama l'indépendance de l'île et lança un appel aux armes devenu célèbre dans l'histoire de l'Espagne, sous le nom de « Cri de Yara — El Grito de Yara ». Huit jours plus tard, cette poignée d'hommes avait singulièrement grossi, presque centuplé, de telle sorte que, quand le 18 octobre Cespédès se présenta devant la ville de Bayamo, il disposait de 3,000 combattants. Bayamo capitula. Dès lors, on voit le mouvement se propager avec la rapidité d'une trainée de poudre ; les insurgés font sonner bien haut qu'ils ont entre les mains une place de guerre ; ils s'y installent, y établissent un gouvernement, un Parlement, des ministres. Ils ont d'ailleurs trouvé à Bayamo ce qui leur faisait surtout défaut, des armes et des munitions ; ils s'en emparent et les distribuent. Quelques jours après, les districts de Halguin, Bayamo, Tunas, Jiguani, étaient aux mains des rebelles ; en décembre, les anciens départements du Centre et de l'Orient, c'est-à-dire les deux tiers de l'île étaient en pleine insurrection. Le général Lersundi, à cette époque capitaine général et gouverneur de Cuba, avait qualifié tout d'abord le « Cri de Yara » d'équipée ridicule « ridícula calaverada » ; mais il avait dû rapidement en

rabattre. En réalité, sa situation était devenue du jour au lendemain extrêmement critique ; il pouvait craindre, en effet, de se voir d'un moment à l'autre bloqué dans sa capitale. Il est certain qu'avec plus d'énergie et surtout avec une organisation moins embryonnaire, les insurgés eussent pu, en trois mois, devenir les maîtres absolus du pays ; mais ils ne surent pas profiter de leurs avantages et la lutte se perpétua indéfiniment, jusqu'au *Convenio du Zanjón* du 10 février 1878, d'où le nom de « Guerre de Dix ans » qui lui a été donné. En dépit de sa longueur, d'ailleurs, cette lutte ne présenta aucun intérêt réel. Les Cubains furent presque toujours les maîtres incontesté de la campagne et des *Maniguas* ; le gouvernement le fut des routes et des grandes villes : le seul problème qui se posait était de savoir lequel se laisserait le premier, des *libertadores* ou de l'Espagne ; et malgré l'argent que celle-ci dut dépenser ; malgré les nombreux soldats qu'elle perdit de la fièvre et du *comito* (les plus puissants alliés des insurgés), ce furent les *libertadores* qui abandonnèrent les premiers la partie, par suite surtout de leurs divisions intestines.

Le premier acte des insurgés avait été, nous l'avons vu, de se donner une constitution républicaine : Ils firent de Cespédès le premier président de la République cubaine ; mais l'assemblée qui avait été élue n'eut pas la sagesse de savoir demeurer unie, en sorte qu'elle se trouva presque immédiatement divisée en factions. Le nouveau gouvernement commença par faire appel aux Etats-Unis. Le Président Johnson répondit, mais en termes vagues et généraux, faisant surtout un éloge abstrait des institutions républicaines, affirmant la

sympathie de l'Union pour tout gouvernement républicain et déclarant déplorer les insurrections, guerres et autres fléaux de l'humanité.

La caractéristique de ce document est que le nom de Cuba n'y était même pas mentionné. Néanmoins les insurgés crurent y voir une approbation de leur insurrection, et celle-ci en reçut un nouvel essor.

Le 4 mars 1869, le général Grant devint président des Etats-Unis ; les insurgés cubains lui demandèrent aussitôt de reconnaître l'indépendance de Cuba ou tout au moins de reconnaître la belligérance des insurgés. Le Président Grant rejeta ces deux demandes, mais le 9 avril 1869, M. Banks, membre de la Chambre des représentants, fit voter, par 98 voix contre 25 et 78 abstentions; une motion de sympathie en faveur de Cuba « libre et républicaine ».

Quelques mois plus tard, le secrétaire d'Etat Hamilton Fish adressait, le 19 juin 1869 à son représentant à Madrid un document important sur les règles qu'entendaient suivre les Etats-Unis quant à la nouvelle insurrection : Il commençait par poser deux points généraux : d'une part, il exprimait les liens de sympathie et d'intérêts existants entre Cubains et Yankees ; — d'autre part, il exposait la désaffection croissante des Cubains pour l'Espagne, désaffection qui rendait la soumission de l'île irréalisable en fait. Par suite, disait-il, l'Espagne devrait comprendre qu'il faut céder aux légitimes revendications des Cubains ; et il donnait les quatre bases qu'il entendait suivre pour diriger les négociations : 1^o indépendance de Cuba ; 2^o paiement par Cuba (avec l'argent américain) d'une indemnité suffisante pour dédommager l'Espagne ; 3^o aboli-

tion de l'esclavage ; 4^o amnistie complète pour les insurgés. M. Fish terminait en déclarant que les Etats-Unis étaient décidés à accorder aux insurgés la qualité de belligérants ; qu'en outre les citoyens américains n'étant plus en sûreté à Cuba, il y avait là une cause légitime reconnue par le droit des gens, et autorisant l'intervention armée des Etats-Unis.

L'événement le plus important de la lutte de 1868 à 1878, c'est que, officiellement et publiquement l'Espagne accepta les bons offices des Etats-Unis, et que, secrètement et confidentiellement, elle négocia la vente de Cuba. « Une semblable transaction, dit M. de Olivart (1), était une impudence effrontée chez les trois parties à la fois : vendre l'île, c'était de la part de l'Espagne et de Cuba encourir la responsabilité du sang inutilement versé pour arriver à la fin à une si honteuse solution ; acheter l'île, c'était de la part des Etats-Unis montrer cyniquement quels vrais sentiments se cachaient sous leurs protestations humanitaires et libérales ». Quoi qu'il en soit, elle fut sur le point de s'accomplir dans l'été de 1869 par l'entremise du général Prim et de M. Fish.

Le gouvernement espagnol était, en effet, en pleine révolution, la reine Isabelle II venait d'être chassée et le pouvoir était aux mains du général Prim. Celui-ci se piquait de diplomatie, et, en apparence au moins, montrait des sentiments conciliants : il fit donc le meilleur accueil à M. Sickles, ministre américain à Madrid, et

(1) Marquis de OLIVART. — *Le différend Hispano-Américain au sujet de la question cubaine.*

accepta d'emblée d'étudier les propositions yankees. Le 13 août 1869 il déclara admettre les bons offices des Etats-Unis, tout en y apportant certaines modifications, à savoir : 1^o que les insurgés commenceraient par déposer les armes ; 2^o une amnistie générale serait alors octroyée ; 3^o la population de l'île plébisciterait la question de l'indépendance ; 4^o si l'indépendance était votée, une indemnité serait accordée à l'Espagne. Remarquons que, malgré ces allures conciliantes, le général Prim gardait le silence sur deux points fondamentaux : l'abolition de l'esclavage et surtout l'amnistie *préalable* demandée par les insurgés. M. Fish crut que la résistance espagnole provenait surtout de ce que le gouvernement de Madrid craignait que les Cubains ne fussent jamais capables de payer l'indemnité promise. Il proposa donc d'en faire garantir le paiement par les Etats-Unis ; ce procédé aurait d'ailleurs eu l'avantage de permettre au gouvernement fédéral de s'immiscer dans les affaires de l'île. A mesure que les Etats-Unis devenaient plus précis, le Cabinet de Madrid se montrait de moins en moins accessible, et tandis que le général Prim continuait à amuser les Américains, son ministre d'*Ultramar*, Becerra, chargé par intérim du portefeuille des affaires étrangères, refusait de prendre l'indépendance pour base des négociations, voulant qu'on laissât aux Cortès la décision et la réalisation de l'affaire ; tout au plus n'était-il pas opposé à un arrangement amiable avec les Etats-Unis, par lequel ceux-ci, par leurs bons offices pourraient aider à obtenir la fin de la lutte. Devant cette nouvelle attitude, le 23 septembre 1869, M. Fish retira sa proposition, déclarant que les Etats-Unis reprenaient toute leur

liberté d'action. Remarquons incidemment, que le changement d'attitude du gouvernement espagnol fut dû à l'opposition énergique à la vente manifestée par le peuple, tant en Espagne qu'à Cuba même.

En fait, le gouvernement fédéral ne fit rien de positif en faveur des insurgés; aussi l'opinion publique américaine s'indigna-t-elle de cette abstention systématique : le 14 juin 1870, M. Banks déposa une proposition tendant à faire défendre au Cabinet de Madrid de continuer à employer des moyens barbares pour réprimer l'insurrection de Cuba. Il est vrai qu'un autre représentant, M. Orth, déposa, au contraire une proposition tendant à flétrir les expéditions flibustières dirigées contre l'Espagne en prenant pour base le territoire de l'Union. Il s'en suivit une très longue et très ardente controverse qui n'aboutit d'ailleurs qu'au rejet des deux propositions par la Chambre des représentants.

Malgré ce vote, la tension s'accrut entre les Etats-Unis et l'Espagne, et la question ne tarda même pas à prendre un certain degré d'acuité. Aussi le Président Grant crut-il bon d'intervenir et, le 18 juin 1870, il lança un Message au Congrès dans lequel il commençait par constater l'arrêt de la question de Cuba : ni l'Espagne, ni l'insurrection, déclarait-il, ne font de progrès militaire sensible, elles se bornent à rivaliser de cruauté. Les excès commis par les insurgés empêchent les Etats-Unis de venir à leur aide, malgré la sympathie qu'ils ont pour eux. Rien, en effet, ne serait plus néfaste pour les Etats-Unis que d'entrer en conflit avec l'Espagne ; ils ont toujours conservé une politique de neutralité constante à l'égard des puissances

européennes, et y déroger serait un acte de la plus haute gravité. Quant à reconnaître la qualité de belligérants aux insurgés, c'est, continuait le Président, une chose beaucoup plus grave qu'on ne paraît le croire : D'abord la reconnaissance de la belligérance est une question de faits et non pas une affaire de sympathie ou d'animosité. Il faut, en effet, que les insurgés, pour pouvoir être considérés comme belligérants, luttent conformément aux lois de la guerre ; de plus, l'insurrection doit avoir non pas simplement un gouvernement sur le papier (*government on paper*), mais une organisation politique suffisamment stable pour assurer l'ordre et encourir les responsabilités qu'un Etat peut encourir vis-à-vis des autres Etats ; or, aucun de ces éléments ne se rencontre dans l'insurrection cubaine ; les insurgés n'occupent aucune ville ; leurs chefs ne sont que des chefs de partisans, aussi nomades que leurs troupes. Ils n'avaient aucune espèce de tribunaux, pas l'ombre d'organisation administrative ni financière. Bien plus, les insurgés n'avaient nulle part accès à un port de mer, ils ne pouvaient entretenir aucune relation commerciale sérieuse. Quant à leur territoire, il n'existait pas réellement et changeait avec les points occupés par leurs colonnes. Dans l'opinion du Président, la guerre de Cuba n'était donc pas une guerre internationale, et il déclarait que les Etats-Unis violeraient le droit s'ils reconnaissaient comme belligérants de simples insurgés. En outre, l'Espagne aurait désormais beau jeu pour décliner toute responsabilité et renvoyer les Américains qui se plaindraient de souffrir de la lutte au soi-disant gouvernement insurgé. Il n'y a, concluait le général Grant, qu'une seule chose à faire : protéger

les droits des citoyens américains, protester éventuellement auprès du gouvernement espagnol et obtenir de lui des indemnités ; et, pour le surplus, conserver une neutralité absolue.

Ces vues du Président étaient fort justes, et leur exposé calma beaucoup l'irritation du Congrès. Néanmoins, l'opinion publique yankee resta très montée contre l'Espagne, et, sous l'influence des politiciens, des motions belliqueuses furent encore soumises au Congrès : ainsi, en décembre 1871, le sénateur Morton demanda d'emblée l'annexion de Cuba et de Porto-Rico ; de même, en janvier 1872, le sénateur Blain déclara que l'annexion de Cuba était indispensable à la sûreté de l'Union. Ces motions ne furent d'ailleurs pas votées, mais on les discuta d'une façon irritante qui indisposa le gouvernement espagnol

Pendant que, officiellement, les Etats-Unis protestaient, comme nous venons de le voir, de leur respect pour l'Espagne, en pratique, les deux gouvernements se créaient les plus graves difficultés. Les ennemis de la domination espagnole à Cuba avaient imaginé de se prémunir de la nationalité et du pavillon américain, afin de couvrir, par les droits des étrangers en temps de paix, sanctionnés par les traités, la guerre par eux faite à leur véritable patrie. Le texte vague de l'article 7 de la convention de paix et d'amitié entre l'Espagne et les Etats-Unis du 27 octobre 1795, qui prohibait tout embargo pour besoins militaires et exceptait absolument les sujets des deux puissances de toute procédure extraordinaire en dehors du droit commun, fut le prétexte de cette conduite. Les autorités de Cuba

ordonnèrent en effet, par décret du 15 avril 1869, la main-mise sur tous les biens des principaux insurgés ; puis, on prohiba toute transmission de biens faite sans l'approbation du gouvernement ; enfin, on en vint à saisir les biens non seulement de ceux déclarés rebelles, mais encore de ceux de leurs amis, ou même de ceux simplement soupçonnés de l'être. Mais, les uns et les autres ayant eu soin de se faire naturaliser Américains, des réclamations ne tardèrent pas à être adressées à l'Espagne par la Secrétaierie d'Etat de Washington ; et, ces réclamations étaient d'autant plus logiques, que le gouvernement de Madrid se refusait à reconnaître l'état de guerre qui, seul eût, peu suspendre le traité de 1795. Il en résulta une fort longue controverse qui prit fin seulement par le protocole des 11-12 février 1871 complété par ceux des 23 février 1881 et du 6 mai 1882, aux termes duquel on soumit à une Commission arbitrale la révision des séquestres et des procès poursuivis à Cuba contre les sujets américains : ce tribunal d'arbitrage siégea à Washington pendant plus de dix ans, et, comme conclusion, l'Espagne dut payer des sommes énormes.

Les Etats-Unis eurent contre l'Espagne un grief bien plus grave, grief qui manqua même amener la guerre entre ces deux nations, à savoir, l'affaire du *Virginus*. Depuis longtemps on savait que ce vaisseau s'occupait de transporter des expéditions flibustières. La corvette *Tornado* fut mise à sa poursuite. Sortie le 27 octobre 1873 de Santiago, elle le rencontra dans la mer libre, entre cette ville et Cabo Cruz, le 31, à 2 heures de l'après-midi, se dirigeant vers la côte Cubaine.

Le *Virginus* essaya de fuir, mais en vain : il fut capturé comme il venait de jeter à la mer les munitions de guerre dont il était porteur. Traduit, malgré qu'il n'y eût pas guerre entre l'Espagne et les Etats-Unis, devant un tribunal de prises, le *Virginus* fut déclaré de bonne prise. On procéda en outre au jugement sommaire des gens de l'équipage et des passagers : les premiers, dont le nombre s'élevait à 52, furent déférés à la juridiction maritime; les seconds, au nombre de 102 à celle de la guerre. Le 4 novembre, quatre de ces derniers, déjà condamnés en vertu d'arrêts exécutoires antérieurs, furent fusillés ; le 7 et le 8, 12 membres de l'expédition et 37 hommes de l'équipage (10 Cubains et 27 Américains et Anglais) furent encore mis à mort. C'est en vain que le consul des Etats-Unis avait tenté de soutenir les droits de ses concitoyens : le général Burriel refusa d'entendre ses plaintes ; mais le gouvernement de Washington ayant adressé à Madrid d'énergiques protestations, basées sur le traité Hispano-Américain de 1795, le Cabinet espagnol donna aussitôt l'ordre de surseoir à toute exécution des survivants.

Que penser de l'attitude de l'Espagne dans cette affaire ? « Si les juristes américains eux-mêmes, dit M. de Olivart (1), confessent que la visite et la capture du *Virginus* étaient légitimes et justifiées par le droit de propre défense, la nationalité américaine du vaisseau pirate étant *prima facie*, fort douteuse ; il faut reconnaître d'autre part que l'exécution sommaire de ses passagers et d'une grande partie de son équipage, ordonnée par le général Burriel, fut une mesure de

(1) Marquis de OLIVART. — *Le différend Hispano-Américain au sujet de la question cubaine.*

rigueur injustifiable, non autorisée par les besoins de la guerre, et une violation précise des droits des citoyens américains à Cuba. Le prétexte invoqué par le gouvernement espagnol, qu'il s'agissait de pirates était fondé sur un malentendu : la notion de la piraterie du droit des gens, crime dont la répression est un droit et même un devoir pour tout Etat civilisé, implique en effet par essence l'existence de *l'animus furandi* ; or, très certainement, les hommes qui furent fusillés à Santiago de Cuba en novembre 1873 n'avaient pas cet *animus*. On évita le conflit entre les deux pays par les protocoles des 29 novembre et 6 décembre suivants : En premier lieu, la restitution du *Virginus* et des survivants fut stipulée ; l'Espagne promettait en outre de donner le salut au pavillon américain, si l'on prouvait que le vaisseau le portait le jour de sa capture ; mais, la reconnaissance de la négative par les autorités judiciaires américaines épargna à l'Espagne cette humiliation. L'Espagne dut encore fournir des secours aux survivants et aux familles des morts en vertu d'accords avec les gouvernements de la Grande-Bretagne (7.100 £) et des Etats-Unis (400.000 pesetas). L'incident du *Virginus* eut encore une conséquence plus grave : il servit d'occasion et d'appui à la diplomatie américaine pour exiger de l'Espagne, dans des circonstances difficiles, et avec menaces d'intervention, la ratification et la détermination plus nette des privilèges qu'elle déduisait du traité de 1795 : ce fut l'objet d'un protocole du 12 janvier 1877 ; il est vrai que l'Espagne obtint en revanche l'avantage de limiter sur plusieurs points l'interprétation absurde de l'article 7 de ce traité qu'avaient maintenue les Etats-Unis. »

Cette affaire du *Virginius* influa beaucoup sur le Message Présidentiel du 2 décembre 1873 qui, tout en annonçant la clôture de l'incident et en indiquant que les Etats-Unis avaient reçu complète satisfaction, constataient néanmoins que de pareils agissements révélaient un dangereux état d'esprit de la part des autorités espagnoles et que la situation devenait de plus en plus sérieuse à Cuba.

En 1874, la diplomatie yankee continue à demander d'une façon plus ou moins déguisée la cession amiable de la Grande Antille ; et, à titre subsidiaire, les Américains présentaient de nouvelles demandes : d'abord, l'abolition de l'esclavage ; ensuite, le retrait des proclamations plus ou moins barbares des capitaines généraux espagnols ; enfin, la limitation des pouvoirs des gouverneurs de Cuba qui se conduisaient de façon inhumaine.

En 1875, les Etats-Unis présentèrent une nouvelle série de réclamations demandant que l'Espagne accordât à Cuba et à Porto-Rico une autonomie efficace avec notamment une administration composée par les citoyens cubains eux-mêmes ; et demandant en outre que ces îles fussent représentées aux Cortès espagnoles. En un mot, disaient les diplomates yankees, ce que nous désirons, c'est l'établissement, entre l'Espagne et ses colonies d'un lien analogue à celui qui unit le Canada et l'Angleterre. La souveraineté théorique et l'orgueil de l'Espagne ne seraient pas atteints, mais ses colonies échapperaient à l'exploitation administrative et financière dont elles avaient souffert jusque-là. L'Espagne refusa. Alors (5 novembre 1875) le Gouvernement Fédéral adressa à toutes les Chancelleries

européennes une sorte de *Memorandum*, pour connaître, par les réponses qu'y feraient les puissances, quelle serait leur attitude devant l'action matérielle des Etats-Unis, que la fin du document laissait deviner très prochaine. Mais l'échec du Gouvernement de Washington fut complet : l'Allemagne et l'Italie ne trouvèrent pas convenable une immixtion positive, la première, tout en se plaignant des dommages que causaient à ses sujets la situation présente de l'île; l'autre, tout en promettant de donner quelques bons conseils à Madrid. De leur côté, l'Autriche et la Russie remarquèrent qu'en tous cas il faudrait savoir quelle serait l'attitude de la Grande-Bretagne, qui était, après l'Espagne, la puissance européenne la plus intéressée dans l'affaire, et qui avait, au point de vue du droit maritime, autant de plaintes à formuler que les Etats-Unis. La France déclara aux Américains qu'il était peu honorable de leur part de provoquer l'anarchie en Espagne et d'ébranler le trône du jeune roi par de telles menaces; et qu'on devait attendre la fin de la guerre Carliste pour voir finir aussi celle de Cuba. Quant à l'Angleterre, lord Derby répondit énergiquement qu'il savait la nation Espagnole trop soucieuse de sa dignité pour tolérer jamais l'intervention d'un autre pays dans ses affaires : la Grande-Bretagne prêterait volontiers ses bons offices pour précipiter la fin de la lutte, mais « elle ne se joindrait jamais à des mesures de force et ne pousserait pas son action au delà du premier refus de l'Espagne ». Se voyant ainsi isolés, les Etats-Unis n'osèrent pas aller de l'avant et laissèrent les événements suivre leur cours. Malgré plusieurs résolutions de la Chambre des représentants et du Sénat, le Président refusa toujours

de proclamer la neutralité de l'Union, ce qui eût été reconnaître les insurgés comme belligérants, et, à *fortiori*, de reconnaître l'indépendance de Cuba. Cette conduite fut même d'autant plus méritoire que les nouvelles Républiques Sud-Américaines, encore sous l'impression des luttes pour l'indépendance, s'étaient hâtées presque toutes de lancer une déclaration de neutralité, voire même de reconnaître l'indépendance des Cubains (1).

Entre temps d'ailleurs, la lutte continuait indéfiniment à Cuba sans donner jamais aucun avantage marqué à aucun des deux combattants ; et, en septembre 1877, le président Hayes pouvait constater avec raison que la situation était encore et toujours la même que huit ou dix ans auparavant. « Cuba, disait-il, est toujours » insurgée, et les Etats-Unis toujours patients. » Néanmoins, le 10 février 1878, grâce à l'attitude pacificatrice du général Martinez Campos, insurgés et espagnols, épuisés par dix ans de luttes, s'entendirent enfin pour terminer cette guerre par le pacte de Zanjón moyennant :

1^o L'amnistie complète des insurgés, la mise en liberté des prisonniers, la grâce des déserteurs ;

2^o L'émancipation des colons asiatiques et des esclaves servant dans les rangs des insurgés ;

(1) Le Chili reconnut l'indépendance de Cuba le 30 avril 1869. — Le Vénézuéla (11 avril 1869), le Pérou (avril et août 1869) reconnurent la belligérance et l'indépendance de Cuba. — La Bolivie (10 juin 1869) et la Colombie (14 mars 1870) reconnurent seulement la belligérance cubaine. — Le 26 septembre 1872, le gouvernement colombien proposa même, mais sans succès, à tous les Etats Sud-Américains une action commune, pour obtenir, d'accord avec Washington, la reconnaissance par l'Espagne de l'autonomie Cubaine.

3^o Voies ouvertes pour sortir de l'île à tous ceux qui voudraient le faire sans que les révolutionnaires, après leur soumission, pussent être astreints au service militaire contre leurs amis de la veille ;

4^o Organisation politique et administrative de Cuba sur le modèle de Porto-Rico ; — accès aux Cubains dans l'administration locale.

Tout ne fut pourtant pas fini avec la capitulation du Zanjón : les derniers mois de 1878 et les premiers de 1879 furent marqués par des soulèvements et des répressions. Après les dix années de la grande guerre que venait de terminer Martínez Campos, on eut, dans les provinces orientales, *la guerra chiquita*, la petite guerre, qui fit la réputation du général Polavieja ; et après la guerre *chiquita* elle-même, on eut plutôt des trêves que la paix.

En 1880, l'Espagne fit cependant un effort sincère et promulgua des réformes importantes : l'esclavage fut définitivement aboli dans l'île ; les villes cubaines furent munies de Conseils municipaux élus ; d'autres Conseils locaux furent institués pour délibérer sur l'administration de la Grande Antille, à laquelle on rendit aussi sa représentation aux Cortès. Néanmoins, le bénéfice que l'Espagne tira de cet effort réformateur ne fut pas aussi grand qu'on aurait pu le présumer : le gouvernement de Madrid eut, en effet, le tort de conserver les cadres de l'ancienne administration, et les gouverneurs et les subordonnés continuèrent les vieilles pratiques de l'exclusion systématique des emplois publics, des créoles cubains. En outre, on mit à la charge du budget spécial de Cuba tous les frais occasionnés par

la guerre de Dix Ans et spécialement la charge des emprunts contractés pour cette guerre par l'Espagne : en sorte que les Cubains payèrent les frais de répression d'une insurrection avec laquelle ils avaient toujours sympathisé. De tout ceci résulta une accalmie apparente qui, loin de lui profiter, fut, en réalité des plus préjudiciables à la Métropole ; car, tandis que les gouverneurs de Cuba, leurrés par ce calme trompeur, se laissaient aller à un optimisme proche de l'aveuglement, les insurgés, au contraire, qui ne s'abandonnèrent jamais, préparèrent d'autant mieux leur prochaine insurrection. Et comme, dans la crainte que sa sévérité ne passât pour une provocation, le cabinet de Madrid venait de rappeler le clairvoyant général Polavieja, signataire d'arrêtés d'expulsion contre Maceo, Crombet et autres agitateurs ; l'audace des révolutionnaires ne connut plus de limites : la propagande séparatiste se fit désormais publiquement, tout lui devint une chaire : elle eut ses journaux jusqu'en de toutes petites villes, et ses sergents recruteurs jusqu'en des recoins ignorés ; en sorte que la domination espagnole demeura à Cuba aussi précaire que par le passé, et l'insurrection nouvelle qui éclata en 1895 ne fut que la floraison de cette agitation cachée.

CHAPITRE V

PRÉLIMINAIRES DE LA GUERRE HISPANO-AMÉRICAINE 1880-1898

De 1880 à 1895 la Grande Antille demeura officiellement tranquille, bien qu'en réalité les révolutionnaires eussent conservé toute leur activité. A New-York, la délégation du Comité révolutionnaire Cubain, sous l'impulsion d'Estrada Palma, travailla constamment à envoyer des armes et des munitions dans l'île. Il s'organisait constamment des expéditions flibustières, en Floride surtout, que les Etats-Unis feignaient d'ignorer. L'Espagne faisait sans cesse des réclamations très justifiées, mais le gouvernement fédéral sans toutefois se compromettre officiellement, laissait les Cubains s'organiser tranquillement sur son territoire ; notamment il tolérait les souscriptions pour préparer les fonds de guerre de l'insurrection, et l'on faisait ouvertement des fêtes et des ventes publiques dans tous les Etats de l'Union, au profit de Cuba libre.

Malgré toutes ces menaces, l'Espagne conservait toujours son habituelle passivité, maintenant à Cuba ses traditions d'administration insouciantes. Elle promettait des réformes, ne les accordait pas, et usait d'une répression exagérée envers ceux qui voulaient lui rappeler sa parole. Les Cubains étaient plus que jamais exclus de l'administration de l'île : en 1885 on

alla même, par défiance, jusqu'à les exempter du service militaire. Du côté financier, les impôts étaient exagérés ; les contributions directes se prélevaient d'une façon arbitraire suivant le gré ou la sympathie des collecteurs ; quant aux droits de douane, ils étaient d'une élévation extrême, atteignant les deux tiers de la valeur des objets européens les plus recherchés. En outre, il n'y avait à Cuba ni liberté de presse, ni liberté de réunion ou d'association ; la liberté religieuse n'existait pas davantage, mais cela n'était pas trop sensible, presque tous les Cubains étant catholiques. De plus la liberté individuelle elle-même, dans un certain sens, n'était pas garantie à Cuba : chaque habitant devait, en effet, être muni d'un passe-port toujours révocable au gré de la police, révocation qui entraînait l'obligation de résider en un lieu fixé par les autorités. Enfin l'administration espagnole, en général, subissait des fluctuations incessantes, tantôt dans le sens de la tolérance, tantôt dans le sens de la répression, suivant le tempérament des gouverneurs généraux qu'on changeait très souvent, et suivant encore l'impulsion plus ou moins énergique que donnaient les nombreux ministères se succédant à Madrid. Toutes ces causes de désaffection des Cubains envers l'Espagne étaient accrues par les relations fréquentes avec les Etats-Unis dont le régime de liberté excitait le désir d'indépendance de l'île, d'autant que l'Espagne, en 1891 avait eu la faiblesse de signer avec le gouvernement de l'Union un traité par lequel elle renonçait à son droit d'expulser les Yankees établis à Cuba, sans l'assentiment des Etats-Unis ; par suite, l'île s'était rapidement infiltrée de citoyens américains.

Ce fut sur ce terrain que germa l'insurrection de 1895 ; elle éclata d'une façon assez bizarre à la suite d'un bon mouvement de l'Espagne : Une ordonnance royale du 17 septembre 1895 créa, pour administrer l'île, un Conseil central composé exclusivement de Cubains dont la moitié étaient nommés par un suffrage quasi-universel. Le parti réformiste de l'île fut enchanté de cette réforme ; par contre, le parti autonomiste en fut très inquiet, il craignait de perdre ses adhérents, et, de peur que l'Espagne ne reconquît les sympathies cubaines, il fomenta aussitôt une nouvelle insurrection (1). Les débuts en furent très lents : il y eut, sans doute, la guerre d'embuscade traditionnelle, mais les insurgés s'occupaient surtout de délibérer sur la forme de leur future constitution, sans donner le commandement à personne ; et le général Martinez Campos, au lieu de profiter de cette situation, perdit, sous prétexte que cela lui avait réussi jadis, un temps précieux en discussions aussi longues que futiles avec les chefs insurgés : il ne tenait pas compte, en effet, qu'en 1878 les Cubains étaient las de dix ans de guerre ; mais en 1895 les révolutionnaires, tous frais, dans la plénitude d'une force et d'une ardeur renouvelée par 17 ans de préparation, ne répondirent que par des mouvements offensifs à ses proclamations d'amnistie et à ses appels à la concorde. La révolution débordait et se répandait dans toute l'île ; lui, néanmoins, assemblait au palais, pour les consulter, les juntas directrices des partis, et il échouait à les mettre d'accord entre elles, comme à

(1) Voir dans le *Correspondant* de 1896, tome CLXXXIII, page 415, sous le titre « Cuba », d'intéressants détails sur cette insurrection.

les mettre d'accord avec lui-même. Ne comprenant plus, Martinez Campos se fit rappeler de ce pays qu'il ne reconnaissait pas.

Le gouvernement conservateur de M. Canovas del Castillo envoya pour le remplacer le général, de tous les généraux espagnols réputé le moins pacifique et le moins pacificateur, le général Weyler, homme énergique et sans scrupules et surtout parfaitement impitoyable. Dès son arrivée à Cuba, il commença par proclamer l'état de siège et remplaça de sa propre autorité, même pour la plupart des délits de droit commun, les peines légales par la peine de mort. Le résultat fut de mettre fin aux discussions juridiques des insurgés et de leur amener de nombreuses recrues. Il y eut bientôt une cinquantaine de mille personnes en armes sous les ordres de trois chefs : Gomez, Maceo et Garcia (1). Comme les insurgés tenaient surtout la campagne où ils trouvaient des appuis dans la population rurale, le général Weyler inventa le fameux système, dit de la « *reconcentracion* » par lequel il ordonnait aux habitants des campagnes de se rassembler à l'intérieur des quartiers généraux d'une force militaire espagnole. Cette mesure se trouvait justifiée en principe comme la condition nécessaire du nettoyage du pays avant le commencement des opérations militaires, car en réalité tout habitant, même le plus pacifique en apparence, n'était au fond le plus souvent qu'un rebelle, un ennemi.

Seulement, avant de prendre une pareille détermination, il eût fallu avoir le temps et les moyens matériels

(1) Pour les détails, voir : *L'Insurrection Cubaine et le Droit des gens*, par A. DESJARDINS. — *Revue de Paris*, 1896, t. IV, p. 347 et suivantes.

et administratifs d'assurer l'alimentation, l'habitation et la santé des *reconcentrés* : or, malheureusement, dès la première heure les uns et les autres firent défaut, en sorte que la mort put ainsi faire facilement de nombreuses victimes. Les campagnes ainsi dépeuplées, Weyler en entreprit aussitôt la dévastation, pensant venir plus facilement à bout des insurgés. Néanmoins, cette politique ne donna pas ce qu'il en attendait : elle produisit tout au contraire des effets infimes au point de vue militaire et déplorables politiquement parlant, chargeant notamment l'Espagne, au point de vue de l'humanité d'une lourde responsabilité morale qui ne contribua pas peu à la banqueroute finale.

Comme les procédés répressifs du général Weyler, en dispersant les ouvriers des plantations, nuisaient considérablement au négoce des sucres, dont ils arrêtaient la fabrication, les spéculateurs s'indignèrent de ce général et de cette monarchie si peu respectueux des affaires et si dédaigneux de l'indiscutable suprématie des intérêts ; ils commencèrent donc une campagne de presse qui malmenait l'impéritie économique des ministres espagnols et vantait le régime libéral.

L'opinion publique européenne, dans l'ensemble, pourtant favorable à l'Espagne, fut mal impressionnée par ces mesures de Weyler que la presse jingoïste Yankee présentait comme les décrets d'un nouvel Hérode. Quant à l'opinion américaine, déjà très portée vers les Cubains, elle se prononça plus vigoureusement encore en leur faveur : Le général Weyler, traité de *général d'abattoir*, fut sans cesse comparé au sultan ; le pavillon espagnol fut insulté et le gouvernement de la péninsule injurié par la populace yankee, grâce à la compli-

citée au moins tacite des autorités fédérales ; le général Weyler, voire même son souverain, furent à maintes reprises pendus en effigie ; et même, à Thuago, les autorités municipales vinrent elles-mêmes mettre le feu au mannequin. Chose plus grave, comme les financiers Yankees devenaient de plus en plus libéraux envers la délégation Cubaine, les expéditions flibustières traditionnelles subirent un renouveau d'ardeur : pendant l'année 1896, elles se succédèrent presque sans interruption. Certains navires, *le Bermuda*, *le Laurada*, *le Three Friends*, d'autres encore, faisaient un service presque régulier entre les ports de la côte américaine et ceux de Cuba. Parfois poursuivis sur réquisition du Consul Espagnol par les petits bâtiments de la douane américaine, ils leur échappaient le plus souvent, ou, quand ils étaient pris et forcés de revenir à leur point de départ, ils trouvaient moyen d'en repartir peu après. Bien plus, lorsque, comme dans l'affaire du *William Todd* ou celle du *Competitor*, les Espagnols émettaient la prétention de se rendre justice eux-mêmes, les Etats-Unis soulevaient aussitôt les plus vives réclamations.

Les sympathies de l'Union pour la cause cubaine ne devaient pas se borner à l'envoi de secours fournis aux Cubains par de simples particuliers : Dès le 27 février 1896, le Comité des affaires étrangères de la Chambre des représentants, prenant nettement parti pour les Cubains contre l'Espagne, présentait un projet de résolution d'après lequel les insurgés devaient être reconnus comme *belligérants*. Le jour suivant, le Sénat, saisi d'une motion analogue, la votait immédiatement : il constatait l'existence de l'état de guerre entre l'Espagne et Cuba et déclarait qu'il y avait lieu pour les

Etats-Unis de se proclamer neutres et d'offrir leurs bons offices au Gouvernement Espagnol pour obtenir la reconnaissance de l'indépendance de Cuba (1). La Chambre des représentants mit, elle, plus de temps à se décider, mais quatre jours plus tard, le 2 mars, elle votait à son tour une résolution analogue. Heureusement, le président Cleveland, dont la conduite fut, durant tout ce conflit, des plus correctes, ne tint aucun compte de ce double vote. Pour lui forcer la main, les Chambres cherchèrent à s'entendre sur le vote d'une résolution *conjointe*, c'est-à-dire, votée, comme les lois, en termes identiques par les deux Chambres et s'imposant comme elles au Président, sauf à lui d'user de son droit de demander une deuxième délibération prise à la majorité des deux tiers. Mais l'attitude énergique de M. Cleveland, et la quasi-certitude qu'il eût usé de ce droit vis-à-vis de la résolution votée par les deux Chambres, les firent hésiter, et elles ne purent s'entendre sur le vote de cette résolution conjointe.

Toutefois, pour satisfaire l'opinion publique, le gouvernement crut bon de protester auprès de l'Espagne, tant au nom de l'humanité outragée, qu'en celui de ses propres citoyens lésés, d'où, la note de M. Olney du 4 avril 1896 qui laisse nettement entrevoir la possibilité d'une intervention américaine si ce conflit, « dont le principal caractère est l'opiniâtreté de ses procédés et

(1) En reconnaissant la *belligérance*, on déclare qu'une lutte civile est assimilable à une guerre internationale, engagée dans un intérêt public avec des troupes régulières ; — en reconnaissant l'*indépendance*, on admet l'existence définitive d'un Etat nouveau. Il importe donc de ne pas confondre ces deux cas.

les excès sans pareils commis par l'une et l'autre partie » ne prenait bientôt fin (1).

Le Gouvernement Espagnol répondit (22 mai) que sa conduite était absolument conforme aux lois de la guerre, et se plaignit vivement en revanche des intrigues secrètes nouées par les Etats-Unis avec les insurgés.

En juin, M. Olney riposta que, puisque l'Espagne prétendait invoquer les lois de la guerre, elle devait alors reconnaître les insurgés comme belligérants. Il terminait en offrant la médiation de M. Cleveland.

C'est alors que, à l'instigation de M. Canovas, le duc de Tétuan, ministre d'Etat, déclara faire, de la soumission des insurgés la condition préalable de toute négociation avec eux ; et, devant cette réponse si nette, M. Olney cessa d'insister

Pour fortifier sa position, le Gouvernement espagnol crut bon de chercher à provoquer une intervention

(1) Devant cet effort fait par le gouvernement de Washington pour le triomphe des aspirations Cubaines, la Junta de New-York considéra comme de son devoir de déclarer qu'on ne pouvait admettre autre chose que l'indépendance Cubaine : Dans ce but, dans le courant du mois de mai, M. Estrada Palma, qui devait plus tard devenir président de la République de Cuba, publia un manifeste dont voici quelques passages : « Tout le monde sait qu'entre le gouvernement Espagnol et la révolution actuelle il n'est pas d'arrangement possible sur d'autres bases que celles de l'indépendance de Cuba. Il est inutile de parler de réformes et même de la plus large autonomie. Tenir ce langage, ce serait perdre un temps qu'on doit mettre à profit pour éviter la ruine et la désolation de l'île. La Révolution est puissante, elle est incarnée dans le peuple Cubain ; il n'existe aucun pouvoir, ni espagnol, ni humain, qui puisse l'arrêter dans son cours. » Et M. Estrada Palma ajoutait : « Je suis certain que, à part quelques exceptions, il ne viendra à l'idée de personne aux Etats-Unis d'appuyer un projet destiné à mettre fin à la lutte actuelle, s'il n'avait pas pour base l'indépendance absolue. »

collective en sa faveur, des grandes puissances européennes : il rédigea donc un *Mémoire* dans lequel il demandait à l'Europe d'interposer son action diplomatique afin d'obliger les Etats-Unis à observer une neutralité *réelle et positive* en lui laissant toute liberté de soumettre les rebelles à son autorité légitime ; il ajoutait que les révolutionnaires ne pouvaient avoir à leur action aucun motif politique avouable, car il était toujours disposé à donner à Cuba les réformes administratives les plus larges sitôt que l'île serait pacifiée.

Mais ce document, au lieu d'être présenté d'un coup et sans avis préalable, fut d'abord soumis confidentiellement, avec une timidité inexplicable, à chacun des représentants à Madrid des puissances auxquelles il devait plus tard être envoyé officiellement.

Les diplomates de la France, de l'Italie et de la Belgique donnèrent au Cabinet de Madrid une approbation franche et sans bornes. Au contraire, ceux d'Allemagne, de Russie et surtout de Grande-Bretagne firent de sérieuses réserves. L'ambassadeur britannique témoigna même d'une véritable malveillance, car il ne se contenta pas de conseiller au gouvernement espagnol d'abandonner son projet, mais il s'empressa de prévenir le représentant des Etats-Unis du coup que tentait l'Espagne et des chances qu'elle avait de réussir auprès des chancelleries Européennes. Ainsi prévenu, M. Taylor partit en toute hâte pour Paris afin de converser plus librement avec son gouvernement, et c'est sans doute comme conséquence de cette conversation que parut, le 27 juillet 1896, une proclamation du Président des Etats-Unis ordonnant plus sévèrement que jamais aux citoyens américains l'observation d'une

correcte et absolue neutralité. Le Ministre d'Etat Espagnol ne comprit pas qu'une semblable proclamation avait pour objet de rendre inutile son appel à l'Europe; il voulut le lancer quand même, mais alors, M. Taylor lui signifia formellement qu'après le dernier acte de son Gouvernement, il serait *très nuisible* à la bonne amitié des deux pays d'expédier à l'Europe le document en question : Devant cet ultimatum, le duc de Tétuan en suspendit indéfiniment la remise. C'était un piteux échec.

Les relations Hispano-Américaines en furent plus que jamais tendues ; si tendues que, dans son discours aux Cortès, le 8 août, le Président du Conseil, M. Canovas del Castillo envisagea la possibilité, voire même la probabilité d'une guerre avec les Etats-Unis ; il demandait, en conséquence, le vote d'un budget extraordinaire pour mettre la marine espagnole en état, sinon de démontrer sa supériorité vis-à-vis d'une nation qui pouvait devenir une ennemie, du moins d'être assez forte pour inspirer le respect, « car ce n'est pas la même » chose d'intervenir contre des nations faibles et inertes » ou contre des Etats forts et bien armés ; plus on rendra » difficile et périlleux le conflit, mieux on réussira à vaincre le pays provocateur des périls qu'il aura à » affronter par le fait de la guerre ».

Toutefois, grâce à l'énergie de M. Cleveland qui sut rester impassible et calme dans l'emballement de son pays, l'issue fatale fut provisoirement évitée. Dans son Message du 7 décembre 1896, tout en rappelant les sympathies traditionnelles des Etats-Unis envers

Cuba, il nia hautement toute pensée anti amicale contre l'Espagne, déclarant notamment que les expéditions filibustières étaient une honte pour un gouvernement civilisé. « On a voulu, ajoutait-il, que nous recon-
» naissions l'indépendance de Cuba; mais, tout limité et
» imparfait qu'on doive se figurer le domaine du gouver-
» nement de l'Espagne à Cuba, c'est le seul qui y existe, à
» moins qu'on ne veuille donner le nom de gouvernement
» aux caprices d'un chef militaire qui domine, à des inter-
» valles, tantôt dans une contrée, et tantôt dans une
» autre. Certains ont parlé de faire acheter l'île par les
» Etats-Unis : cette idée serait à coup sûr très digne de
» considération, s'il existait quelque raison de croire que
» l'Espagne a la volonté de vendre Cuba, ou même
» d'écouter une semblable proposition. Reste enfin une
» dernière hypothèse, l'intervention violente avec la
» guerre comme résultat nécessaire.... mais les Etats-
» Unis professent un principe qu'ils ne doivent pas
» abandonner : *c'est que le droit et non la force a toujours*
» *été la raison unique de leur conduite* ; bien que la paix
» ne soit pas pour eux une nécessité absolue de leur exis-
» tence, ils n'en constituent pas moins la plus pacifique
» des puissances du monde, *qui ne désire autre chose que*
» *de vivre dans l'amitié de toutes les autres.* » Et M. Cle-
veland concluait en conseillant à l'Espagne d'accorder,
pour mettre fin à la lutte, la plus large autonomie à
Cuba, et en s'offrant à l'aider « à chercher la formule
« qui permettrait au Cabinet de Madrid de la conserver,
« sans préjudice pour ses intérêts. » Toutefois, il ne dissi-
mulait pas, dans un dernier mot menaçant et, hostile
que « quand sera évidente l'impuissance de l'Espagne
» d'en finir avec succès de l'insurrection.... quand sera

» substitué à la lutte à outrance pour l'établissement
» du pouvoir espagnol, un duel qui ne saurait avoir d'au-
» tre effet que la destruction inutile de vies humaines et
» l'anéantissement complet de l'île, alors *il existera une*
» *situation dans laquelle nos obligations envers la souve-*
» *raineté de l'Espagne se verront et se trouveront primées*
» *par d'autres devoirs plus haut que nous ne pourrons*
» *résister à reconnaître et à accomplir* ».

A ce moment, l'Espagne commit sa faute politique la plus sérieuse : dans les derniers jours de 1896, en effet, trois puissances : l'Allemagne, l'Angleterre et la France offrirent au Cabinet de Madrid de s'entremettre d'une façon désintéressée entre l'Espagne et les Cubains. Les Etats-Unis auraient laissé faire, demeurant dans un absolu *statu quo*. Mais, par amour-propre national, le Gouvernement Espagnol rejeta cette offre, commettant même la naïveté de se féliciter presque ouvertement de l'impartialité du président Cleveland. Toutefois, le 5 février, pour complaire au gouvernement fédéral, une certaine autonomie fut accordée à Cuba ; seulement le général Weyler était en même temps confirmé dans ses pouvoirs, et l'étude des Bons Offices des Etats-Unis ajournée jusqu'au jour chimérique où les insurgés mettraient bas les armes.

Sur ces entrefaites, le 4 mars 1897, les pouvoirs du président Cleveland expirèrent ; il fut remplacé par M. Mac Kinley, chef du parti républicain. De suite les relations avec l'Espagne prirent un caractère plus tendu et l'influence populaire se fit sentir d'une façon manifeste sur le nouveau gouvernement, car M. Mac

Kinley posséda toujours bien moins d'indépendance et de fermeté vis-à-vis du Congrès que son prédécesseur. De plus, vers cette époque surgirent des événements fâcheux qui contribuèrent beaucoup à envenimer les relations avec l'Espagne : D'abord les expéditions flibustières se multiplièrent au grand dommage et au grand mécontentement de l'Espagne, apportant ainsi aux insurgés des renforts considérables en hommes et en munitions. En outre, on envoya à la Havane comme Consul général des Etats-Unis, le général Fitz-Hugh Lee qui lança dans la presse américaine une série de rapports des plus défavorables aux Espagnols. Il faisait des descriptions très amplifiées des procédés du général Weyler ; se croyant en droit d'exiger des égards exceptionnels pour tout citoyen américain ou prétendu tel, et plus d'une fois, comme dans l'affaire Sanguily par exemple, en faisant presque un *casus belli*, malgré le secrétaire d'Etat Olney lui-même, du relâchement de certains prisonniers il réussit à les faire gracier par l'Espagne, mais souvent bien malgré elle.

Enfin vers la même époque, les Chambres américaines ayant voté des secours aux « *reconcentrados* » du général Weyler, décimés par la famine et les maladies, elles prétendirent en faire elles-mêmes la répartition, ce que l'Espagne trouva légèrement abusif, et les rapports entre les deux pays s'en aigrirent encore davantage.

Néanmoins, M. Canovas s'occupait sérieusement de la question Cubaine, préparant des réformes, et dans une lettre à la Reine régente, il déclara qu'il lui semblait nécessaire d'expérimenter à Cuba l'autoñomie locale basée sur des libres élections. Etant donné son caractère,

nul doute qu'il eût loyalement tenu ses promesses ; malheureusement, le 8 août 1897, il fut assassiné à Saint-Sébastien par Angiolillo, anarchiste italien. « Ce jour-là, dit M. Charles Benoit (1), doit faire date dans l'histoire du conflit Hispano-Américain, encore qu'il ne s'y soit passé rien de plus que la mort de M. Canovas del Castillo. Par le fait même de sa mort, et de son remplacement, — après le court intérim du général Azcarraga — par M. Sagasta et le cabinet libéral, où M. Gullon recevait les affaires étrangères, tandis que M. Moret prenait les colonies ; par ce fait ou ces deux faits même, le ton, sinon le fond, de la politique américaine changeait. La réputation d'énergie indomptable dont jouissait légitimement M. Canovas avait, en dépit de tout, fait réfléchir jusqu'aux *jingoës* les plus ardents. Mais le renom de M. Sagasta, en Espagne et au dehors, était loin d'être celui d'un homme énergique. aussi fut-il tout de suite manifeste que les récriminations ou les objurgations des Etats-Unis allaient devenir plus pressantes, plus impérieuses, plus acrimonieuses. » D'autant plus que, quelque temps avant, les Etats-Unis avaient envoyé à Madrid un nouveau ministre plénipotentiaire, le général Woodford, d'une rare énergie, antithèse absolue de cet homme irrésolu et craignant toujours de se compromettre, qu'était M. Sagasta, d'ailleurs détestant l'Espagne qu'il déclarait avoir fini son rôle dans le monde depuis Philippe II. Dès son premier entretien avec le président du Conseil espagnol, il lui déclara nettement que l'Espagne courait à la guerre, que les Etats-Unis étaient à bout de

(1) Charles BENOIST. — *L'Espagne et les Etats-Unis*.

patience et le Président à bout de ressources pour calmer le mécontentement populaire.

Ce langage énergique intimida M. Sagasta qui, pour donner un gage de sa bonne volonté, rappela aussitôt le général Weyler, le remplaçant par le général Blanco, beaucoup plus pacifique. Le système de la « reconcentration » fut également abandonné. En même temps, le Cabinet de Madrid fit un effort assez notable pour réformer l'administration de l'île, et appliquer les décrets rendus en février par M. Canovas.

Une ordonnance royale du 25 novembre 1897 donna en quelque sorte à Cuba une Charte Constitutionnelle : La Grande Antille conservait bien son gouverneur métropolitain, mais à côté était placé un Parlement Cubain composé d'une Chambre haute, dite *Conseil d'Administration*, nommée par la Couronne Espagnole parmi les riches Espagnols résidant dans l'île depuis de longues années. Quant à la Chambre basse, elle était élue au suffrage quasi-universel tant des Espagnols que des Cubains : seule, la race noire en était exclue. Les membres du Parlement avaient l'initiative des lois, concurremment avec le Gouverneur, mais celui-ci conservait d'énormes privilèges : d'abord, un droit de sanction et de veto illimité ; en outre, il pouvait suspendre à son gré les sessions des Chambres, et, les Chambres suspendues, il pouvait même suspendre l'application des lois elles-mêmes, pourvu qu'il déclarât l'ordre public menacé. Au point de vue financier, les Cortès avaient le droit de fixer l'impôt global que l'île devait payer, le Parlement Cubain ayant seulement le droit de répartir cet impôt et d'y ajouter des taxes locales. Tout au fond donc, cette Ordonnance du 25 no-

vembre était plus libérale en apparence qu'en réalité. Néanmoins le maréchal Blanco dut faire procéder tant bien que mal à des élections et former de son mieux le premier Cabinet Cubain. Cependant, les insurgés ne désarmaient pas, refusaient d'entrer en relations avec le Cabinet soi-disant cubain, qui était en réalité espagnol, et répondaient au décret du 25 novembre en promulguant à leur tour une Constitution Républicaine.

Quant aux Etats-Unis, ils accueillèrent fort mal les réformes cubaines, spécialement les financiers, très écoutés du président Mac Kinley, et qui avaient des intérêts importants engagés dans le triomphe de l'insurrection. Sous l'empire de ces considérations, le Président rédigea un nouveau Message assez menaçant, qui fut lu au Congrès le 6 décembre 1897, dans lequel il faisait l'historique de la domination espagnole à Cuba, et racontait une fois de plus les abus et les méfaits sans nombre de l'Administration de la péninsule, ainsi que les tentatives répétées des Etats-Unis pour remédier à ces abus. Dans la guerre actuelle, déclarait-il, l'Espagne s'est montrée particulièrement inhumaine dans ses camps de concentration, elle « a offensé les lois de Dieu, et la veuve et l'orphelin pleurent devant leurs champs dévastés ». Le Président a fait ce qu'il a pu pour éviter ces horreurs non chrétiennes, envoyant de l'argent aux malheureux, réclamant de l'Espagne le respect des lois de la guerre, et la sommant de faire des réformes. Le Cabinet de Madrid a cru devoir répondre que l'insurrection serait finie si les Etats-Unis ne l'encourageaient en secret ; mais le Président se déclare heureux de pouvoir protester contre des accusa-

tions aussi fausses, il méprise d'ailleurs les reproches généraux des gouvernements aux abois, il attend tranquillement l'énumération de faits précis. Il lui paraît toutefois inutile de reconnaître les insurgés comme belligérants, pour les mêmes motifs que ceux invoqués en 1870 par le général Grant. Les Etats-Unis accordent donc une dernière fois crédit à l'Espagne pour les bonnes intentions manifestées par M. Sagasta en ce qui concerne l'application de réformes autonomistes à Cuba ; mais, si celles-ci échouent, alors, « au nom » de Dieu et du monde civilisé, il sera du devoir des » Etats-Unis d'intervenir entre Cuba et l'Espagne ».

Ce Message fut accueilli avec enthousiasme par les Américains, fort mal au contraire dans la péninsule, où notamment le général Weyler, particulièrement visé par le président Mac Kinley, répondit par une protestation violente (1), présentée sous forme d'adresse à la Régente, contre cette immixtion dans les affaires intérieures, d'un pays étranger. Et ce fait fit redouter de graves difficultés diplomatiques qui furent d'ailleurs à grand'peine évitées. Ce premier incident malencontreux était à peine oublié, que, coup sur coup il en survenait deux autres : l'affaire Dupuy de Lome, et celle du *Maine*, qui devaient, en surexcitant au plus haut degré les passions nationales aux Etats-Unis, exercer une influence des plus fâcheuses pour le maintien des bonnes relations entre les deux pays.

Au commencement de février 1898, M. Dupuy de Lome, ministre d'Espagne à Washington, écrivit une lettre à un de ses amis de New-York, M. Canalejas,

(1) Voir le texte de cette protestation dans le *Temps* des 2-3 janvier 1898.

qui l'oublia dans sa chambre d'hôtel ; l'hôtelier s'empara de cette missive et la vendit aux Cubains qui la publièrent *in extenso* dans un journal américain. Dans cette lettre confidentielle, M. Dupuy de Lome avait cru pouvoir se départir de son habituelle prudence diplomatique, s'y laissant aller à traiter M. Mac Kinley de « bas politicien populaire vendu au parti jingoë » ; et déclarant que la guerre, était selon lui, fatale, l'argent américain étant engagé.

Là-dessus, émotion générale, M. Dupuy de Lome, sentant que sa présence devenait désormais impossible aux Etats-Unis, envoya aussitôt sa démission à son gouvernement : en l'acceptant, la Reine s'abstint de le remercier, comme c'est de pratique courante, de son zèle et de ses bons services, croyant ainsi donner au Gouvernement Fédéral une preuve suffisante de son esprit de conciliation. Mais le Gouvernement de l'Union ne s'en contenta pas, demandant un désaveu formel, et même des excuses publiques. Très dignement l'Espagne les refusa, car il s'agissait là en somme d'une lettre toute particulière, et qui n'avait été livrée à la publicité qu'à la suite d'un véritable vol demeuré impuni. Les Etats-Unis n'insistèrent pas, mais marquèrent leur ressentiment, en envoyant des félicitations officielles au consul général Lee, qui, dans un banquet, venait de porter un toast au succès de l'insurrection.

Quelques semaines s'étaient à peine écoulées, lorsque se produisit, en rade de la Havane une catastrophe, regrettable à tous égards et qui vint encore surexciter les esprits : En janvier 1898, pour répondre aux motions de sympathie votées par les Chambres pour les nationaux américains résidant à Cuba, le Gouvernement

résolus d'envoyer un garde-côte cuirassé, le *Maine*, dans les eaux de la Grande Antille. L'Espagne protesta aussitôt que c'était là un encouragement aux insurgés ; mais les Etats-Unis répondirent, avec raison quant à la forme, qu'un navire n'était pas une flotte, que le port de la Havane était ouvert à tous, et enfin, qu'on avait toujours admis en cas de troubles l'envoi par les divers Etats, de forces navales, pour protéger leurs nationaux. Là-dessus, le *Maine* se rendit à la Havane. Il y était à peine depuis une quinzaine de jours, quand brusquement, le 16 février, il fut victime d'une explosion violente et sombra sur place en un instant, faisant 250 victimes sur 400 hommes d'équipage. Au début, on ne vit là qu'une catastrophe purement accidentelle : les Américains présents sur les lieux, notamment le consul Lee, si hostile pourtant à l'Espagne, envoyèrent des dépêches dans ce sens, écartant absolument toute idée de malveillance. Le Gouvernement Espagnol adressa immédiatement des témoignages de sympathie au Gouvernement Américain qui l'en fit remercier par son représentant à Madrid, le général Woodford. Mais, dès le surlendemain, quelques journaux américains, entraînant avec eux la masse irréfléchie du peuple, commencèrent contre l'Espagne une campagne d'insinuations. Aussitôt, le Congrès demanda une enquête sur l'explosion du *Maine* (1). Dans ce but, le président Mac Kinley nomma une Commission composée de deux sénateurs et de trois

(1) Remarquons que cette demande soulevait une grave question de Droit International: l'enquête américaine pouvait-elle légalement porter sur un fait arrivé dans les eaux territoriales espagnoles ? C'était fort contestable en droit ; mais en fait, l'Espagne ne souleva pas la question.

représentants. Les autorités espagnoles demandèrent alors, et obtinrent, non sans difficulté, l'autorisation de faire visiter également la coque du *Maine* pour effectuer de leur côté une sorte de contre-enquête. Trois hypothèses en effet étaient possibles :

- 1^o Ou bien le navire avait sauté de lui-même ;
- 2^o Ou bien il avait été torpillé sur l'ordre des autorités espagnoles ;
- 3^o Ou bien l'explosion était due aux insurgés cubains.

Les deux Commissions procédèrent séparément à leurs travaux ; mais, comme le *Maine* reposait par environ vingt mètres de fond, il leur fallut avoir recours à des scaphandriers, des récits desquels elles tirèrent d'ailleurs des conclusions absolument opposées : la Commission Yankee déclara que l'explosion était due à une mine, et elle avait un bon argument : la soute à poudre du *Maine* ayant été trouvée intacte, le navire n'avait donc pas sauté. Quant à la Commission Espagnole, elle soutenait que le bâtiment avait dû sauter de lui-même : en effet, disait-elle à bon droit, les petites embarcations ancrées près du *Maine* n'avaient éprouvé aucune secousse lors de l'explosion ; or, une torpille les aurait au contraire fortement agités. Selon nous, un explosif avait vraisemblablement été déposé à l'avant, à l'intérieur du bâtiment, près du poste de l'équipage, peut-être par quelque Cubain, désireux d'aider les événements et de forcer une intervention américaine qui, à son gré, ne se produisait pas assez vite (1).

(1) En faveur de notre solution, nous tirons argument : 1^o de ce qu'il est certain d'une part que le *Maine* n'a pas sauté de lui-même, sa soute aux pou-

Devant ces résultats divergents, le Gouvernement Espagnol offrit de nommer une Commission d'enquête mixte, mais le président Mac Kinley s'y refusa, montrant bien par là qu'il était fixé, mais qu'il entendait exploiter l'incident contre l'Espagne. En même temps, à la Havane, le consul Lee, ayant changé subitement d'opinion, déclarait qu'à son avis l'explosion était due aux autorités espagnoles. Le Gouvernement de Madrid fit, mais sans succès, des démarches officielles auprès du Gouvernement Américain pour obtenir le remplacement du consul Lee : celui-ci était soutenu dans les Chambres et dans le pays par tous les partisans de la guerre qui ne paraissait plus pouvoir tarder à éclater : Le Congrès en effet, de plus en plus belliqueux venait de voter deux mesures qui ne trompèrent personne : 1^o la suspension des droits de douane sur le matériel de guerre ; 2^o un crédit de 50 millions de dollars (250 millions de francs) pour les besoins de la situation. En même temps, la presse battait la caisse et le Président décidait d'envoyer le croiseur *Montgomery* à la Havane.

Vers la fin mars, le général Woodford remit au Gouvernement Espagnol une sorte d'ultimatum d'après lequel les Etats-Unis exigeaient un armistice immédiat en faveur des Cubains et réclamait en outre le droit de leur envoyer des secours, « sinon, le Président » enverra au Congrès le rapport sur l'explosion du *Maine* » (que tout le monde connaissait du reste) et lui laissera

dres ayant été retrouvée intacte ; 2^o et de ce que d'autre part le gouvernement américain n'a jamais voulu laisser retirer la carcasse du navire des eaux de la Havane, ce qui eût permis à tous de connaître les effets directs de l'explosion et de la comparer avec ceux qu'eût pu produire une torpille.

» le soin de décider sur les relations à entretenir avec
» l'Espagne ».

Le Cabinet de Madrid accepta les secours pour les insurgés (leur en accordant lui-même) et, sur la question du *Maine*, sollicita un arbitrage. Quant à l'armistice, le *pundonor* espagnol lui paraissait exiger de ne l'accorder que si les insurgés eux-mêmes le sollicitaient. La guerre devenait inévitable. Les puissances tierces auraient bien désiré l'éviter, mais le Saint-Père seul fit des propositions précises : en souvenir de son intervention heureuse entre l'Allemagne et l'Espagne en 1885 à l'occasion des Carolines, Léon XIII offrit à nouveau sa médiation, conseillant à l'Espagne d'accorder une amnistie complète aux Cubains ainsi que des réformes politiques importantes ; il proposait même de faire de l'île une sorte de principauté autonome à la façon des provinces balkaniques : l'Espagne aurait gardé la suzeraineté nominale, mais pratiquement, l'île eût été indépendante. Le Gouvernement Espagnol et surtout la Reine régente acceptèrent d'emblée l'offre pontificale ; et, sur cette réponse affirmative, le Pape fit, le 4 avril, faire la même proposition au Président Mac Kinley.

Vers le même moment, les grandes puissances, restées jusque-là à peu près inertes, se décidaient enfin, sur l'initiative de l'Autriche, à joindre leurs efforts à ceux du Saint-Siège, pour assurer le maintien de la paix. Le 7 avril, les ambassadeurs d'Allemagne, Autriche, France, Grande-Bretagne, Italie et Russie, firent une démarche collective auprès du Président de l'Union. Celui-ci se borna à des phrases de remerciement vagues, déclarant que l'importance des intérêts en jeu l'em-

pêchait de donner une réponse immédiate. Deux jours plus tard, le 9 avril, les représentants des mêmes puissances effectuèrent auprès du Gouvernement Espagnol une démarche analogue ; après quoi, ayant ainsi satisfait à la politesse internationale, l'Europe ne bougea plus et se fit obstinément neutre dans le conflit de plus en plus certain entre l'Espagne et les Etats-Unis.

Le 9 avril, en effet, malgré que l'Espagne eut consenti à accorder un armistice, sans demande préalable des insurgés, leur reconnaissant presque ainsi la belligérance, le Président Mac Kinley envoya au Congrès un Message que tout le monde interpréta justement comme une déclaration de guerre prématurée. Dans l'île de Cuba, disait-il, la guerre se continue d'une façon inhumaine et les combattants tombent par centaines. Il est du devoir des Etats-Unis de mettre fin à ces luttes sanglantes. L'intervention pacifique a été essayée, mais le Gouvernement Espagnol y a toujours systématiquement fait échec ; il ne reste donc plus qu'à se résoudre à l'intervention violente. Quatre raisons d'ailleurs la justifient :

Les Etats-Unis doivent, au nom de Dieu et de l'humanité, venger l'humanité outragée à leur porte (1);

2^o Le commerce américain souffre de nombreux

(1) C'est là le fameux argument de la *Christian War* de la guerre chrétienne par lequel les Etats-Unis ont voulu justifier leur intervention; notons toutefois qu'il était assez mal choisi, car pour si arriérée, arbitraire, parfois violente avec furie qu'elle fut à l'égard de ses colonies, l'Espagne y a toujours fait ce que les Etats-Unis, comme d'ailleurs tous les Anglo-Saxons, « race essentiellement exterminatrice » (Sir Charles Dilke), n'ont pas su faire sur leurs propres territoires, elle a su y conserver les races indigènes, elle a su en bannir aussi tout préjugé de races.

dommages par suite de l'état de trouble où se trouve Cuba ;

3^o Cet état de choses à Cuba coûte fort cher aux Etats-Unis qui sont obligés d'entretenir un réseau de douanes très serré pour empêcher les expéditions flibustières ;

4^o Les nationaux Yankees sont lésés à Cuba et nous leur devons protection, car de cette protection le Gouvernement Espagnol est incapable, témoin la catastrophe du *Maine* (1).

Et le Président Mac Kinley concluait : « La situation » est maintenant aux mains du Congrès : c'est une responsabilité solennelle. J'ai épuisé tous les efforts pour » sortir de l'intolérable situation qui est à nos portes. » Prêt à exécuter toute obligation qui m'est imposée par » la constitution et par la loi, j'attends votre décision(2). » Etant donnée l'hostilité du Congrès vis-à-vis de l'Espagne, il était désormais sûr que la guerre allait éclater.

Le 13 avril 1898, l'Espagne répondit par une note découragée : elle protestait une dernière fois contre l'intervention étrangère, ainsi que contre les actes dont

(1) De ces quatre arguments, les trois premiers étaient mauvais, seul le quatrième avait quelque valeur, sans toutefois être suffisant pour motiver une guerre.

(2) Sans vouloir entrer dans l'appréciation détaillée de la légalité d'une semblable abdication (car c'est là une question de Droit constitutionnel), il faut pourtant remarquer, qu'en agissant ainsi, le Président Mac Kinley commettait une incorrection constitutionnelle, la guerre et la mobilisation étant, en effet surtout aux Etats-Unis, du ressort du Pouvoir exécutif. La vérité est que Mac Kinley, comme tout son peuple, voulait la guerre, mais que, sentant l'attitude des Etats-Unis peu justifiable aux yeux du monde civilisé, il voulait se retrancher derrière la responsabilité impersonnelle du Congrès.

on l'accusait et faisait allusion à l'indifférence des grandes puissances devant l'attaque qui se préparait. Mais cette réponse espagnole n'eut aucune espèce de retentissement. Alors, n'ayant plus aucun doute sur la solution définitive à intervenir, le Cabinet de Madrid pria son ambassadeur auprès du Saint-Siège de remercier le Souverain-Pontife de son offre de médiation devenue impossible ; et le 16 avril, le Pape rendit à l'Espagne toute sa liberté d'action.

Entre temps, les Chambres Américaines retentissaient d'échos belliqueux. Un instant pourtant, la guerre parut ajournée : le Sénat venait, en effet, de rejeter une motion préconisant l'alliance avec la République de Cuba. Mais le lendemain, il vota une résolution par laquelle il demandait la cessation immédiate des hostilités à Cuba, autorisant le Président à employer dans ce but les forces de terre et de mer des Etats-Unis. La Chambre des représentants n'accepta pas le texte sénatorial, le trouvant trop modéré envers l'Espagne ; et l'on crut un instant à un ajournement ou à un conflit entre les deux Assemblées. Mais, dans leur désir de la guerre, elles chargèrent une Commission interparlementaire de rédiger un texte commun, et le 19 avril 1898, une résolution conjointe fut votée en termes identiques par les deux Chambres. Le texte de cette résolution, assez long, peut se résumer ainsi : La situation à Cuba est une honte pour les sentiments de tout chrétien ; c'est en outre une injure aux Etats-Unis qui déplorent la perte des braves marins du *Maine*. Cuba doit être libre et indépendante ; nous n'avons aucune idée de l'annexer, elle se gouvernera elle-même, mais nous exigeons que l'Espagne l'aban-

donne sans délai. Tous pouvoirs utiles sont donnés au Président pour faire exécuter ladite résolution.

S'il avait voulu la paix, M. Mac Kinley eût pu gagner du temps en refusant, comme il en avait le droit de par la constitution, de sanctionner cette motion. Au lieu de cela, il la sanctionna dès le lendemain, et le général Woodford reçut télégraphiquement le texte d'un *ultimatum* à remettre à l'Espagne, dans lequel trois jours étaient donnés à celle-ci pour retirer de l'île toutes ses troupes de terre et de mer ainsi que tous ses fonctionnaires.

Considérant que la notification de cet ultimatum constituerait pour lui une nouvelle injure, le Gouvernement Espagnol s'arrangea de manière à l'éviter : il signifia, quelques heures avant au général Woodford que toutes négociations diplomatiques entre l'Espagne et les Etats-Unis étaient désormais rompues, et lui remit ses passeports. En même temps, il adressa, mais en vain, une dernière protestation aux Cabinets Européens.

Le refus de recevoir l'ultimatum, faisait tomber le délai accordé à l'Espagne et entraîna l'ouverture immédiate des hostilités. Elles commencèrent en effet dès le lendemain même, 22 avril, *sans déclaration de guerre*, par la capture dans le golfe du Mexique de plusieurs navires de commerce espagnols. Toutefois, devant les réclamations unanimes des neutres, dans un Message du 25 avril, le Président Mac Kinley demanda au Congrès de déclarer formellement l'existence de l'état de guerre pour légitimer l'exercice des droits des Etats-Unis comme puissance belligérante. Le Sénat et la Chambre adoptèrent d'urgence le même

jour une résolution conjointe ainsi conçue : « Il est
» résolu que la guerre soit, comme elle l'est par la pré-
» sente, déclarée exister et avoir existé à partir du 21
» avril inclusivement entre les Etats-Unis d'Amérique
» et le Royaume d'Espagne. »

CHAPITRE VI

LA GUERRE HISPANO-AMÉRICAINNE ET LE TRAITÉ DE PARIS DU 10 DÉCEMBRE 1898 (1)

La guerre Hispano-Américaine commença officiellement le 28 avril 1898, bien que des actes d'hostilité eussent eu lieu dès le 22 et que la déclaration de guerre soit du 25.

La lutte eut deux théâtres, et sur tous deux l'Espagne fut malheureuse.

Aux Philippines, en rade de Cavite, l'escadre de l'amiral Dewey battit sans peine les vieux navires de bois espagnols.

Le deuxième théâtre fut plus sérieux, ce fut Cuba même, et spécialement sa partie orientale, Santiago de Cuba. L'escadre de l'amiral Cervera, venant d'Espagne, réussit à dépister les croisières américaines et à arriver à Santiago ; seulement elle commit la faute de se réfugier dans le port. Celui-ci étant quasi-imprenable, les Américains ne purent que le bloquer, mais comme Santiago était aussi attaquée par terre, à la fois par les insurgés et par les troupes Yankees, quand elle fut près de tomber et que l'escadre espagnole voulut sortir,

(1) Sur la guerre Hispano-Américaine, voir la magistrale étude de M. Louis LEFUR : *L'Espagne et les Etats-Unis*.

elle se fit détruire sans aucun risque par l'escadre Yankee de l'amiral Samson (3 juillet).

Se rendant alors à l'évidence et reconnaissant qu'il lui était désormais impossible de continuer la lutte contre un adversaire possédant à la fois tous les avantages, celui du nombre, celui d'un meilleur armement, et enfin celui de la proximité du théâtre des opérations, le Gouvernement Espagnol, malgré la résistance de plusieurs généraux et notamment du maréchal Blanco, gouverneur de Cuba, qui se faisait fort avec les troupes restées dans l'île de venir à bout des Américains, le Gouvernement Espagnol décida l'ouverture de négociations de paix. Comme il était en lutte ouverte avec les Etats-Unis et ne pouvait par conséquent pas s'adresser directement à eux, le Cabinet de Madrid, après entente sur ce point avec le Gouvernement Français, s'adressa à notre ambassadeur à Washington, M. Cambon, pour savoir si le Gouvernement Américain accepterait que la République Française prêtât ses bons offices en cette circonstance et s'entremît entre les belligérants. La réponse ayant été affirmative, le Cabinet de Madrid fit parvenir à notre Ministre des affaires étrangères, M. Delcassé, le Message qu'il adressait au Gouvernement Fédéral avec mission de le faire remettre au Président des Etats-Unis par notre ambassadeur à Washington. C'est ce qui fut fait le 27 juillet. Voici le texte de ce Message : « Le gouvernement des Etats- » Unis et celui de l'Espagne sont malheureusement enga- » gés dans une guerre née à la suite de la demande faite » par le Gouvernement Américain à l'Espagne, de se » retirer de Cuba, demande à laquelle cette dernière a » refusé de se rendre. Dans la lutte armée qui en est

» résultée, l'Espagne avoue avoir eu le dessous. Les
» souffrances que lui a causées cette guerre sont gran-
» des, et elle croit le moment venu où elle peut conve-
» nablement demander aux Etats-Unis leur coopération
» dans le but de terminer la guerre. C'est pourquoi
» elle demande qu'on fasse connaître, par l'intermé-
» diaire de l'ambassadeur de France, les conditions
» qu'exigeraient d'elle les Etats-Unis pour conclure la
» paix. »

Le Président des Etats-Unis ne donna pas de réponse immédiate à cette note ; il déclara qu'il en délibérerait avec ses Ministres, et que, dans une deuxième conférence, il ferait connaître à M. Cambon la solution adoptée. Cette deuxième conférence eut lieu le 31 juillet. M. Mac Kinley déclara que les Etats-Unis demandaient l'abandon complet des Antilles par l'Espagne ; qu'ils exerceraient un contrôle sur Cuba jusqu'à l'établissement d'un Gouvernement stable par la volonté librement exprimée des habitants ; ils rejetaient entièrement toute responsabilité à l'égard de Cuba et de Porto-Rico ; ils ne réclamaient aucune indemnité de guerre en argent, mais demandaient une des îles Ladrões et éventuellement une des Carolines à leur choix, comme dépôt de charbon. Une Commission Hispano-Américaine serait chargée de discuter les termes définitifs de la paix, à condition que les troupes espagnoles évacuent immédiatement Cuba et Porto Rico. La question des Philippines serait ultérieurement réglée. Si l'Espagne souscrivait à ces conditions, un armistice serait immédiatement proclamé et on entrerait aussitôt dans la première phase des négociations de la paix.

Après bien des discussions, car ces bases lui parais-

saient fort dures, le Gouvernement Espagnol fit enfin savoir, le 7 août, qu'il les acceptait, et il envoya à M. Cambon, pour être transmise aux Etats-Unis, une longue note divisée en cinq chapitres (Cuba, Porto-Rico, les Ladrones, occupation de Manille et nomination d'une Commission).

Dès lors les choses purent marcher vite : après quelques nouvelles conférences entre l'Ambassadeur de France d'un côté, le Président des Etats-Unis et son Secrétaire d'Etat, M. Day, de l'autre, l'accord se fit sur la rédaction définitive du texte de l'arrangement intervenu, et le 12 août 1898, après trois mois et demi de guerre, parut le Protocole de paix conclu entre l'Espagne et les Etats-Unis. La rédaction de ce protocole de paix au lieu d'un traité définitif était en quelque sorte commandée par les circonstances : Etant donnée la complication de la procédure suivie (envoi de tous les télégrammes, notes, instructions, etc., par le Ministre d'Etat Espagnol au Ministre des affaires étrangères de France; transmission de ces pièces par celui-ci à l'ambassadeur français à Washington, qui, lui-même, devait les transmettre au nom du Gouvernement Espagnol au Gouvernement Américain), il eût été en effet presque impossible de rédiger immédiatement le traité de paix. En outre, le traité aurait impliqué l'assentiment des Chambres respectives des deux pays, ce qui eût risqué d'entraîner des longueurs ; or, les Etats-Unis tenaient à jouir immédiatement des avantages qu'ils obtenaient, notamment à faire évacuer aussitôt Cuba et Porto-Rico par les Espagnols. C'est alors qu'on eût l'idée de recourir à un protocole, qui, tout en ne nécessitant pas l'assentiment des Chambres (dont les droits furent d'ailleurs réservés), fut déclaré provisoirement exécutoire.

Quelques jours plus tard, le 5 septembre, les Cortès espagnoles se réunirent, et après quelques séances très agitées, donnèrent au Gouvernement l'autorisation de négocier la paix sur les bases du Protocole (1).

La Commission de rédaction du traité de paix définitif se réunit à Paris le 1^{er} octobre 1898 ; ses séances devaient être secrètes, mais on sut tout ce qui s'y était passé par la publication d'un « Livre rouge » Espagnol.

L'Espagne dut renoncer, sur tous les points, à faire accepter ses contre propositions ; comme cependant elle était hors d'état de reprendre la lutte, mais qu'elle ne voulait pas d'autre part accepter purement et simplement un traité qui ne se bornait pas à la dépouiller de ses plus belles colonies, mais violait encore à son détriment certains principes jusque-là incontestés du Droit International, le Gouvernement Espagnol donna en conséquence l'ordre de signer le traité de paix, mais de protester contre la violence qui lui était faite, et contre le refus des Américains d'admettre leurs prétentions, même les plus légitimes.

De ce traité, signé à Paris le 10 décembre 1898, trois articles seulement nous intéressent, les articles 1, 7 et 8. Les autres se réfèrent, en effet, à la cession par l'Espagne aux Etats-Unis de Porto-Rico, des derniers débris qui lui restaient de son empire dans les Indes occidentales, l'île de Guam dans l'archipel des Ladrones, ainsi qu'à la cession, non plus gratuite mais contre 20 millions de dollards de toutes les îles Philippines (2).

(1) Cette intervention des Cortès était motivée par l'article 55 § 1^{er} de la Constitution espagnole ainsi conçu : « Le Roi devra être autorisé par une loi spéciale pour aliéner, céder ou échanger une partie du territoire espagnol. »

(2) Voici toutefois pour être complet un résumé de l'ensemble du traité :

1^o Renonciation par l'Espagne de tout droit de souveraineté et de propriété

L'article 1^{er} est ainsi conçu : « L'Espagne renonce à tout droit de souveraineté et propriété sur Cuba. At-

sur Cuba. Les Américains prennent à leur charge, tant qu'ils occuperont cette île, les seules obligations qui découlent du Droit des gens pour la protection de la vie et des biens ;

2^o Cession par l'Espagne aux Etats-Unis des îles de Porto-Rico et autres qui se trouvaient sous sa domination dans les Indes Occidentales, de l'île de Guam dans les Ladrones et de toutes les îles Philippines, celles-ci contre 20 millions de dollars ;

3^o L'Espagne renonce à tous édifices, ports, casernes, etc., etc., qu'elle possède dans les territoires cédés ;

4^o Les Etats-Unis transporteront à leurs frais en Espagne les soldats prisonniers des Américains aux Philippines. Ils s'engagent également à négocier auprès des insurgés Philippines pour obtenir la liberté des prisonniers espagnols capturés par eux. De son côté, l'Espagne libérera les prisonniers tagals et les rapatriera ;

5^o Les Etats-Unis prennent à leur charge toutes les réclamations pécuniaires produites par leurs citoyens contre l'Espagne, qui, à l'inverse, prend à sa charge les réclamations produites par les Espagnols contre les Etats-Unis ;

6^o Les Etats-Unis réservent à leur Congrès le droit de prononcer sur les droits civils et sur la condition politique des naturels des territoires cédés ; cependant, il est dès maintenant établi que ces habitants pourront continuer à exercer librement leur religion ;

7^o Les Espagnols habitant sur les territoires cédés par l'Espagne aux Etats-Unis pourront continuer à y résider, à y circuler librement, à y jouir du droit de propriété sur leurs biens, avec liberté d'en disposer ainsi que de leurs revenus ; à y jouir du droit d'exercer leurs industries comme les autres étrangers ;

8^o On respectera à Cuba, à Porto-Rico et aux Philippines les droits de propriété littéraire, artistique et industrielle acquis par les Espagnols. On permettra le libre accès dans ces pays des œuvres espagnoles scientifiques, littéraires, artistiques, ne présentant aucun danger pour l'ordre public ;

9^o Les gouvernements des Etats-Unis et de l'Espagne accorderont pendant 10 ans aux bâtiments marchands de l'autre pays le même traitement qu'aux leurs propres.

10^o Enfin on établit des règles relatives au jugement des procès civils et criminels qui étaient entamés devant les tribunaux péninsulaires et coloniaux avant la conclusion de la paix.

Ce traité, au point de vue du Droit International, contient de véritables monstruosité :

tendu que ladite île, quand elle sera évacuée par l'Espagne sera occupée par les Etats-Unis, ceux-ci tant que durera leur occupation, prendront à leur charge et rempliront les obligations que, par le fait de cette occupation, leur impose le droit international, pour la protection des personnes et des propriétés. »

Et l'article 7 précise : « L'Espagne et les Etats-Unis d'Amérique renoncent mutuellement à toute réclamation d'indemnité nationale ou privée d'un gouvernement contre l'autre, ou de leurs sujets ou citoyens contre l'autre gouvernement, pouvant avoir surgi depuis le commencement de la dernière insurrection de Cuba et antérieure à l'échange des ratifications du présent traité, ainsi qu'à toute indemnité pour des faits de la guerre. »

Quant à l'article 8, il est la conséquence naturelle de l'article 1^{er}. Renonçant à ses droits de souveraineté et de propriété sur Cuba, l'Espagne renonce du même coup « à tous les édifices, môles, casernes, forteresses, établissements, voies publiques, et autres biens immeubles qui constituent légalement le domaine public, et comme tels appartiennent à la Couronne d'Espagne ».

En somme, les Etats-Unis reçoivent en dépôt de l'Espagne, qui y renonce pour un temps illimité, l'île

a) En laissant indécise la souveraineté de Cuba, il rejette la doctrine courante relative à la responsabilité financière qui incombe au preneur des territoires cédés ;

b) Il consacre l'intervention arbitraire d'un peuple puissant contre un peuple faible et malheureux.

c) Il refuse aux Espagnols nés dans les îles la nationalité espagnole ;

d) Enfin il refuse aux habitants des territoires cédés la faculté d'opter pour la nationalité de leur pays d'origine, pour celle de leur propre souverain, ou pour leur propre indépendance.

de Cuba. Il ne s'agit pas ici, en effet, d'une véritable cession, mais d'un simple abandon des droits de souveraineté de l'Espagne, sans que pour cela d'ailleurs, Cuba devienne libre, les Etats-Unis devant, en effet, provisoirement, occuper l'île militairement. Seulement on en arrive ainsi à admettre qu'une population civilisée, ne formant pas elle-même un Etat souverain, peut exister sans dépendre pourtant d'aucune autre souveraineté ; or cela est inadmissible et antijuridique au premier chef, car il est absolument impossible de placer, même provisoirement, un territoire civilisé quelconque en dehors de toute souveraineté ; mais c'était le seul procédé permettant de laisser à l'Espagne, à laquelle ainsi personne ne succédait, la lourde charge de la dette Cubaine (2 milliards).

Quoi qu'il en soit, le traité de Paris une fois rédigé et signé par les délégués des deux pays, il restait à le faire ratifier par les deux gouvernements intéressés : le 7 février 1899, le Sénat Américain (dont le consentement à la majorité des deux tiers est nécessaire pour la ratification des traités) vota à *une* voix de majorité la ratification du traité de paix. Le Gouvernement Espagnol convoqua alors à son tour les Cortès : leurs séances furent orageuses et entraînèrent la démission du Ministère Sagasta. Il fut remplacé par un ministère Silvela, dont le premier acte fut de dissoudre les Cortès (17 mars 1899) et quelques jours après la ratification du traité fut effectuée par la Reine régente, l'autorisation des Cortès étant reconnue inutile.

Dès lors, les relations diplomatiques purent reprendre entre l'Espagne et les Etats-Unis.

DEUXIÈME PARTIE

SITUATION INTERNATIONALE DE CUBA

CHAPITRE PREMIER

L'ADMINISTRATION AMÉRICAINE

Le 1^{er} janvier 1899, à midi, le drapeau espagnol fut abaissé du fort Morro ainsi que de tous les édifices publics et le pavillon — non cubain, mais — américain hissé à sa place. Cuba, en effet, ne devait être aux Cubains que lorsqu'ils seraient en état de former un gouvernement et d'organiser une administration répondant de la paix publique et du respect de tous les intérêts.

Dans le palais du Gouvernement, le général Castellano, entouré de tout son état major, remit, au nom du roi d'Espagne, la possession de Cuba au général Wade, chef du Comité américain d'évacuation ; et ce dernier la transmet aussitôt à son tour au général Brooke, le nouveau gouverneur de l'île. L'autorité espagnole était désormais transférée à l'autorité américaine.

Restés seuls en présence, insurgés et Yankees ne se firent d'ailleurs pas aussi bon visage qu'on aurait pu le supposer : En effet, la grande masse des insurgés eût voulu la proclamation immédiate de la République dont ils espéraient tirer une bonne place ; en outre, habitués au maraudage, ils voulaient continuer à piller les campagnes ; mais sur ce point, les Américains se

montrèrent intraitables, faisant une police impitoyable et n'hésitant pas au besoin à pendre sommairement même leurs meilleurs amis.

Enfin surtout, et cela indigna tout le monde, le gouvernement yankee ne se livra à aucune espèce de molestation à l'égard des Espagnols restés dans l'île, refusant notamment de saisir leurs biens pour les distribuer aux insurgés, comme ceux-ci le réclamaient naïvement. Tout au contraire, les autorités américaines avaient immédiatement fait appel à la modération, et comme un comité patriotique havanais prétendait célébrer une fête pour honorer les soldats de l'Indépendance, elles ne permirent pas ces manifestations qui auraient pu dégénérer en actes de violences. Enivrés comme ils l'étaient de leur triomphe, les Cubains se trouvèrent très blessés de cette attitude ; beaucoup déclaraient regretter amèrement que leur concours dans les opérations militaires ne leur eût valu de la part du gouvernement ni de la presse yankees un seul mot de reconnaissance. Ils se plaignaient que, lors de la capitulation de Santiago, on leur eût interdit l'entrée de la place ; ils rappelaient que le général Shafter voulait, cinq jours avant, abandonner le siège et se retirer sur Sibonney, et que le général Linarez, commandant des forces espagnoles, avait déclaré qu'il n'aurait jamais capitulé si l'avant-garde cubaine du général Garcia ne s'était trouvée à deux cents mètres des lignes espagnoles et n'eût menacé de donner l'assaut. Ils protestaient contre la prétention des Etats-Unis de gouverner avec l'autorité et la morgue d'un conquérant, et alléguaient que ce « militarisme oppressif » leur rendrait la vie insupportable. Les intransigeants allaient même

jusqu'à prétendre à mi-voix que le général Calixto Garcia, mort à Washington dès la signature du traité de paix (le 15 décembre 1898), avait bien pu périr victime d'un patriotisme qui le rendait gênant pour les ambitions américaines. Enfin, ce mécontentement se légitimait encore par ce fait que, depuis la paix, le Président Mac Kinley refusait obstinément de connaître l'Assemblée de Marianao (à laquelle pourtant le gouvernement révolutionnaire avait remis tous ses pouvoirs) sous le prétexte qu'elle représentait seulement les Cubains en armes et non point la totalité de la nation où les pacifiques étaient en majorité. Pour tous ces motifs, on pouvait à bon droit craindre une reprise de l'insurrection ; aussi importait-il de procéder le plus rapidement possible au désarmement des insurgés cubains ; et le Président Mac Kinley chargea un homme qui avait toute sa confiance, M. Porter, de s'entendre dans ce but avec le général Maximo Gomez : Les Américains offraient d'avancer aux Cubains trois millions de dollars qui auraient été répartis entre les insurgés, chacun ne touchant la somme à laquelle il avait droit que contre la remise des armes qui lui appartenaient. Mais, cette somme n'étant pour chacun d'eux que de quelques dollars et la plupart des insurgés se méfiant un peu des intentions des Etats-Unis sur leur île, préférèrent garder leurs armes et ne pas toucher les quelques dollars en question. Bien mieux, soupçonnant le général Maximo Gomez de pactiser avec les Yankees, l'Assemblée de Marianao vota à ce sujet une résolution le destituant de ses fonctions de généralissime de l'armée cubaine. Cette destitution fut d'ailleurs pour l'Assemblée elle-même le coup de mort :

quelques jours plus tard, elle fut, en effet, forcée de se dissoudre. Mais elle avait contribué à jeter le discrédit sur l'homme que le peuple cubain avait considéré jusque-là comme le héros de la révolution, le libérateur du pays.

L'avenir de Cuba était désormais aux mains des Américains. Ils s'empressèrent d'ailleurs d'informer la population que « le passé était un livre fermé » et que la paix et la tranquillité devaient désormais régner dans toute l'île sans distinction de classe, de couleur, ni de race. Néanmoins, dans les débuts, leur tâche fut des plus difficiles : Lorsque débuta à la Havane le major Brooke, premier gouverneur américain de Cuba, c'était un vrai chaos : les fonctionnaires civils avaient abandonné leurs places sans mettre leurs successeurs au courant et tout s'en allait à vau-l'eau. « Dans un pays étranger, dit le général Brooke, avec une forme de gouvernement différente de celle à laquelle nous sommes habitués, au milieu d'étrangers et d'un peuple étranger, parlant une langue étrangère, on peut imaginer plus facilement que décrire les difficultés des premiers mois de l'occupation.

» Il a fallu choisir des officiers appropriés pour remplir les places vacantes et organiser les départements de gouvernement eux-mêmes ; et si cela a été fait dans les six premiers mois de l'occupation, c'est grâce au travail acharné et dévoué de ceux qui ont été chargés de l'accomplir.

» A d'autres, les progrès peuvent paraître lents, mais les bases d'un gouvernement futur sont posées et c'est sur la solidité de ces bases que repose la sécurité de tout l'édifice.

» La connaissance du peuple, de son ancienne forme de gouvernement et de ses besoins, a demandé du temps. Le travail accompli ces derniers mois montre son résultat, par le fait que, en toutes choses, les progrès sont plus rapides qu'ils ne pouvaient l'être avant. »

Pour cette œuvre, le gouverneur forma un cabinet composé de Cubains. Quatre ministères, dont le nombre fut ensuite porté à six, furent ainsi créés.

L'administration provinciale de Cuba fut accaparée par des officiers américains, tandis que le gouvernement local était seul laissé aux mains des indigènes. En effet, le gouverneur militaire, qui avait pris pendant les premiers temps de l'occupation les conseils des députations provinciales, les supprima dès le 24 février 1899.

L'occupation américaine fut d'ailleurs essentiellement militaire : Comme autrefois, du temps où les Romains organisaient une contrée barbare après l'avoir conquise, ce fut l'*imperator*, le général, qui réunit entre ses mains toutes les fonctions : administratives, politiques et même judiciaires. Armé de pouvoirs extraordinaires, il put imposer sa volonté et, en peu de temps, déraciner des routines séculaires contre lesquelles une administration civile eût lutté des années.

C'est surtout dans le domaine de l'hygiène qu'appurent les heureux effets de cette organisation (1) : les villes cubaines n'avaient jamais été des modèles de propreté sous la domination espagnole ; mais, lorsque les Américains entrèrent dans l'île, la saleté était devenue partout extraordinaire et constituait un danger

(1) Voir : Othon GUERLAC. — *Cuba sous l'administration américaine*.

des plus graves pour la santé publique, les immondices s'accumulaient dans toutes les rues, les maisons en étaient pleines : c'est ainsi par exemple qu'on trouva quinze cadavres de chats dans le palais du capitaine général à la Havane et qu'on retira trente tombereaux d'ordures du palais du gouvernement. Il fallait une action rapide, énergique et intelligente, si l'on voulait échapper au terrible fléau de la fièvre jaune. Le Président Roosevelt eut l'heureuse chance de trouver un homme de premier ordre pour prendre en main cette œuvre : ce fut le général Wood qu'il envoya remplacer le général Brooke comme gouverneur général de l'île.

Le général Léonard Wood était un des amis du Président ; médecin militaire au moment où éclata la guerre avec l'Espagne, il avait été un des premiers à s'engager et il avait formé avec M. Roosevelt le régiment des *Rough Riders*. Colonel à ce moment, il devint vite général et révéla, comme gouverneur de Cuba, les aptitudes vraiment remarquables qu'il possédait. Dans un article de la *North American Review*, paru en mai 1899, lui-même indiquait quelles étaient ses idées sur le gouvernement de Cuba : « Ce dont Cuba a besoin en ce moment, disait-il, c'est d'un gouvernement ferme, mais libéral et juste, exercé par le peuple et pour le peuple, sous la surveillance provisoire de l'armée américaine..... Ce qu'il faut éviter par dessus tout, c'est le militarisme, le pédantisme militaire, les méthodes rigides..... Il faut que les hommes qui commandent comprennent bien que l'armée des Etats-Unis n'est pas à Cuba pour supprimer la loi civile et les droits civils, mais au contraire pour établir et restaurer la loi civile. »

Le plus pressé était naturellement le soin de la santé

publique compromise, nous l'avons vu, par l'effroyable saleté qui régnait dans les villes. Le général Wood, comme médecin, était tout préparé à cette tâche. On forma à la Havane une armée de balayeurs. Ils furent divisés en équipes, la ville partagée en districts : à chaque équipe fut attribué un district : Dès le deuxième mois ils avaient enlevé 25,000 tombereaux d'ordures.

Les rues furent arrosées toutes les nuits avec un désinfectant spécial, l'électrozone, fabriqué dans une usine que le génie militaire fit élever ; on construisit des fours où l'on brûla tout ce qui avait été contaminé par des malades atteints de la fièvre jaune.

Les pouvoirs étendus que possédait le général Wood lui permirent d'aller plus loin : sous les ordres d'un médecin-major de l'armée américaine, 114 médecins inspectèrent minutieusement toutes les maisons de la Havane, signalant tout ce qui présentait un danger au point de vue de la salubrité publique : les habitants eurent trente jours pour se mettre en règle, faute de quoi, des équipes purificatrices officielles venaient laver, balayer, désinfecter de gré ou de force, et aux frais du propriétaire, quoi qu'il voulût dire sur l'inviolabilité légale de son domicile. Ces mesures énergiques eurent les plus heureux résultats : la fièvre jaune, autrefois endémique, a presque disparu de Cuba et la mortalité a diminué des deux tiers.

L'activité du général Wood s'étendit d'ailleurs sur un champ plus vaste que celui de l'hygiène. Il fit organiser l'assistance publique par un capitaine de volontaires ; rien qu'à la Havane, cinq dépôts militaires furent établis où les nécessiteux pouvaient venir cher-

cher leur nourriture : plus de vingt mille rations furent ainsi distribuées chaque jour.

Les rues et les routes furent pavées ou macadamisées, les fondrières comblées, les marécages, trop nombreux dans la capitale même, asséchés.

Les diverses villes furent reliées par des voies ferrées; le réseau fut complété sur 3,000 kilomètres dans l'espoir de permettre un jour le transport des bois coupés dans les forêts encore vierges, des cannes à sucre récoltées dans les plaines aujourd'hui en friche, du tabac et du café futurs.

Les Américains se préoccupèrent aussi des réformes judiciaires et installèrent des tribunaux ordinaires composés d'indigènes statuant sous le contrôle incessant de l'autorité yankee ; les choix furent d'ailleurs précédés d'une enquête et faits d'après les recommandations des meilleurs citoyens.

Au point de vue scolaire enfin, tout fut également réorganisé, et l'administration militaire américaine dépensa dans ce but cinquante millions en trois ans, poursuivant surtout la diffusion de l'enseignement parmi les adultes, chose d'autant plus nécessaire que la moitié des blancs et les trois quarts des gens de couleur ne savaient ni lire ni écrire.

Restait la misère, qui, par son excès même, aurait pu compromettre les progrès de l'œuvre américaine ; pour y obvier en attendant la reprise du travail dans les sucreries et chez les éleveurs, on commença par distribuer de légers secours ; puis, le général Wilson ayant calculé qu'avec une vache, un couple de bœufs, une charrette, une charrue, une serpette, des bèches et 85 piastres d'espèces, un homme industriel pouvait

nourrir sa famille et cultiver assez de cannes à sucre pour, en trois ans, rembourser le prix des instruments de travail à lui fournis, on s'arrangea pour mettre ces avances à la disposition de tous ceux qui les demandaient.

Pour opérer toutes ces réformes, il a fallu trouver des recettes, ce sont les droits à l'importation qui les ont fournies. Le colonel Riss fut mis à la tête du service des douanes, qui était, sous le régime espagnol, une des administrations où il y avait le plus de coulage, de déprédations et de corruption ; mais, sous son énergique direction, elles furent régies par des officiers américains avec une scrupuleuse exactitude et une rigoureuse probité.

Les postes aussi furent réorganisées : jusque-là il n'y avait point de distribution régulière et les facteurs trouvaient leur salaire dans les sommes qu'ils prélevaient pour chaque lettre distribuée. Ce service fut confié à un ancien directeur des postes de l'Ohio, mais il ne répondit pas à la confiance qu'on avait mise en lui, et il porte la charge⁹ de graves détournements.

Les polices rurale et municipale furent recrutées parmi les éléments de l'ancienne armée de l'Indépendance ; d'ailleurs leur besogne était peu dure, le peuple cubain étant d'ordinaire assez facile à mener. Le créole, en effet, s'est toujours fort enorgueilli d'être très faible de sa criminalité (un condamné par près de 5.000 habitants), et encore la plupart de ces rares crimes sont-ils des crimes passionnels. La tranquillité publique tient en outre à ce que, chose remarquable, il n'existe aucune animosité entre les populations blanche et de couleur. Pour M. Lacombe (1) c'est à

(1) Lacombe. — *Correspondant*, 1898.

la « religion catholique à ses prêtres, à ses sacrements, à son art d'atteindre et de pénétrer jusqu'au fond de l'homme » que serait dû ce magnifique résultat.

Les réformes législatives non plus ne furent pas négligées ; certaines mêmes furent capitales. Voici d'ailleurs un extrait du rapport du général Wood à ce sujet : « Les lois ont été modifiées et changées dans le but d'être adaptées au temps présent et de préparer un bon gouvernement. Mais la différence entre le système législatif que l'on a trouvé existant ici et celui en pratique aux Etats-Unis, et, d'autre part, la différence de langage ont empêché un changement radical immédiat. L'introduction de suite du système américain aurait mis le chaos dans les cours, car ni les juges ni les hommes de lois n'auraient pu le comprendre ou le pratiquer. C'est pourquoi les changements ont été effectués dans les matières les plus importantes, aussi rapidement que le peuple cubain pouvait en comprendre la nécessité ou les avantages. »

A l'exposé succinct de cette œuvre d'assainissement, de police, d'assistance, d'éducation et de réforme, accomplie par les Américains sur tous les points de l'île, on pourrait croire qu'ils furent considérés comme des bienfaiteurs par les Cubains et salués de manifestations enthousiastes de reconnaissance. Il n'en fut rien cependant, et cela s'explique, car toutes ces innovations n'ont pas été introduites sans froisser beaucoup de sentiments respectables. Dans les villes, et surtout dans la partie la plus éclairée de la population, bien des voix se sont élevées pour maudire la tyrannie yankee, railler les fautes et les méprises inévitables qui furent commi-

ses, élever des accusations de supercherie et de trahison. Et s'il est vrai que les Américains furent acclamés le 24 mai 1902, jour de leur départ, une bonne partie de cet enthousiasme tenait surtout à ce qu'ils s'en allaient, les Cubains étant, en effet, devenus à la fin plus hostiles aux Yankees, que jadis aux Espagnols.

Après avoir vu ainsi dans quelle mesure les Etats-Unis ont tenu les obligations spéciales qu'ils avaient contractées en allant à Cuba, il nous faut examiner en quelques mots la situation internationale de cette île sous l'occupation américaine; au point de vue théorique.

Cette situation était d'ailleurs absolument anormale et probablement unique en Droit international : en effet l'île de Cuba était séparée de l'Espagne sans être jointe pourtant à l'Union Nord-Américaine, et elle ne formait pas non plus un Etat cubain. Elle constituait en quelque sorte une région administrée par un maître étranger, le Président des Etats-Unis, qui la gouvernait par l'entremise de ses subordonnés. Ce n'était pas à la Havane, mais à Washington, que se trouvaient les sources du gouvernement cubain. Mais, comme d'après la Constitution américaine, le Président n'exerce ses pouvoirs et fonctions que comme partie intégrante du gouvernement fédéral, on ne peut donc pas dire que Cuba soit indépendante ; c'est plutôt une sorte de rejeton soumis aux pouvoirs exécutifs des Etats-Unis. Et pourtant la Grande Antille n'est pas placée dans la juridiction territoriale du Congrès, celle-ci ne s'étendant, en effet, qu'aux seuls Etats confédérés et ne pou-

vant aucunement s'étendre à d'autres contrées, car la puissance du Congrès est limitée au seul territoire de la Confédération, sauf en ce qui concerne les citoyens américains établis à l'étranger. De tout ceci résulte cette conséquence bizarre que, d'une part, les Cubains ne sont pas des citoyens des Etats-Unis, qu'ils ne sont pas, d'autre part, leurs sujets, et que pourtant ils doivent obéissance au gouvernement qui leur a été imposé par ceux-ci : c'est du moins ce qui semble bien résulter de l'article 9 du traité de Paris. Cet article stipule que si des Espagnols résidant dans les territoires cédés ou abandonnés ne manifestent pas dans un certain délai le désir de garder leur nationalité, ils seront tenus d'y renoncer et d'adopter la *nationalité* du territoire dans lequel ils résident. Le mot *nationalité* étant évidemment pris ici dans un sens politique, comme les Etats-Unis n'ont pas annexé Cuba, ce texte ne peut évidemment avoir un sens qu'à condition d'accepter la théorie d'une nationalité en ce qui concerne cette île.

Néanmoins, au point de vue de la représentation diplomatique, c'étaient les agents américains qui représentaient la Grande Antille auprès des puissances étrangères ; de même en ce qui concerne la condition des personnes, c'étaient les consuls américains qui défendaient les droits des Cubains à l'étranger, bien que vis-à-vis des autorités américaines le territoire de Cuba demeurât, comme nous l'avons dit, en principe étranger et que les citoyens américains dans l'île fussent au regard de celle-ci des étrangers : c'est ainsi par exemple qu'on aurait parfaitement pu les extradier.

De la nature de cette occupation (qui constituait en fait un véritable protectorat) découlaient des répercus-

sions immédiates sur l'étendue des droits et des devoirs du gouvernement fédéral au sujet de la Grande Antille : il est bien certain, en effet, que, théoriquement, le sol cubain était intangible et que les Yankees n'en auraient pu distraire un pouce ; mais ils auraient certainement eu le droit de réprimer par la force une tentative de rébellion, comme ils avaient non moins certainement aussi le droit de lever toutes contributions nécessaires pour assurer l'ordre et la paix.

En revanche, les Etats-Unis ne manquaient pas de devoirs : Non seulement ils devaient prendre toutes mesures conservatoires utiles, mais encore, à cette circonspection d'un usufruitier, ils ne devaient pas craindre de joindre la hardiesse du rénovateur et d'entreprendre, par tous moyens le relèvement de la Perle des Antilles. A ce sujet, il nous faut dire un mot en passant, de la façon légèrement cynique dont ils surent laisser à la charge de l'Espagne (en dépit de ce principe de droit, d'après lequel « *res transit cum suo onere* ») le poids écrasant de la dette cubaine. Ils eurent, en effet, recours à un procédé ingénieux consistant à obtenir de l'Espagne l'abandon de ses droits de souveraineté sur Cuba sans spécifier à qui ils passaient ; par suite, les Etats-Unis ne devenaient pas maîtres de l'île, ils se bornaient à l'occuper provisoirement, en sorte qu'ils n'étaient tenus que d'obligations provisoires découlant de cette occupation provisoire. Quant à Cuba, sa situation indécise ne permettait pas de la faire reconnaître débitrice des obligations contractées à son occasion (1).

(1) Ce procédé, pour adroit qu'il fût, n'en était pas moins antijuridique au premier chef. Il est, en effet, impossible aujourd'hui de concevoir un territoire ha-

Ainsi le but recherché, laisser ces dettes à la charge de l'Espagne, était très simplement atteint. Certes, les commissaires espagnols cherchèrent bien à transférer aux Yankees la possession de la Grande Antille, mais les plénipotentiaires américains ripostèrent, non sans quelque subtilité, qu'ils ne *prenaient* pas Cuba, qu'ils en acceptaient seulement la garde ; que l'Espagne *renonçait* bien à tout droit de propriété sur cette île, mais qu'elle ne la leur *cédait* pas, tandis qu'elle leur *cédait* Porto-Rico, l'île de Guam et les derniers débris de son empire des Indes Occidentales. Bien plus, ils ne craignirent pas d'ajouter que, alors même qu'ils s'annexeraient directement la Grande Antille, ils devraient la prendre franche et quitte de toute charge : Il ne saurait y avoir, dirent-ils, en effet, de dette cubaine, car il n'y a jamais eu en réalité de budget cubain ; et au fond il y aurait eu excédent de recettes si l'Espagne n'avait pas gaspillé les finances de l'île ; la prétendue dette cubaine représente les emprunts faits dans l'intérêt de l'Espagne pour conserver l'île en sa possession ; c'est donc à elle seule d'en supporter les conséquences et la charge. Les commissaires espagnols ayant alors, à titre subsidiaire proposé une commission d'enquête

bité par une population civilisée vivant sous un gouvernement régulier qui ne dépende pas d'un Etat souverain, s'il n'en constitue un à lui tout seul. Comme il ne pouvait dépendre de la volonté des Etats-Unis de modifier à leur gré les conditions essentielles de la vie des nations modernes, ils pouvaient, en enlevant Cuba à l'Espagne ou la déclarer indépendante et en faire un Etat souverain, ou l'annexer d'une façon plus ou moins complète et déguisée ; mais, nécessairement, une souveraineté devait s'exercer sur elle. La souveraineté espagnole ayant pris fin à la suite de la guerre, elle devait être remplacée par une autre souveraineté, américaine en cas d'annexion, cubaine en cas d'indépendance, qui eût succédé de plein droit aux obligations de l'Etat démembré.

qui aurait procédé au triage des dettes cubaines, les commissaires américains refusèrent de céder. Là pourtant était, selon nous, la vérité ; en effet, si l'on pouvait admettre que l'Espagne devait supporter une partie de la dette cubaine contractée pour maintenir par la force et contre son gré Cuba sous la domination espagnole ; il aurait été équitable, d'autre part, que les Etats-Unis en assumassent une portion, car, en encourageant les insurrections, ils avaient assurément augmenté les frais de répression. Enfin, la petite portion qui avait servi à des travaux publics aurait pu être laissée à la charge de Cuba, puisqu'elle en profitait.

Au point de vue des nations étrangères, l'article premier du traité de Paris laissait aux Etats-Unis la charge des obligations qui pourraient, selon les lois internationales, résulter du fait de l'occupation. Mais les auteurs américains se hâtèrent d'affirmer que, si l'Union devait être déclarée responsable pécuniairement pour une cause ou pour une autre, elle aurait le droit de placer le fardeau de ces responsabilités là où il appartiendrait ; en d'autres termes, si le tort avait été causé à un gouvernement ou à un sujet étranger par un acte ou une immixtion illégitime de citoyens américains, le Trésor fédéral en eût porté le poids ; mais si la cause de l'indemnité avait résidé dans des actes accomplis par des Cubains, le montant de la réparation aurait été prélevé sur les fonds cubains.

On s'est demandé enfin quel eût été le sort de Cuba au cas d'une guerre contre les Etats-Unis et une tierce puissance : Selon nous elle aurait fatalement été entraînée dans cette lutte ; en effet, n'ayant point de gouvernement, elle n'aurait pu faire elle-même sa déclai-

ration de neutralité ; et, d'autre part, on n'aurait pu reconnaître à l'Union Nord-Américaine la faculté de déclarer neutralisé un point sur lequel elle aurait spécialement été vulnérable, et sur lequel d'ailleurs se trouvait une de ses garnisons.

CHAPITRE II

LA CONSTITUANTE CUBAINE

Au lendemain du traité de Paris, l'avenir de la Grande-Antille pouvait s'envisager sous deux aspects principaux : annexion aux Etats-Unis, ou au contraire indépendance sous certaines garanties, c'est-à-dire, en réalité, protectorat américain déguisé.

Certains, les Espagnols et les riches planteurs notamment, réclamaient l'annexion pure et simple ; mais c'eût été là un procédé à la fois impolitique et dangereux : d'une part, en effet, les Américains avaient trop répété (et tout récemment encore pour éviter le poids de la dette cubaine) qu'ils n'annexeraient pas Cuba ; violer leur parole eût été rendre désormais toute relation diplomatique impossible à leur égard ; en outre, prises de peur pour leurs possessions des Antilles, la France et l'Angleterre seraient peut-être alors intervenues. D'autre part, les Cubains, héréditairement entraînés à l'insurrection n'auraient certainement pas, après tant d'héroïques sacrifices pour leur liberté, toléré sur eux une domination étrangère. Il était donc plus sage, et de beaucoup, de commencer tout d'abord, par établir dans l'île un gouvernement national, suffisamment indépendant, en apparence au moins, pour

satisfaire les Cubains ; puis, profitant du calme des débuts, de se mettre aussitôt, par tous moyens et sous toutes les formes, à américaniser Cuba ; et, cela fait, d'agir habilement sur l'île, comme sur le Texas jadis, pour lui faire demander par elle-même son annexion ; en cas d'échec, profiter au contraire du moindre mouvement, toujours facile à provoquer chez un peuple d'origine espagnole, c'est-à-dire de race absolument ingouvernable et portée vers l'anarchie, pour intervenir au nom de l'ordre, et, comme les Anglais en Egypte, y demeurer à jamais.

En exécution de ce plan, le général Wood, le 25 juillet 1900, rendait un *Ordre* convoquant les Cubains pour le troisième samedi de septembre afin de procéder à l'élection « d'une Convention Constituante ». Voici d'ailleurs le texte de cet ordre :

ORDRE 301.

Havane, 25 juillet 1900.

« Le gouverneur de Cuba publie l'ordre suivant :

» Attendu que le Congrès des Etats-Unis, par sa décision du 28 avril 1898, déclare que..... (*suit le texte de la déclaration*)..... et attendu que le peuple de Cuba a établi un gouvernement municipal tirant son autorité des suffrages du peuple, donnés en exécution des lois de justice et d'égalité ; — qu'il est prêt maintenant à pourvoir d'une manière semblable à l'établissement d'un gouvernement général qui aura la jouissance et l'exercice des droits de souveraineté, juridiction et contrôle sur l'île de Cuba ; — en conséquence, il est prescrit qu'une élection générale aura lieu dans cette île le troisième samedi de septembre de l'année 1900 pour élire ses délégués à une Convention qui se réunira

à la Havane le premier lundi de novembre à midi pour jeter les bases et adopter une Constitution pour le peuple cubain et rédiger les articles qui devront en faire partie *pour fixer dans l'avenir, et après entente avec les Etats-Unis, les relations entre ce gouvernement et le gouvernement cubain*. Après cela, il s'agira de pourvoir à l'élection par le peuple des représentants que comportera cette Constitution et le mode de transfert des pouvoirs du gouvernement aux représentants ainsi élus. L'élection aura lieu, dans les différentes circonscriptions électorales de l'île, conformément aux dispositions de la loi électorale du 18 avril 1900 et de ses amendements : Le peuple des différentes provinces élira un nombre de délégués proportionné à sa population, telle que l'a fixé le recensement, soit, pour la province de Pinar del Rio, 3 délégués ; de la Havane, 8 ; de Matanzas, 4 ; de Santa Clara, 7 ; de Puerto-Principe, 2 ; de Santiago de Cuba, 7.

» *Signé* : HICKEY,
Assistant-adjudant général.

Les dispositions de cet ordre concernant la rédaction des articles par lesquels on devait établir les rapports Américo-Cubains furent cause de graves difficultés ; et les Cubains ne craignirent pas d'aller jusqu'à menacer de s'abstenir le jour du vote. Si, en effet, disaient-ils, Cuba doit, comme on nous l'a promis, être réellement indépendante des Etats-Unis, à quoi bon régler ainsi les relations des deux pays ? Les rapports de deux nations indépendantes sont réglés par des usages et des coutumes qui forment ce qu'on appelle le *Droit International* et par des traités négociés entre leurs repré-

sentants, soumis ou non aux Chambres, mais qu'il n'est pas d'usage, en tout cas, d'incorporer à la Constitution de l'une des deux. Que pouvait donc signifier cette formule « rédiger les articles qui devront faire partie de la Constitution, pour fixer dans l'avenir et après entente avec les Etats-Unis, les relations entre ce gouvernement et le gouvernement cubain » ; que pouvait signifier cette formule, si elle n'exprimait pas la prétention des Etats-Unis d'occuper vis-à-vis de Cuba une situation spéciale, privilégiée par rapport à celle des autres puissances, et ce, d'une manière intangible, puisque ce n'était pas une loi ordinaire, mais la Constitution même de l'île qui devait fixer leurs droits particuliers ? En un mot, il était bien évident que l'on voulait imposer à Cuba une sorte de vasselage, de protectorat ; c'était une violation manifeste de l'engagement pris par les Etats-Unis dans la résolution Teller, dont un considérant déclarait nettement : « Attendu que les habitants de Cuba sont et ont le droit d'être libres et indépendants..... (1) ».

(1) Il est vrai que les Impérialistes américains s'efforçaient de soutenir que, considérée à la lumière de toute l'histoire des Etats-Unis, la résolution Teller était susceptible d'être interprétée autrement qu'on ne pouvait le penser à premier abord : « Si la résolution Teller, écrivait, en effet, l'un des plus ardents impérialistes, le sénateur Bévridge, signifie que les Etats-Unis doivent abandonner Cuba sans avoir pris de mesures pour y établir un gouvernement stable, alors elle a pour but de détruire la liberté de l'île et d'en retarder les progrès ; car tel serait le résultat d'un pareil abandon. Le Congrès ne pouvait donc l'entendre ainsi, car, en faisant la guerre à l'Espagne il cherchait à aider le peuple cubain et non pas à lui nuire. Si la résolution signifie que nous devons laisser Cuba s'en aller à la dérive comme une épave aux abords de nos côtes, alors elle aurait pour but de léser les intérêts, de paralyser le commerce, de mettre en péril la sécurité des Etats-Unis ; mais on ne peut admettre qu'un dessein si peu patriotique ait été conçu par le Congrès... Si tel était le sens de la résolu-

Le général Wood parvint heureusement à tranquilliser les Cubains en disant dans son « Order 455 » non plus que ces rapports devraient faire corps avec la Constitution, mais simplement que les Cubains étaient consultés pour savoir ce que, selon eux, devaient être les rapports de Cuba avec les Etats-Unis. Mais alors, les journaux yankees, croyant que l'on permettait aux Cubains de fixer à eux seuls ces rapports, s'indignèrent à leur tour.

Enfin, le lundi 5 novembre 1900, eut lieu la première réunion de l'Assemblée Constituante cubaine, sous la présidence du général Wood, assisté de M. Enrique José Varona, secrétaire de l'instruction publique. Voici en quels termes le général Wood détermina le programme de travail de cette assemblée :

« Votre premier devoir sera de rédiger et adopter
» une Constitution pour Cuba ; et, cela fait, d'indiquer
» quelles doivent être selon vous les relations entre Cuba
» et les Etats-Unis ; après quoi, le gouvernement fédéral
» prendra sans nul doute les mesures nécessaires pour
» une entente définitive entre les deux peuples et le développement de leurs intérêts communs. Tous les amis de
» Cuba suivront attentivement vos délibérations dans
» l'espoir de vous voir prendre des résolutions sages et

tion, avouons franchement qu'elle constituerait une erreur, et, entre consommer cette erreur avec ses désastreuses conséquences, ou la réparer franchement bravement, en instituant et protégeant la liberté, l'ordre, le droit et la loi, il n'y a pas à hésiter : la morale individuelle comme la politique nationale commande d'adopter cette dernière ligne de conduite. » Tous ces sophismes, mis simplement là pour aider à sauver la face, peuvent se résumer ainsi : l'engagement que nous avons pris ne peut être tenu sans entraîner certains inconvénients : nous avons donc eu tort de le prendre et devons le répudier. C'est d'ailleurs malheureusement ce que fit le gouvernement de Washington.

» donner la preuve, par la dignité, le maintien personnel
» et le prudent esprit conservateur qui caractérise vos
» actes, que le peuple cubain est digne d'un gouver-
» nement représentatif.

» La distinction fondamentale entre un véritable
» gouvernement représentatif et un gouvernement des-
» potique consiste en ce que, dans le premier, chaque
» représentant du peuple se renferme strictement,
» quelle que soit sa charge, dans les limites définies de
» son mandat. Sans cette réserve, un gouvernement
» libre et constitutionnel ne peut exister.

» L'ordre en vertu duquel vous avez été élus et êtes
» ici réunis, ne vous donne pas le droit de participer
» au gouvernement actuel de l'île : Vous manquez
» d'autorité pour cela, vos pouvoirs étant strictement
» limités par les termes mêmes de cet ordre. »

Avant de se retirer, le général Wood désigna comme président intérimaire, jusqu'à ce que l'Assemblée eût élu son président, le secrétaire d'Etat et de gouvernement. Après son départ, M. Gonzalez Llorente, doyen d'âge, fut élu président ; il affirma, en prenant possession de son siège, le patriotisme de tous les Cubains et leur volonté, non pas de parler, mais d'agir.

Les délégués prêtèrent alors, devant le Tribunal suprême, le serment suivant, dont la formule avait, d'ailleurs, été approuvée par le gouvernement militaire d'occupation : « Nous, délégués élus du peuple cubain
» à la Convention nationale constituante, jurons et pro-
» mettons de remplir avec fidélité tous devoirs de notre
» charge. Nous renonçons publiquement et solennelle-
» ment à garder fidélité aux pactes nous liant, directe-
» ment ou indirectement à tout autre Etat ou nation.

» Considérant la souveraineté du peuple libre et indé-
» pendant de Cuba, nous jurons fidélité à la Constitu-
» tion que cette Convention adoptera, ainsi qu'au gou-
» vernement qu'elle aura établi.»

Les discussions de cette Assemblée durèrent assez longtemps (du 5 novembre 1900 au 21 février 1901), d'autant plus longtemps que deux partis politiques, les républicains et les nationalistes, y luttèrent l'un contre l'autre.

Les républicains, sous la direction du nègre Juan Gualberto Gomez, étaient favorables aux Yankees, et, dans la séance du 16 novembre 1900, à propos de la vérification des pouvoirs, l'un d'eux, M. Sanguily, développa ainsi leur programme : « Pendant la période d'intervention, nous devons, avec le gouvernement qui est intervenu, collaborer à l'administration du pays afin que la *Joint-Résolution* (1) du 19 avril 1898 puisse recevoir son accomplissement intégral.» Et il prêchait la conciliation, ajoutant : « Peut-on collaborer avec qui on est en discorde ? »

Les nationalistes, au contraire, ne voulaient à aucun prix accepter l'ingérence ni même les conseils des Américains.

Quant à ces derniers, pour n'avoir pas osé imposer directement à la Grande Antille une Constitution de leur goût, ils n'en souhaitaient pas moins ardemment

(1) Cette *Joint-Résolution* disait notamment : « Attendu que les Cubains sont, et de droit, doivent être libres et indépendants.... les Etats-Unis repoussent toute disposition ou intention d'exercer une souveraineté, une juridiction ou un contrôle sur l'île de Cuba; ils affirment leur détermination, lorsque la pacification sera accomplie, de laisser le gouvernement et l'administration de l'île à son peuple.»

un échec à la Constituante, ce qui leur eût permis de déclarer les Cubains encore incapables de « self-government » et de maintenir à bon droit leur intervention ; aussi ne se faisaient-ils pas faute d'exciter en sous-main l'ardeur des obstructionnistes.

Lorsqu'on aborda les articles du règlement relatifs à la rédaction de la Constitution, une question fut soulevée. Le général Wood avait bien pris soin, en effet, le jour de l'ouverture de la Convention Constituante, de dire aux délégués qu'ils devaient d'abord élaborer la Constitution, et, cela fait, dire alors quelles devaient être, à leur avis, les relations Américo-Cubaines. Mais, comme le fit remarquer M. Sanguily, en procédant ainsi en s'exposait fatalement à faire une simple Constitution sur le papier, dénuée de toute valeur, ou tout au moins, sans application certaine. « La Constitution de Cuba, dit-il, implique la souveraineté de Cuba ; or, êtes-vous sûrs, qu'après avoir rédigé votre Constitution d'après cette hypothèse, Cuba sera réellement et absolument souveraine ?..... Et si cette souveraineté vient à être limitée, ne serons-nous pas alors forcés de modifier la Constitution en conséquence ? » Et il concluait, fort logiquement, qu'il importait d'étudier les deux problèmes de front, « il faut étudier, avec la Constitution, les relations qui existent avec les Etats-Unis ».

Mais M. Juan G. Gomez, moins clairvoyant, répondit qu'à son avis les relations avec les Etats-Unis devaient dépendre de la Constitution et non point celle-ci des relations avec les Etats-Unis. Les applaudissements qu'il recueillit montrèrent l'aveuglement général des Cubains et leur incompréhension absolue de la

politique yankee, qui est aussi notre politique jacobine : couvrir de belles déclarations les actes les plus néfastes et les plus noirs desseins.

Le 24 novembre 1900, l'Assemblée fut définitivement constituée et le bureau définitif élu.

La première question importante qui se posa à l'Assemblée cubaine était de savoir sur quelle base repose-rait l'organisation politique : serait-elle fédérale comme aux Etats-Unis, ou unitaire comme en France ?

L'adoption du système fédéral entraînait la Constitution en Etats de provinces actuelles, avec toutes les dépenses et tous les dangers de voir se manifester des désirs d'indépendance locale qui en seraient résultés. L'Assemblée choisit donc le système unitaire.

Elle discuta longuement sur le mode d'élection présidentielle et l'éligibilité de certaines classes d'individus.

Les uns proposaient que le président fût élu par le peuple, d'autres par tout le corps législatif, d'autres enfin par les corps provinciaux.

Une autre question avait une importance toute personnelle pour l'Assemblée cubaine : un étranger de naissance pourrait-il être élu président ? Décider que non, c'était ne pas reconnaître assez les services rendus par le général Maximo Gomez et les autres chefs des Cubains pendant la guerre de l'Indépendance.

Quant au droit de vote, devait-on adopter le suffrage universel ou exiger certaines capacités électorales ?

D'autre part, certains délégués n'admettaient que « Cuba libre », tandis que d'autres voulaient permettre aux Etats-Unis de surveiller les affaires extérieures et

leur accorder certains privilèges commerciaux. Aussi l'Assemblée préféra-t-elle ne pas tenir compte de l'injonction du Président Mac Kinley, qui, en la convoquant, lui avait prescrit comme un de ses devoirs d'établir quelles seraient les relations entre Cuba et les Etats-Unis et elle rédigea une Constitution où le nom de ces derniers n'était même pas prononcé (1).

Le 24 janvier, le projet des bases de cette Constitution, présenté par la Commission, fut adopté dans son ensemble et l'on put se mettre alors à discuter les détails de chaque base l'un après l'autre. Cette discussion dura jusqu'au 21 février, date à laquelle la Constitution fut signée par tous les délégués.

Comme elle est fort longue, nous n'en donnerons ici qu'une brève analyse; néanmoins, comme elle est encore peu connue, nous croyons devoir en donner *in fine* le texte intégral.

Elle est divisée en 14 titres, comportant 115 articles et suivie de 7 dispositions transitoires.

(1) On peut juger du diapason auquel étaient montés les sentiments des Cubains à l'endroit des Américains par le fait suivant : Le 21 février, M Cisneros Bethencourt, l'un des principaux membres de la Constituante, ancien président de la République lors des deux dernières insurrections, et candidat désigné à la présidence de la République Cubaine, refusa de signer la copie de la Constitution qui devait être envoyée à Washington, en déclarant que le gouvernement des Etats-Unis n'avait pas à la connaître : « Nous ne sommes ni des esclaves ni des sauvages, dit-il, notre intelligence vaut celle de n'importe quelle race latine qui jouit de la liberté dans le nouveau monde. Si le Pérou et le Mexique sont capables de conduire eux-mêmes leurs affaires, pourquoi Cuba serait-elle gardée en esclavage par les Yankees ? » Et comme un de ses collègues lui faisait observer que tous les membres de l'Assemblée, même ceux qui se résolvaient à donner cette signature, étaient de bons Cubains : « Oui, répondit-il, et lorsque viendra le temps de se battre avec les Américains, nous combattrons tous ensemble. »

Le titre premier proclame l'indépendance et la souveraineté de Cuba.

Le titre II indique les conditions de la nationalité cubaine.

Le titre III règle le *status* des étrangers.

Le titre IV est divisé en trois sections : la première traite des droits individuels (liberté individuelle, liberté de penser et d'écrire, liberté de réunion, droit de pétition, séparation des Eglises et de l'Etat, liberté d'enseignement) ; la deuxième traite du droit de suffrage ; et la troisième de la suspension des garanties constitutionnelles.

Le titre V proclame que la souveraineté réside dans le peuple de Cuba duquel émanent tous les pouvoirs.

Le titre VI s'occupe du pouvoir législatif, il est divisé en six sections ; la première indique quels organes exercent le pouvoir législatif, à savoir la « Chambre des représentants » et le « Sénat », qui, réunis, forment le « Congrès ». La section deuxième indique la composition (4 sénateurs par province) et les attributions particulières du Sénat. La section troisième indique la composition (1 représentant par 25,000 habitants) et les attributions particulières de la Chambre des représentants. Dans la section quatrième sont données les dispositions communes aux deux corps législatifs (incompatibilités, indemnité, inviolabilité, ouverture et clôture des sessions, validation d'élections, règlements intérieurs). La section cinquième traite du Congrès et de ses attributions (élection du Président et du Vice-Président de la République, étude des budgets et des nouveaux impôts, déclaration de guerre et ratification des traités de paix). Enfin la section sixième donne à

chacune des deux Chambres l'initiative des lois et indique les conditions de la promulgation et de la sanction des lois.

Le titre VII s'occupe du pouvoir exécutif. Il est divisé en deux sections. La première le confie au Président de la République, la deuxième indique ses prérogatives.

Le titre VIII traite du Vice-Président de la République, et le titre IX des secrétaires d'Etat.

Le titre X, divisé en trois sections, organise le pouvoir judiciaire dont l'exercice est réglé par la section première ; la section deuxième étudie l'organisation et les attributions du Tribunal suprême de justice. La section troisième relate les dispositions générales sur l'administration de la justice, dont elle proclame notamment la gratuité.

Les titres XI et XII s'occupent respectivement du régime provincial (gouverneurs et conseils) et du système municipal (maires et conseils).

Le titre XIII organise le domaine national.

Enfin le titre XIV indique le *processus* nécessaire pour la révision de la Constitution.

CHAPITRE III

L'AMENDEMENT PLATT

Ainsi munie, par l'effet de cette Constitution, de tous les organes indispensables à la vie d'un Etat, après avoir procédé aux diverses élections et nommé comme Président de la République M. Estrada Palma, l'ancien délégué cubain auprès de la *Junta* de New-York, la Grande Antille put enfin prendre place dans ce qu'on est convenu d'appeler le Concert des Nations. « Cette entrée dans le Monde s'est, dit M. Othon Guérlac (1), accomplie le 20 mai 1902 avec le cérémonial qu'on pouvait attendre d'un peuple qui, par hérédité, aime les belles manières et au milieu de manifestations de joie et d'enthousiasme dont la violence ne saurait non plus surprendre chez des hommes qui vivent sous le 20^e degré de latitude.

A midi précis, dans le somptueux palais de la Havane, ancienne résidence des capitaines généraux, qui avait vu quatre ans auparavant le départ du dernier représentant de la couronne d'Espagne, au milieu d'une salle bondée de monde, le général Wood, représentant du Président des Etats-Unis, remit à Estrada Palma, le Président de la nouvelle République, les

(1) Othon Guérlac : — Cuba sous l'Administration Américaine.

pouvoirs qu'il avait exercés pendant environ trois années. Le petit discours officiel qu'il lut (1), la réponse d'Estrada Palma, furent presque couverts par les voix qui s'élevaient de la rue et qui déjà acclamaient Cuba libre.

Puis le drapeau américain, qui flottait sur le palais du gouvernement, fut abaissé en grande pompe et à sa place apparut le pavillon de la nouvelle nation. Et pendant que partout, sur les édifices publics de la ville, comme sur la vieille forteresse du château Morro, s'opérait également cette petite transformation, symbole du changement de souveraineté, les canons lançaient leurs salves, les fanfares éclataient à tous les coins de la ville, les navires du port sifflaient ou mugissaient à tout rompre et la foule, répandue dans les rues, dans les parcs et sur les quais, grisée de soleil, de bruit et de patriotisme, hurlait à tue-tête : *Viva Cuba libre ! Viva Estrada Palma ! Viva los Estados Unidos !* »

(1) Voici la fin de ce discours du général Wood :

« En terminant, je désire exprimer mes sincères remerciements aux secrétaires et officiers du gouvernement insulaire pour la manière laborieuse et loyale dont ils ont rempli leurs devoirs et les vues du gouvernement militaires. Leur conscience du devoir a contribué dans une très large part au succès. Je désire aussi remercier les gouverneurs civils et les officiers cubains de toute l'île pour la fidélité et la conscience avec laquelle ils ont exécuté les ordres et les instructions du gouvernement militaire. Quant aux officiers militaires, chargés de l'administration des affaires civiles, ils ont sans exception rempli leurs devoirs avec une habileté et une loyauté admirables. D'importants travaux d'ingénieurs, des lois scolaires, une organisation systématique d'hôpitaux et d'institutions charitables, tel fut leur lot. A ma connaissance, chaque officier s'est dévoué consciencieusement et loyalement à la tactique qui lui incombait. C'est à leur travail dévoué ainsi qu'à celui des fonctionnaires indigènes que sont dus les succès obtenus par le gouvernement militaire. »

C'était trop beau, aussi fallut-il bientôt déchanter.

Les Etats-Unis, en effet, n'entendaient pas que Cuba jouit d'une pareille liberté. Ils voulaient bien la tolérer libre, mais dans les limites commandées par leur intérêt. La gloire d'avoir bien agi, leur seule récompense officielle, en réalité, ne leur suffisait pas. De leur intervention ils entendaient tirer un bénéfice plus certain. Aussi s'empressèrent-ils d'agir et d'agir par tous moyens, n'hésitant même pas à employer l'intimidation, pour *obliger* les Cubains à compléter leur Constitution par certain Appendice, qu'en toute liberté d'esprit ceux-ci n'y auraient certainement pas ajouté. Cet Appendice, connu sous le nom d'« Amendement Platt » du nom de son auteur, sénateur américain, président du Comité parlementaire des relations avec Cuba, cet Appendice énumère les garanties soi-disant *accordées* par la jeune République en reconnaissance de sa libération, mais qui lui ont été au contraire, en réalité, extorquées par la raison du plus fort.

C'est dans la discussion du budget de la guerre des Etats-Unis que le texte de cet amendement fut adopté. Cette question aurait exigé beaucoup de tact et de prudence, elle fut au contraire réglée avec précipitation et brutalité : La Constituante cubaine, en effet, mena beaucoup plus rapidement à bien sa besogne que ne s'y attendaient les Etats-Unis. Surpris d'un aussi prompt achèvement, ceux-ci, surtout quand ils virent que le projet de Constitution ne traitait pas des rapports Américo-Cubains, présentèrent en hâte aux Chambres américaines ce fameux Amendement Platt qui fut voté le 25 février 1901. C'est un chef-d'œuvre de perfidie : il n'y est question que de l'indépendance

de Cuba et il a précisément pour objet de la rendre illusoire.

L'émotion à Cuba fut énorme ; alors, craignant des troubles, voire même une reprise de l'insurrection, le gouvernement de Washington essaya de dorer la pilule aux Cubains. Le secrétaire pour la guerre, duquel dépendaient les affaires de l'île, fournit aux délégués de la Constituante, accourus aux Etats-Unis, des explications alambiquées et édulcorantes sur le sens de l'Amendement et la façon dont les Etats-Unis compaient l'interpréter. Malheureusement, ces explications, eussent-elles même été suffisantes pour atténuer un texte trop clair, ne pouvaient lier d'une manière permanente le gouvernement américain : elles engageaient seulement l'homme qui les avait données et le Président qui l'avait autorisé à le faire.

L'Assemblée cubaine n'en affecta pas moins de les prendre au sérieux, et, au mois de mai 1901, adopta l'Amendement Platt comme Appendice à la Constitution, en y joignant toutefois un deuxième appendice contenant les explications du secrétaire de la guerre. Dans un troisième appendice, elle exposait la façon dont elle-même comprenait ces explications ; enfin, une lettre du général Wood, gouverneur militaire de l'île était également jointe à la Constitution, donnant la manière dont ce dernier interprétait l'amendement. Le vote d'ailleurs ne fut obtenu qu'à la majorité d'une voix.

Quelques jours plus tard eut lieu, dans les diverses communes, l'élection des maires : le parti nationaliste, qui avait eu le dessous à l'Assemblée, l'emporta presque partout, et notamment à la Havane.

Malgré cette éclatante manifestation du sentiment public, le Président Mac Kinley, fort ennuyé du mauvais tour que la Constituante cubaine avait joué à son gouvernement, déclara, lorsque la Constitution fut soumise à son approbation, qu'il lui était impossible de l'accepter. Il se basait sur ce que, d'une part, elle n'accédait à aucun des désirs des Etats-Unis et sur ce que, d'autre part, le commentaire de l'Assemblée donnait à l'Amendement Platt une interprétation annulant en fait le portée que le gouvernement fédéral aurait voulu lui donner.

La Convention fut donc informée que les Etats-Unis ne voulaient accepter aucune modification du texte définitif de l'Amendement Platt et que, d'autre part, le Président ne consentirait à faire évacuer Cuba par les troupes américaines qu'une fois ce texte adopté.

Ainsi acculée, la Convention Constituante cubaine dut se résigner à accepter tel quel le texte de l'Amendement et à l'adjoindre en entier à la Constitution. Peut-être même ne s'y serait-elle pas encore résolue, si, voyant le danger, le secrétaire américain Root et le général Wood, n'étaient à nouveau intervenus pour lui faire de nouvelles déclarations rassurantes, et notamment lui promettre la conclusion d'un traité de réciprocité. En conséquence, l'Amendement Platt fut voté, sous le titre d'« Appendice à la Constitution cubaine », par 16 voix contre 11, le 12 juin 1901.

Cet amendement était ainsi conçu :

APPENDICE A LA CONSTITUTION CUBAINE

ARTICLE PREMIER. — Le Gouvernement de Cuba ne passera jamais, avec aucuns pouvoirs ou puissances étrangères, aucun

traité ou pacte qui amoindrisse ou tende à amoindrir l'indépendance de Cuba, ou qui, en quelque façon que ce soit, autorise ou permette à un pouvoir ou à des puissances étrangères d'obtenir, soit par colonisation, soit dans un but militaire ou naval, soit de toute autre manière, une base ou une juridiction sur une portion quelconque de ladite île.

ART. 2. — Ledit Gouvernement n'assumera ou ne contractera aucune dette publique, pour le payement des intérêts et de l'amortissement de laquelle les dépenses courantes du Gouvernement une fois couvertes, les recettes ordinaires seraient insuffisantes.

ART. 3. — Le Gouvernement de Cuba consent à ce que les Etats-Unis puissent exercer le droit d'intervention pour garantir l'indépendance et le maintien d'un gouvernement propre à protéger la vie, la propriété et la liberté individuelle et propre à accomplir les obligations relatives à Cuba, imposées aux Etats-Unis par le traité de Paris, — obligations qui dorénavant sont à la charge de Cuba et doivent être remplies par son gouvernement.

ART. 4. — Tous les actes réalisés par les Etats-Unis pendant l'occupation militaire seront ratifiés et tenus pour valables ; et tous les droits légalement acquis en vertu de ces actes seront maintenus et protégés.

ART. 5. — Le Gouvernement de Cuba exécutera et développera, autant qu'il sera nécessaire, les plans, déjà en projet ou autres, qui seront convenus mutuellement pour l'assainissement des villes de l'île, et cela, afin d'éviter le retour des maladies épidémiques et infectieuses, et pour protéger le peuple et le commerce de Cuba en même temps que le commerce et le peuple des ports du sud des Etats-Unis.

ART. 6. — L'île des Pins est omise des limites de Cuba proposées par la Constitution ; la propriété de cette île sera l'objet d'un traité futur.

ART. 7. — Pour mettre les Etats-Unis à même de maintenir l'indépendance de Cuba, de protéger son peuple, ainsi que pour

permettre aux Etats-Unis d'assurer leur propre défense, le Gouvernement de Cuba vendra ou louera aux Etats-Unis les terrains nécessaires à des dépôts de charbon ou à des stations navales, en certains points déterminés, et qui seront convenus avec le Président des Etats-Unis.

ART. 8. — Le Gouvernement de Cuba insérera les dispositions précédentes dans un traité permanent avec les Etats-Unis.

Salon des Sessions, 12 juin 1901.

LA CONVENTION.

Quelle est désormais, en vertu de cet Amendement Platt, la situation internationale de Cuba ? Encore que l'on ait beaucoup discuté, il nous semble que l'on doit, sans contestation possible, considérer la Grande Antille comme un pays de protectorat.

Lato sensu, en effet, le protectorat est l'institution de Droit International par laquelle un Etat prend l'engagement de défendre un autre Etat contre des troubles extérieurs ou intérieurs, moyennant la cession par le protégé de certains droits ; or, l'article 3 dit expressément : « Le gouvernement de Cuba consent à ce que les Etats-Unis *puissent exercer le droit d'intervention pour garantir* l'indépendance et le maintien d'un gouvernement propre à protéger la vie, la propriété et la liberté individuelle et propre à accomplir les obligations relatives à Cuba, imposées aux Etats-Unis par le traité de Paris, obligations qui dorénavant sont à la charge de Cuba et doivent être remplies par son gouvernement (1). » Et l'article 7 dit de même : « Pour

(1) Cet article 3 formule une véritable clause d'intervention au gré des Etats-Unis. Pour insérer cet article dans son amendement, le sénateur Platt profita d'un incident qui s'était produit lors de la discussion du traité de Paris. Les commissaires espagnols voulaient que les Etats-Unis se portassent garants

mettre les Etats-Unis à même de *maintenir l'indépendance de Cuba, de protéger son peuple.... etc.*» De ces deux articles résulte bien, selon nous, la preuve manifeste de l'existence d'un protectorat, car ils répondent mot pour mot à la définition que nous avons donnée de cette institution de Droit International. Certains, pourtant, comme le sénateur Teller, de l'Etat du Colorado, ont néanmoins soutenu le contraire, sous le fallacieux prétexte que le protectorat est un mode de colonisation atténué ; or, disent-ils, les Etats-Unis ne peuvent intervenir à Cuba que dans son intérêt à elle et non point dans le leur. Seulement, comme les Etats-Unis seront seuls juges d'apprécier cet intérêt, qu'il n'y aura en la matière d'autre critérium que le leur, on en vient à affirmer la nécessité pour la Grande Antille de se soumettre à ce contrôle du gouvernement fédéral chaque fois qu'il le jugera nécessaire, sans aucune protestation possible.

D'autre part, une conséquence constante des protectorats, c'est d'entraîner le contrôle des finances de l'Etat protégé par l'Etat protecteur ; or, ce contrôle est tacitement impliqué par l'article 2 qui déclare : « Le gouvernement de Cuba n'assumera ou ne contractera aucune dette publique, pour le paiement des intérêts et l'amortissement de laquelle, les dépenses courantes du gouvernement, une fois couvertes, les recettes ordinaires seraient insuffisantes (1). » On pourrait se deman-

des obligations du futur gouvernement de Cuba. Les commissaires américains refusèrent, mais promirent toutefois que les Etats-Unis donneraient des conseils à leurs successeurs dans l'île. Et c'est par cette promesse que l'on prétendit justifier l'amendement Platt en général et son article 3 en particulier.

(1) Les budgets de Cuba, bien administrés, se sont toujours, depuis la pro-

der, à première vue, pourquoi les Etats-Unis ont stipulé cet article, car semble-t-il, ils n'auraient pas dû voir d'un mauvais œil des embarras budgétaires qui leur eussent fourni un prétexte d'intervention. Sans doute, seulement ils appréhendaient fort une éventualité menaçante à laquelle ils ont voulu avant tout obvier, à savoir l'établissement par les tierces puissances sur la jeune République d'un contrôle financier international, semblable à celui de la Commission de la dette égyptienne ou à la Commission des finances helléniques. C'est à ce danger que l'article 2 a précisément pour but de parer.

Les traités de protectorat encore contiennent presque toujours un pacte de non-aliénation, c'est-à-dire que l'Etat protégé s'engage à ne céder à aucune tierce puissance une portion quelconque de son territoire, sous quelque prétexte ni dans quelque but que ce soit ; or, l'article premier déclare formellement : « Le gouvernement de Cuba ne passera jamais avec aucune puissance ou pouvoir étrangers aucun traité ou autre pacte qui amoindrisse ou tende à amoindrir l'indépendance de Cuba, ou qui, en quelque façon que ce soit, autorise ou

clamation de la République, soldés en excédent. Néanmoins, pour régler le passé et surtout pour acquitter la solde arriérée de l'ancienne armée de l'Indépendance, le Président fut autorisé à emprunter 35 millions de dollars. L'exécution de cet emprunt ne souffrit aucune difficulté du côté de l'amendement Platt. Dès novembre 1903, en effet, les impôts dont le produit devait servir à la garantie d'intérêt et d'amortissement étaient entrés en vigueur. L'émission de cet emprunt eut lieu le 1^{er} juin 1904. La somme demandée fut couverte douze fois par les soins des banquiers de New-York ; la souscription avait eu lieu de plus à Londres, Francfort et Amsterdam. Les Américains ont prétendu que ce succès était dû à la disposition de l'amendement Platt, et il faut reconnaître que c'est en effet possible.

permette à un pouvoir ou à des puissances étrangères, d'obtenir soit par colonisation, soit dans un but militaire ou naval, soit de toute autre manière, une base ou une juridiction sur une portion quelconque de ladite île. » En d'autres termes, cet article, surtout combiné avec l'article 3, revient à dire ceci : les Etats-Unis entendent garder en mains les armes nécessaires pour empêcher leur pupille de s'affranchir de leur tutelle et de passer aucun traité attentatoire à l'intérêt yankee.

De même l'article 4 implique bien une véritable tutelle, et, par suite, un véritable protectorat des Etats-Unis sur Cuba, puisque celle-ci se trouve obligée à rectifier et tenir pour valables tous les actes réalisés par les Etats-Unis pendant l'occupation militaire, comme à maintenir et protéger tous les droits légalement acquis en vertu de ces actes.

Quant à l'article 5 : « Le gouvernement de Cuba exécutera et développera autant qu'il sera nécessaire, les plans déjà en projet ou autres, qui seront convenus mutuellement pour l'assainissement des villes de l'île, et cela afin d'éviter le retour des maladies épidémiques et infectieuses et pour protéger le peuple et le commerce de Cuba, en même temps que le commerce et le peuple des ports du Sud des Etats-Unis », qui oserait soutenir qu'un Etat pleinement capable de remplir sa tâche consentirait, si petit fût-il, à supporter une obligation de ce genre. La Suisse ou le Danemark supportent-elles donc un contrôle sanitaire ?

Enfin l'article 8 (1) : « Le gouvernement de Cuba

(1) Les articles 6 et 7, exigeant de plus longs développements en raison des difficultés auxquelles ils ont donné lieu, seront ultérieurement étudiés en détail.

insérera les dispositions précédentes dans un traité permanent avec les Etats-Unis» vient encore confirmer notre opinion. Le protectorat, en effet, se réalise et ne peut se réaliser que par un traité intervenant entre deux Etats souverains, dont l'un abandonne précisément à l'autre par ce traité une partie de son indépendance et de sa souveraineté. Or, tel est bien notre cas.

De tout ceci nous paraît résulter qu'on ne saurait, sans parti-pris évident, contester l'existence d'un protectorat américain sur la Grande Antille ; d'autant plus que la politique extérieure de Cuba est en fait dirigée par les Yankees, la diplomatie cubaine se trouvant, en réalité, soumise au contrôle incessant des agents de l'Union. Et même ce protectorat présente un caractère à peu près inconnu jusqu'ici, à savoir que les Etats-Unis ont tous les droits, mais qu'ils n'ont assumé explicitement aucun devoir : ils n'interviennent que s'ils le veulent, mais Cuba est néanmoins tenue de reconnaître que leur intervention est bienfaisante toutes les fois qu'ils la jugent nécessaire. Devant ces résultats on peut à bon droit se demander si c'était vraiment là l'idéal pour lequel moururent les héros de l'insurrection ou même simplement ce que faisaient espérer les promesses américaines d'avril 1898.

CHAPITRE IV

L'ŒUVRE DE LA DIPLOMATIE CUBAINE. — LE TRAITÉ DE RÉCIPROCITÉ

Quand le secrétaire d'Etat Root eut promis à la délégation cubaine, chargée de discuter l'amendement Platt que la nouvelle République aurait le droit d'envoyer des agents à l'étranger, il rencontra de violents détracteurs aux Etats-Unis, et notamment le *Forum* de mai 1901 s'écria : « Si cette assurance pouvait signifier autre chose que ceci : le service constituera autant de places qui pourront être remplies par de bons Cubains, il serait nécessaire de savoir sur quoi porteraient les relations entre Cuba et les autres Etats. » Les gouvernements, assurait cette publication, ne songeraient jamais à envoyer des représentants à la Havane; tout le travail devant se faire à Washington. Mais c'était là une opinion à courte vue ; tout au contraire, il était bien certain que l'Europe saisirait avec empressement l'occasion d'affirmer vis-à-vis des Etats-Unis les droits du nouvel Etat. Et en fait, toutes les puissances, même l'Espagne, s'empressèrent de reconnaître la République cubaine. Des agents diplomatiques ont été accrédités auprès du gouvernement cubain et le ministre des affaires étrangères, qui porte le nom de secrétaire du

Département d'Etat, a immédiatement nommé des Cubains de valeur pour occuper les 5 légations, 26 consulats et 43 agences consulaires du nouvel Etat.

La diplomatie cubaine a su agir heureusement, mais il faut, avant tout, déterminer les textes qui la lient : Cuba venant de naître à la vie internationale, ses engagements se trouvent encore peu nombreux ; notamment elle n'est pas liée par les grands engagements internationaux relatifs à la course et au blocus (déclaration de Paris du 16 avril 1856), à la piraterie, à la traite des nègres (conférence africaine de Berlin du 26 février 1885). Nous ne croyons pas non plus qu'elle fasse encore partie de la Convention de Genève (22 août 1864). Nul ne doute, d'ailleurs, qu'en cas de nécessité elle ferait ce que commande la solidarité internationale et ce ne serait que justice, puisqu'elle jouit de tous les privilèges inhérents à la qualité d'Etat.

En revanche, Cuba a déjà adhéré aux Unions internationales suivantes :

1^o Convention postale (traité de Berne du 9 octobre 1874 et traité de Paris du 1^{er} juin 1878) ;

2^o Convention pour la protection de la propriété industrielle (20 mai 1883) ;

3^o Arrangement pour la répression des fausses indications de provenances (14 avril 1891) ;

4^o Arrangement pour l'enregistrement des marques de fabrique et de commerce (14 avril 1891 et 15 décembre 1900).

Deux conventions relatives à l'établissement et à l'échange des colis postaux sont à l'étude.

Comme acte diplomatique de Cuba, il faut encore signaler, dès le 24 décembre 1903, la reconnaissance de

Panama : cet empressement s'explique, car, comme tout Etat naissant, la Grande Antille avait hâte de jouer un rôle international par lequel s'affirmât aux yeux du monde sa personnalité.

En exécution de l'article 8 et dernier de l'Appendice à la Constitution cubaine, on fit également passer dans un traité les dispositions de l'Amendement Platt. Les deux parties y trouvèrent avantage : d'une part, en effet, cela permit aux Cubains de faire disparaître une anomalie de leur Constitution, et, d'autre part, les Américains tenaient aussi à cette modification parce qu'elle renforçait les dispositions en question en leur assurant la permanence du traité. Les signatures furent échangées le 22 mai 1903, mais le texte ne fut rendu public que bien plus tard, en même temps qu'une convention supplémentaire, prorogeant les délais de ratification. Le Parlement cubain le ratifia le 11 janvier 1904, sans discussion, par un simple vote à main levée. Quant au Sénat américain, il attendit davantage et ne donna sa ratification que le 24 mars.

Enfin, un traité d'amitié, de commerce et de navigation fut conclu le 29 décembre 1903 entre la République de Cuba et le royaume d'Italie.

Beaucoup plus important que tous ces actes fut le traité de réciprocité commerciale (*reciprocity treaty*) conclu le 11 décembre 1902 entre la Grande Antille et la Confédération Nord-Américaine. En effet, dit M. Whitcomb, après la longue crise commencée en 1895, l'état économique de Cuba justifiait les plus vives inquiétudes : En leur rendant leur liberté, les Etats-Unis avaient enlevé aux Cubains les moyens de vivre ; en les affranchissant du joug de l'Espagne, ils

avaient fermé le marché espagnol à leurs exportations. Ils leur devaient donc de leur ouvrir le marché américain sous peine de prolonger leur détresse économique, car la base économique de Cuba, c'est l'exportation des produits du sol et surtout du sucre de canne. Ainsi se posait la question de savoir si les Etats-Unis allaient faire fléchir en faveur de leur jeune protégée le rigide tarif protecteur dont une application modérée devait assurer sa vie économique. C'est ce que proposa M. Mac Kinley dans son dernier Message. Et le Président Roosevelt n'hésita pas, lui non plus, à plusieurs reprises, et même dans un Message spécial du 13 juin 1902, à demander au Congrès l'autorisation de conclure un traité de réciprocité commerciale avec Cuba. « Cuba » disait-il, a, dans sa Constitution, affirmé ce que nous » désirions savoir, c'est-à-dire qu'en toute matière internationale elle aura des relations plus étroites et plus » amicales avec nous qu'avec toute autre puissance ; » aussi sommes-nous tenus par des considérations d'honneur et d'intérêt à prendre des mesures en vue de son » bien-être..... Nous espérons que Cuba nous traitera » politiquement d'une manière exceptionnelle, nous devons la traiter de même économiquement..... Cuba est » une République indépendante qui, sur notre demande, » a assumé certaines obligations en ce qui concerne sa » position internationale ; en échange, je demande des » concessions économiques qui doivent profiter à elle » comme à nous. Cuba nous doit sa vie et sa liberté, je » demande que nous la mettions à même de jouir de cette » liberté. » Et dans ce but, le Président Roosevelt préconisait notamment une large réduction des droits sur les sucres.

Il y avait d'ailleurs en jeu, quoiqu'on ne l'ait pas dit, plus que l'intérêt de Cuba, l'intérêt de l'Union était aussi grandement engagé. En effet, le marché cubain est vaste, aux portes des Etats-Unis, et capable en se développant, de contribuer à augmenter puissamment les débouchés yankees; or, il était facile, en favorisant l'entrée du sucre cubain sur le marché des Etats-Unis, d'obtenir en retour des concessions importantes permettant de prendre le premier rang dans le commerce de l'île et d'enlever ainsi le plus grande part de la clientèle des pays européens à Cuba.

Aussi le général Wood usa-t-il de toute son influence (et il a même été formellement accusé d'avoir dépensé plus de 15,000 dollars dans ce but), pour circonvenir la presse américaine et obtenir du parti protectionniste yankee un traité de réciprocité abaissant le tarif d'au moins 20 % sur le sucre, en échange de concessions similaires de la part de Cuba.

Le vote de ce bill n'a pas été cependant sans difficultés : Certains Américains, en effet, auraient préféré une réciprocité établie après entente entre les deux gouvernements, mais sans traité; ils auraient ainsi tenu les Cubains à leur merci tout en n'ayant pas à consacrer officiellement l'indépendance cubaine.

Quant aux Cubains, comme les Etats-Unis ne faisaient venir de leur île qu'une petite quantité de produits bruts, quantité insignifiante par rapport à l'importation à Cuba des articles fabriqués et de provenance américaine, ils estimaient qu'un traité spécial de réciprocité conclu avec l'Union profiterait surtout à celle-ci, et, par suite, ils n'en voyaient pas bien l'utilité pour leur pays.

Néanmoins, malgré tout, l'opinion publique aux Etats-Unis restait favorable à la conclusion d'une entente avec la Grande Antille, d'autant plus qu'on redoutait secrètement que, sous la pression de la nécessité, Cuba ne fût amenée à faire des arrangements avec d'autres pays au préjudice de l'Union, à qui, économiquement parlant, le vaste marché cubain est indispensable. Aussi le Sénat cubain, après une certaine résistance, mais devant la pression et presque la menace du gouvernement fédéral, a-t-il dû se résoudre, le 29 mars 1903, à ratifier le traité de réciprocité conclu dès le 11 décembre 1902 entre les Etats-Unis et la République de Cuba (1).

Le fond de ce traité se ramène à accorder aux produits américains introduits à Cuba comme réciproquement aux produits cubains, introduits aux Etats-Unis, un tarif préférentiel de douanes.

« Si l'on recherche, dit M. Whitcomb (2), en quoi ce traité de réciprocité profitera le plus à Cuba, ce n'est certes pas à raison du rabais de 20 % consenti par les Etats-Unis sur les produits importés de l'île. Si les deux grandes industries de Cuba, le sucre et le tabac, dont les exportations aux Etats-Unis s'élèvent à plus de 56 millions de dollars (sucre 42, tabac 14), sur une exportation générale de plus de 78 millions de dollars, si, disons-nous, ces industries étaient en péril, ce n'est pas un rabais de 20 % qui les sauverait. Mais le bénéfice incalculable que doit retirer Cuba de ce traité, c'est que, ses relations commerciales étant

(1) Voir *in fine* le texte de ce traité sous la rubrique « Documents ».

(2) A. WHITCOMB. — *La Situation internationale de Cuba*.

réglées avec son marché principal, la confiance des capitalistes du monde entier ne peut manquer de lui être acquise. C'est là un résultat très intéressant pour l'avenir de Cuba. Enfin, et c'est là un résultat immédiat, le commerce trouvera dans ce traité la solution d'une crise qui durait depuis près de dix ans, et la reprise des affaires avec l'abondance des capitaux mis en circulation par les entreprises industrielles. »

Ce traité de réciprocité n'a d'ailleurs pas manqué, à l'exécution, de soulever des difficultés, d'autant plus que les Américains se montrent très chatouilleux sur l'interprétation de ses clauses. C'est ainsi que, la réduction des droits de douane ayant creusé un trou dans le budget Cubain, pour le combler, le gouvernement suréleva ses tarifs : immédiatement les *jingoës* américains l'accusèrent de violer le traité, prétendant que, puisque l'augmentation des droits ferait acquitter aux produits américains les mêmes sommes qu'auparavant, la réduction prévue au traité devenait illusoire ; et ils s'indignaient de ce que, pendant ce temps, les importations Cubaines aux Etats-Unis bénéficieraient de la réduction de 20 0/0. Mais c'était là un reproche absolument injustifié, car puisque les Etats-Unis, vis-à-vis des autres nations, continuaient à bénéficier d'un tarif préférentiel, on ne pouvait dire qu'en édictant cette mesure le gouvernement Cubain avait excédé la stricte limite de ses droits.

Une autre conséquence fâcheuse de ce traité de réciprocité fut de soulever immédiatement les réclamations des tierces puissances. C'est ainsi que l'Angleterre demanda aussitôt à Washington le traitement de la nation la plus favorisée (c'est-à-dire la réduction

de 20 % sur les tarifs douaniers) tout au moins pour les sucres de ses colonies. L'Allemagne, la France et l'Autriche, pays producteurs de betteraves suivirent également cet exemple ; mais les Etats-Unis ont résisté, émettant cette prétention bien difficile à soutenir pourtant, que la clause de la nation la plus favorisée ne peut pas être revendiquée en mettant en cause des Etats qui ont fait à l'Union Américaine des concessions spéciales.

Quant à conclure des traités de réciprocité avec Cuba, c'est, pour les tierces puissances, une question fort grave : l'amendement Platt fournira en effet toujours aux Etats-Unis les moyens nécessaires pour empêcher la Grande Antille de s'affranchir de leur tutelle et de passer des traités contenant des clauses attentatoires aux intérêts américains. C'est ainsi que, par l'article 28 et dernier du traité Italo-Cubain du 29 décembre 1903, qui stipule pourtant formellement entre les deux contractants la clause de la nation la plus favorisée, Cuba a dû néanmoins refuser à l'Italie les réductions stipulées dans le traité de réciprocité conclu avec les Etats-Unis ; elle y est parvenue par une disposition curieuse : « *Il est entendu, dit en effet cet article 28, que les clauses précédentes n'emporteront pas le bénéfice des réductions de douanes, faites aux produits d'autres Etats Américains. Par conséquent, l'Italie, à titre de nation la plus favorisée ne pourra réclamer des concessions de ce genre, excepté quand il s'agira d'un Etat qui ne serait pas Américain.* »

Ce traité de réciprocité n'a d'ailleurs pas donné les résultats qu'en attendaient les Américains : En dépit du tarif préférentiel qui protégeait les Etats-Unis, et

malgré la différence du fret qui existait en faveur de ces derniers, les industriels anglais et allemands sont parvenus à envoyer à Cuba leurs produits à des prix bien inférieurs à ceux que pouvaient fixer les Yankees (1) et ont augmenté en peu de temps leurs importations d'une façon inquiétante ; aussi, pour remédier à cette situation menaçante, les industriels Américains demandent-ils à leur Gouvernement d'exercer une pression pour obtenir de Cuba encore de plus larges concessions, en sorte que leurs produits puissent pénétrer sur le marché Cubain à des tarifs inférieurs à ceux aujourd'hui en vigueur ; à peine, s'ils ne sont protégés par cette mesure, de voir leurs envois réduits d'ici peu dans des proportions très sérieuses.

(1) Cela tient à la cherté de la main-d'œuvre aux Etats-Unis.

CHAPITRE V

CESSION AUX ETATS-UNIS DE STATIONS NAVALES ET DÉPÔTS DE CHARBON

191. LA QUESTION DE L'ÎLE DES PINS

L'article 7 de l'amendement Platt stipulait : « Pour mettre à même les Etats-Unis de maintenir l'indépendance de Cuba, de protéger son peuple, ainsi que pour permettre aux Etats-Unis d'assurer leur propre défense, le gouvernement de Cuba vendra ou louera aux Etats-Unis les terrains nécessaires à des dépôts de charbon ou à des stations navales, en certains points déterminés et qui seront convenus avec le Président des Etats-Unis. » Cet article a reçu son exécution par un traité du 16 février 1903, entre la République de Cuba et les Etats-Unis d'Amérique, complété par une convention annexe du 2 juillet 1903. Nous en donnons d'ailleurs le texte à l'Appendice.

En exécution de ces traité et convention, les Etats-Unis ont pris sur le sol Cubain les deux positions de Guantanamo et de Bahia-Honda qui leur permettront de surveiller facilement le golfe du Mexique en même temps que d'avoir l'œil sur le peuple de Cuba.

Au début, les exigences yankees paraissaient devoir être beaucoup plus grandes, ils prétendaient notamment établir des stations navales :

- 1^o Au nord, dans la baie de la Havane ;
- 2^o Au nord-est, dans la baie de Nipe ;
- 3^o A la pointe orientale, au cap Maisi ;
- 4^o Au sud, dans la baie de Santiago ;
- 5^o A la pointe occidentale, au cap San Antonio.

Mais ils se heurtèrent à de graves difficultés. Le Président Palma commença par refuser la cession d'aucune station navale, alléguant que les Cubains ne pourraient pas se sentir libres si le drapeau Américain flottait près de l'entrée de leur capitale. Après maints pourparlers, on aboutit à une cote mal taillée : les Cubains consentirent à céder deux stations navales, Bahia-Honda et Guantanamo, dont les Yankees durent se contenter (1).

C'est le 10 décembre 1903, que les Américains ont été mis en possession de la baie de Guantanamo, au sud de la province de Santiago de Cuba, et de celle de Bahia-Honda, à l'extrémité ouest de l'île, sur la côte de la province de Pinar del Rio.

Certes l'amiral et les officiers de marine Américains s'efforcèrent, par leur courtoisie, d'adoucir ce qu'avait de pénible pour les Cubains cette prise de possession ; néanmoins les habitants se montrèrent peu flattés de voir leurs villes devenir stations navales, et l'accueil qu'ils firent aux marins de l'Union fut des plus réservés. Ils subirent un acte que la force leur imposait.

Le gouvernement Américain a payé à Cuba 137.000 dollars pour la couvrir des frais d'achat de propriétés

(1) Le président Palma, dans un message au Congrès Cubain, se vanta aussitôt du succès qu'il avait obtenu et de la manière dont il avait répondu aux Américains, réussissant, en dépit de leurs demandes, à ne leur accorder que deux stations sur cinq.

privées faits dans l'étendue du territoire ainsi cédés aux Etats-Unis. Cette somme n'est d'ailleurs qu'une avance sur laquelle Cuba doit déduire chaque année le prix de la location annuelle de la station navale (2.000 dollars), car on a utilisé pour cette session le procédé international nouveau de la *Cession à bail*. Cet exquis euphémisme pallie agréablement le cynisme de l'occupation.

La *Cession à bail*, en effet, est un traité par lequel une puissance cède à une autre le droit d'occuper pendant un temps très long, une portion de son territoire, à charge théorique de restituer ledit territoire et ses embellissements à la fin du bail. Cette définition correspond assez bien à celle de l'*emphytéose*. En pratique, la cession à bail Internationale donne au preneur des droits équivalents à peu près à ceux que lui donneraient une *annexion* ; on reconnaît, en effet, au preneur le droit de fortifier le terrain cédé ; l'Etat bailleur, au contraire, perd toute espèce d'autorité sur le terrain cédé ; en sorte que la cession à bail se confond pratiquement avec l'*occupation*. Toutefois, il reste au moins théoriquement une reconnaissance de la souveraineté de l'Etat cédant ; et à ce point de vue, la cession à bail tend à se rapprocher du *protectorat*.

La cession à bail est un contrat dans lequel chacune des puissances a l'intention de tromper son co contractant : l'Etat cédant est satisfait, faute de mieux, de conserver un hommage théorique de sa puissance, espérant devenir un jour assez fort pour expulser son locataire ; — quant à ce dernier, il profite en attendant des avantages matériels du territoire cédé, espé-

rant bien qu'à la fin du bail, son bailleur sera devenu tellement faible, qu'il ne pourra le contraindre à restituer. Les cessions à bail constituent une simple fiction diplomatique d'ailleurs dangereuse : ce que l'une des puissances veut faire, c'est une *occupation* ; ce que l'autre veut concéder, c'est un *protectorat limité*. Il en résulte qu'à la fin du bail on court nécessairement, soit à une violation du Droit, par la *conquête* pure et simple, soit à un conflit entre les deux contractants.

A la question des cessions de stations navales et de dépôts de charbon que nous venons d'examiner, s'en rattache une autre, non moins importante, sur laquelle il nous faut maintenant donner quelques explications, à savoir, la question de l'île des Pins.

L'article 6 de l'amendement Platt stipulait : « L'île des Pins (1) est omise des limites de Cuba proposées par la Constitution ; la propriété de cette île sera l'objet d'un traité futur ». Il en résultait fort clairement l'intention des Etats-Unis de s'annexer cette île. C'était scandaleux ; réclamer l'île des Pins équivalait à réclamer une portion intégrante du territoire de Cuba, pour l'ajouter aux possessions coloniales des Etats-Unis. Mais les Américains arguaient de ce que le traité de Paris ne faisait aucune mention précise de l'île de Pins ; or, disaient-ils, comme très certainement

(1) L'île des Pins mesure 45 milles de l'Est à l'Ouest sur 33 milles du Nord au Sud. La principale agglomération y est constituée par le port de Nueva-Gerona. Sous la domination espagnole, cette île faisait partie de la province de la Havane. Le climat en est suffisamment sain pour qu'on ait pu songer à en faire une station hivernale.

les rédacteurs du traité ne l'ont pas comprise dans l'étendue du terme géographique de « Cuba », il s'ensuit qu'elle a été cédée aux Etats-Unis. L'article 2 du traité de Paris ne disait-il pas en effet : « l'Espagne cède aux Etats-Unis l'île de Porto-Rico et les *autres îles* actuellement sous la souveraineté Espagnole dans les Indes Occidentales, ainsi que l'île de Guam dans les Mariannes ou Ladrões », et pour eux, les mots *les autres îles* signifiaient indubitablement l'île des Pins. La discussion fut d'ailleurs envenimée par le fait qu'un grand nombre de citoyens Américains avaient engagé dans l'île d'énormes capitaux en entreprises variées de spéculations. Or ces citoyens affirmaient que s'ils avaient fait des placements dans l'île, y achetant des terres et y fondant des entreprises commerciales, c'est parce qu'ils avaient eu confiance en la parole du général Wood, lequel, lorsqu'il était gouverneur militaire de l'île, leur avait promis, à les en croire, que celle-ci demeurerait sous la domination Américaine.

D'autre part, le Président Palma soutenait à l'inverse que l'île des Pins faisait partie du territoire de Cuba, tout aussi bien que les 130 autres petites îles qui figurent sur la carte Cubaine ; et en conséquence, il déclarait qu'elle devait être comprise dans l'application du traité de réciprocité entre Cuba et les Etats-Unis, sous peine de voir briser les bonnes relations qui unissaient les deux pays.

Devant ces résistances, on s'efforça de trouver un terrain d'entente. Le Gouvernement Fédéral consentit à abandonner en faveur de la Grande Antille toute revendication sur la propriété de l'île, à condition qu'en retour le Gouvernement Cubain garantit aux citoyens

Américains les droits acquis par eux au moment même de l'échange des ratifications. Un traité fut signé en ce sens le 2 juillet 1903 ; mais les choses traînèrent en longueur et il ne fut pas ratifié dans les délais prescrits. Il en résulta une vive émotion à Cuba qui vit dans cet attermoiment le simple désir des Etats-Unis de conserver l'île en leur possession envers et contre tous.

Les feuilles américaines essayèrent de calmer ces alarmes ; les unes, en déclarant que l'Amérique ne se souciait pas de garder cette île qui n'avait aucune valeur pour elle ; les autres, en s'employant avec plus de sincérité à enrayer toute pensée malveillante de la part des Etats-Unis. C'est ainsi que le *Record Philadelphia* du 26 février 1904 déclarait hautement : « Il apparaît bien que le fait d'avoir laissé s'écouler sans ratification les délais impartis pour cela dans le traité qui restitue l'île des Pins à Cuba, est une preuve de l'intention où étaient les Etats-Unis de la voler. Un tel acte eût été aussi méprisable que le fait de voler un œuf dans le nid d'un oiseau. »

Les pourparlers recommencèrent donc, ils aboutirent à la conclusion d'un nouveau traité qui reconnaît définitivement à Cuba la propriété de l'île des Pins. Ce traité fut signé le 1^{er} mars 1904 entre le secrétaire Américain Hay et M. Quesada, ministre de Cuba à Washington. Mais cette fois, pour ne pas courir le risque d'un échec au Sénat, le traité ne fixe pas la durée des délais de ratification (1).

(1) Ce traité n'a pas encore, que nous sachions, été ratifié. Nous n'avons pu nous en procurer le texte.

CHAPITRE VI

L'AMÉRICANISATION DE CUBA

Le 4 février 1904, les quatre dernières compagnies de troupes américaines qui se trouvaient encore à Cuba s'embarquèrent pour la Floride, laissant désormais la Grande Antille sous la protection de ses propres et seules forces (1). Avant le départ, le major Brown, au nom de sa troupe, remercia le Président Palma qui lui répondit en constatant que cette évacuation constituait « l'événement le plus extraordinaire qu'eussent encore relaté les annales du monde ». Là-dessus, le drapeau Américain s'abaisa pour faire place à l'étendard de Cuba. La période militaire de l'indépendance cubaine entraînait ainsi dans l'histoire. « Ainsi donc, dit M. Whitcomb (2), en 1904, les promesses des

(1) Immédiatement après l'occupation américaine, les forces militaires de Cuba comprenaient : 1° Une garde rurale de 1,200 hommes et 2° un corps d'artillerie de 250 artilleurs. Peu après, la garde rurale fut portée à 3,000 hommes et l'artillerie à 700. Néanmoins on ne pouvait guère voir là qu'une bonne force de police et non pas une véritable armée. Aussi les Américains s'en préoccupèrent-ils beaucoup, et considérant que, d'une part, toute guerre à laquelle les Etats-Unis prendraient part exposerait inévitablement Cuba au danger d'une attaque, que, d'autre part, toute guerre où Cuba se trouverait engagée amènerait les Etats-Unis à prendre la défense de l'île, demandèrent la création à Cuba d'une force capable de coopérer utilement avec la marine Yankee, à la défense des côtes cubaines menacées d'invasion.

(2) A. WHITCOMB. — *La Situation internationale de Cuba.*

Etats-Unis se trouvaient confirmées, les appréhensions des pessimistes dissipées, et les dispositions hostiles émises en 1902, solennellement réfutées. »

Apparemment, certes. Mais quelle était la solidité de l'œuvre? C'est ce qu'il convient maintenant d'examiner.

Quelque admiration que, par bien des endroits, méritent les Etats-Unis, il faut en effet reconnaître qu'ils n'ont jamais perdu leur temps avec les scrupules (1), et leur œuvre à Cuba ne se comprendrait pas si elle ne recouvrait un plan préconçu, que l'on peut d'ailleurs facilement reconnaître par l'étude des précédents, de la question du Texas notamment, dans laquelle nous retrouvons les mêmes jérémiades, les mêmes larmes de crocodile sur les gens que l'on veut dévorer. « Est-il possible, s'écriait le Président des Etats-Unis en 1859, qu'un tel pays soit abandonné à l'anarchie et à la ruine sans qu'il soit fait quelque effort pour le délivrer et le sauver ? » Conclusion, en moins de trente ans, sur les 216.012 lieues que comptait le Mexique, les Etats-Unis s'en adjugeaient 109.945. Nous pouvons donc prévoir, avec une certitude absolue l'annexion de Cuba aux Etats-Unis ; et qu'on ne nous oppose pas les diverses et successives déclarations du Gouvernement Fédéral de laisser son absolue autonomie à la Grande Antille, car pour le Texas aussi la même comédie se présenta ; bien plus, tant qu'il ne fut pas suffisamment Américain-

(1) « Ils (les Américains) ont mis en vedette dans leur Constitution le nom de Dieu, mais ils tiennent plus à l'ombre son commandement : Le bien d'autrui tu ne prendras. Ce grand peuple, religieux et libéral chez lui, est, au dehors, sans foi ni loi. Il y a du pirate dans le puritain. » — H. de LACOMBE, *Un précédent pour Cuba*.

nisé pour leur goût, les Yankees eurent l'habileté suprême de résister, et par deux fois (1835 et 1844), à l'annexion. Aussi lorsqu'enfin ils y accédèrent, ce n'est pas un simple territoire plus ou moins arriéré, mais un véritable Etat, en tous points américanisé, préparé à la tâche politique et administrative qu'il aurait à remplir, et incapable désormais de susciter aucun trouble, qu'ils adjoignirent à leur Union.

La même politique sera très certainement suivie à Cuba. Si nous nous rappelons en effet que, depuis le commencement du siècle, le gouvernement de Washington considère la possession de cette île comme indispensable à la sécurité de l'Union ainsi qu'à sa domination sur la mer des Antilles et le golfe du Mexique, nous comprendrons facilement combien sont chimériques et vaines les espérances de ceux qui croient, d'après les promesses américaines, que la Grande Antille finira tôt ou tard par être laissée complètement souveraine et libre de se gouverner elle-même (1). C'est d'autant plus

(1) De trop nombreux exemples sont, en effet, là pour nous montrer ce que vaut l'aune des promesses Yankees. A titre de document, citons un des plus récents :

Le 22 janvier 1903, les Etats-Unis et la Colombie signaient une convention pour la « construction d'un canal interocéanique entre l'Atlantique et le Pacifique » d'après laquelle la Colombie autorisait la Compagnie française en faillite du Canal de Panama « à vendre et transférer aux Etats-Unis ses droits, privilèges, propriétés et concessions... pour creuser, construire, entretenir, exploiter, diriger et protéger le canal maritime de l'Atlantique au Pacifique ». Ce traité fut ratifié le 17 mars 1903 par le Sénat américain ; le Congrès colombien, au contraire, demanda certaines modifications (notamment le paiement d'une forte indemnité) et en conséquence le rejeta après de vives discussions le 12 août 1903. Ne voulant pas accéder à ces demandes, les Etats-Unis s'empresèrent aussitôt de fomenter une insurrection dans la province colombienne de Panama. Après deux mois et demi de préparations, la révolution éclata le

illusoire que la question de Cuba préoccupe davantage les Yankees aujourd'hui que lorsqu'elle était espagnole : ils tremblent, en effet, que l'Angleterre ou l'Allemagne dont les intérêts prennent dans l'île un considérable développement (1) ne se targuent un jour, dans leur désir d'expansion coloniale, du moindre trouble, de la moindre difficulté, pour s'y installer ; or, comme pour les Américains (et c'est là l'opinion des sphères officielles) (2) les *Cubains ne sont que des nègres*, c'est-à-dire une population très inférieure, absolument incapable de maintenir l'ordre, ni d'arriver à se gouverner convenablement jamais, on comprend dans ces conditions que, en dépit de ses paroles dorées, le Gouvernement

mardi 3 novembre, et le lendemain 4, l'indépendance de la « République de Panama » fut proclamée. *Comme par un traité de 1846, les Etats-Unis s'étaient engagés à garantir à la Colombie ses droits de souveraineté et de propriété sur l'isthme de Panama*, ils auraient dû, en droit, intervenir pour aider à la répression de la rébellion, ou tout au moins garder une absolue neutralité et laisser la Colombie user de ses forces à son gré. Au lieu de cela, dès le 6 novembre 1903, c'est-à-dire au bout de trois jours à peine, ils déclarèrent officiellement reconnaître l'existence et l'indépendance de la « République de Panama ». Comme la Colombie voulait protester, ils la menacèrent de la réduire par la force, et celle-ci, « cédant à la dure loi des circonstances », dut s'incliner devant le fait accompli. — Dès le 18 novembre un traité était conclu entre les Etats-Unis et la nouvelle République, établissant le protectorat américain à Panama et donnant aux Yankees le droit, par eux si désiré, de construire le canal. — Comme on le voit, la foi jurée n'avait pas pesé lourd auprès de l'intérêt. Craignons qu'il en soit de même à Cuba.

(1) En 1904, les importations anglaises à Cuba étaient de 76,427,500 dollars ; en 1905, elles atteignaient 83,303,600 dollars. Quant aux importations allemandes, quoique beaucoup plus faibles, elles suivent la même proportion : de 17,970,125 dollars en 1904, elles sont passées à 22,311,512 dollars en 1905 — *Economiste* du 12 janvier 1907.

(2) Nous tenons cette information d'un personnage américain très haut placé ; mais qui, en raison de sa situation, nous a interdit de le désigner.

Fédéral soit en réalité fort peu disposé à laisser ses pupilles la bride sur le cou ; d'autant plus qu'il en pourrait résulter aujourd'hui pour les Yankees encore un nouveau péril. Ils poursuivent en effet très activement les travaux du canal de Panama dont le percement sera un des meilleurs moyens pour l'Union de consolider sa situation dans le Pacifique et lui permettra notamment de parler ferme aux Japonais ; mais il importe qu'elle soit maîtresse, non pas seulement du Canal, mais de ses avenues, en d'autres termes, il faut qu'elle arme et occupe Cuba « qui doit être comme une garde et une sentinelle dans le sentier de Panama, et doit pouvoir remplir ce rôle dans l'intérêt des Etats-Unis. » Au contraire, Cuba libre constituerait pour elle un péril. C'est ce que déclare nettement d'ailleurs le capitaine Mathew Hanna, attaché militaire des Etats-Unis à la Havane, dans le « *Journal of Military service Institution* » : « Nous avons, dit-il, chassé un ennemi, mais nous n'avons point fermé la porte à l'ennemi qui peut venir ; et Cuba indépendante présente dans une guerre plus de dangers qu'elle n'en aurait présenté sous la domination espagnole, à moins que l'Espagne n'eût été l'alliée de notre ennemi. »

Toutefois, comprenant que Cuba, sortant à peine de ses luttes pour l'indépendance, ne supporterait peut-être pas encore une annexion forcée, et préférant d'ailleurs se l'adjoindre du consentement même des Cubains qu'on travaillera dans ce sens, le président Roosevelt crut devoir déclarer récemment que la Grande Antille n'avait rien à craindre si elle *gardait une conduite raisonnable et observait ses engagements* (conditions considérées comme impossibles) : « Il est faux, disait-il,

» que les Etats-Unis soient assoiffés de conquêtes territoriales. Aucune nation n'a à craindre les Etats-Unis si elle maintient l'ordre sur son territoire, si elle s'acquitte des obligations qui lui incombent, si enfin elle montre qu'elle sait agir convenablement en matière de politique et d'industrie. Mais la malfaisance brutale et continue, l'impuissance qui résulte du relâchement général, des liens d'une société policée, voilà ce qui peut aboutir à une intervention de la part d'une nation civilisée. Les Etats-Unis ne peuvent pas se soustraire à ce devoir dans l'hémisphère occidental, mais il reste vrai que leurs intérêts sont identiques à ceux de Cuba.»

En revanche, la presse Yankee travaille de son mieux à amener les Cubains à demander d'eux-mêmes leur annexion (1). Voici en quels termes la revue américaine, le *Globe Democrat*, d'août 1904, expose le rôle de la presse à ce sujet : « Nous espérons que l'intelligence des faits et le consentement mutuel des deux Nations amèneront Cuba à faire partie, comme Etat, de l'Union. C'est le rôle de la presse de préparer cet événement par des exposés de faits, d'opinions et de conditions tels qu'il en paraît dans les colonnes du *Globe Democrat*..... Les Etats-Unis ont besoin de terres : l'expansion territoriale doit donc être la politique du Gouvernement actuel comme elle l'était aux premiers temps de la République. »

(1) Remarquons à ce propos que relativement à Cuba, dès les origines, dès 1810 ou 1812, il y a eu aux Etats-Unis une double politique : d'une part, une politique officielle correcte et réservée ; d'autre part, une politique populaire compromettante, envahissante, à la Cecil Rhodes, à la Jameson, ouvrant les voies à la première qui finit toujours tôt ou tard par en exécuter les vues. Cela permet simplement quelques hypocrisies de plus.

D'autres annexionnistes, comme l'*Albany Press*, du 27 novembre 1903, ne craignent pas de déclarer crûment que « l'élément dominant dans la question, ce sont les besoins des Etats-Unis, et non point l'idéal d'indépendance nationale que peuvent avoir les Cubains. Si ces besoins peuvent être satisfaits d'une manière pacifique, l'indépendance Cubaine sous le contrôle Américain peut durer, sinon les troupes nécessaires seront envoyées à Cuba aussi vite qu'à Porto-Rico ou qu'en Californie. »

D'autres encore, pour susciter chez les Cubains des désirs d'union avec les Etats-Unis, proposent le subterfuge suivant : gâter les Cubains par des cajoleries commerciales, puis quand ils seront en pleine prospérité, que l'aisance et le confort auront fait de notables progrès chez eux, alors, mais alors seulement, les placer devant le dilemme suivant : leur dire qu'ils peuvent amender leur Constitution en omettant les articles de l'Appendice qui en font nos pupilles, mais en même temps, par un tarif réimposé leur fermer notre marché, en sorte qu'ils soient forcés d'accepter leur ruine irrémédiable ou de s'annexer à nous. En d'autres termes, les Etats-Unis devront « faire semblant de les supporter et de les soutenir jusqu'au moment où ils seront assez loin pour couler, privés alors de notre aide et ne pouvant nager seuls. Nous sentirons à ce moment que le tarif réimposé les attire au fond comme un boulet et eux-mêmes reconnaîtront qu'ils sont allés trop loin pour ne pas perdre pied. »

Ce désir d'annexion est d'ailleurs surexcité par la hantise germanique qui commence à emplir toute âme anglo-saxonne. Les Yankees commencent, en effet, à

craindre que Cuba ne devienne un jour où l'autre, si elle ne fait bientôt partie de l'Union, la proie de l'Allemagne. Et le sénateur Morgan ne craignit pas de dire dans une séance du Congrès : « L'Allemagne deviendra bientôt le meilleur ami de la Reine des Antilles ; le soir elle patronnera son indépendance, pour pratiquer le lendemain l'annexion dès le soleil levant. »

Un homme s'est signalé aux Etats-Unis par son inlassable ardeur à réclamer l'Union volontaire de Cuba avec la Confédération Nord-Américaine ; c'est le sénateur Newland, qui, dans une discussion au Sénat, proposa nettement de faire à la Grande Antille l'invitation de devenir un Etat de l'Union. Mais le Gouvernement Cubain ayant fait à cette proposition un accueil plutôt froid, et le Président Palma notamment ayant déclaré que « la stabilité de son Gouvernement rendait tout désir d'entrer dans l'Union inutile pour Cuba, et que le seul désir de ses concitoyens était de voir se perpétuer la situation qui leur était faite », le Gouvernement Américain, en conséquence ne donna pas suite à cette idée, car il ne trouva pas digne de faire officiellement pareille offre à qui n'en avait pas l'air satisfait.

Il ne faudrait pas croire d'ailleurs qu'il ait par suite de cet échec abandonné son idée d'annexion ; non, seulement il a plus énergiquement encore activé l'américanisation de Cuba. La langue anglaise fait dans toutes les cités des progrès inquiétants ; l'immigration Américaine vers la Reine des Antilles se dessine de même aujourd'hui très nettement : plus de six cents agents aux Etats-Unis sont employés à créer ce courant, promettant aux Américains qu'ils trouve-

ront à Cuba des emplois de toutes sortes : « Ce sera un paradis pour les petits fermiers ; les éleveurs de bétail trouveront largement l'emploi de leurs connaissances ; les mécaniciens et plus généralement toutes les professions du commerce et de l'industrie y trouveront un terrain favorable ; les lois Cubaines sont justes et la probité commerciale des habitants ne saurait être mise en doute (1). » Les immigrants, en effet d'une part accroîtront la population trop restreinte de seize cent mille âmes, sur un sol capable de nourrir et d'enrichir quelques dix millions d'êtres, car il n'y a que cinq cent mille hectares, cultivés sur onze millions et demi ; et d'autre part, toute cette population Yankee, pleine d'un fervent jingoïsme, regrettant malgré tout à Cuba, sa constitution et son drapeau, sera d'un concours inestimable pour les annexionnistes. Aussi, grâce à la sérieuse campagne actuellement menée, chacune des six provinces cubaines possède-t-elle déjà une importante colonie d'Américains d'autant plus ardents à l'œuvre qu'ils savent travailler à la fois pour leur propre prospérité et pour celle de leur pays.

Les placements de fonds américains, sans atteindre encore les placements de fonds Espagnols, ont également pris à Cuba une importance considérable, d'autant plus considérable même que les Yankees sont beaucoup plus hardis et qu'ils n'hésiteront pas à vivifier par le rail toutes les richesses latentes de l'île.

Enfin un autre excellent procédé d'américanisation, c'est l'achat des terres. Des Compagnies Américaines se sont formées dans ce but ; et comme les Espagnols

(1) Extrait d'un prospectus prénant l'immigration.

qui en détiennent plus des trois quarts ne tiennent nullement à conserver des propriétés qui depuis de longues années déjà ne leur rapportent rien, ils les cèderont facilement. C'est là encore un point qui facilitera l'annexion; en effet, celle-ci réalisée, les barrières du protectionnisme américain s'abaisseraient d'elles-mêmes ; et si l'on considère que la livre de sucre vaut un sou dans la fabrique de l'île, que l'usinier la compte deux sous au courtier, qui la cède pour quatre aux entrepositaires de la Nouvelle-Orléans ou de la Floride, on voit quel bénéfice feraient ces derniers acquéreurs en s'appropriant les terres de production, si Cuba pouvait, sans tarifs prohibitifs, vendre sur les marchés yankees. C'est d'ailleurs sur cet intérêt économique que les annexionnistes américains comptent le plus pour déterminer Cuba à entrer dans l'Union, car il est évident qu'au point de vue moral elle n'y aurait guère avantage. Seulement, comme au-dessus de tous les arguments d'ordre moral se dresse l'inéluctable nécessité économique, que privée du marché américain Cuba ne saurait vivre, sa base économique étant l'exportation, il se trouve qu'en fait chacun raisonne sur les avantages de l'annexion complète et même l'espère sinon pour le présent du moins pour l'avenir, car, « sauf les soldats de l'Indépendance et leurs chefs politiques, tout le monde suppose que la prospérité du pays, du fait de l'annexion, décuplerait (1). »

(1) Paul ADAM. — *Vues d'Amérique*.

CHAPITRE VII

L'INSURRECTION DE 1906

La population de Cuba se trouve, *grosso modo*, divisée en deux parties : d'une part, les nationaux libéraux, et d'autre part les conservateurs. Ces derniers sont, en réalité, des opportunistes toujours disposés à soutenir le parti du plus fort. C'était le parti du Président Palma dont l'élection à la présidence fut d'ailleurs à bon droit attribuée à l'action des Américains (1).

Les nationaux libéraux, au contraire, soutiennent des idées radicalement antiaméricaines et se rebellent contre les dispositions de l'amendement Platt. A ce parti se rattachent presque tous les Cubains de couleur, car ils répugnent à l'annexion de leur île aux Etats-Unis, où l'élément noir est mis en une situation de notable infériorité.

Lors des premières élections, les conservateurs obtinrent la majorité. Mécontents de leur insuccès, les nationaux-libéraux entreprirent aussitôt, grâce à une disposition constitutionnelle vicieuse, une campagne

(1) On considérait que la Constitution cubaine, atténuée par l'amendement Platt et appliquée par un homme aussi favorable aux Etats-Unis que M. Estrada Palma faisait pratiquement de la République cubaine une dépendance de la grande République du Nord.

d'obstruction, et pendant plusieurs mois, la Chambre des Représentants ne put pas tenir séance, faute d'avoir atteint le quorum nécessaire ; de même ils cherchèrent à obtenir l'invalidation de quelques conservateurs dont ils croyaient pouvoir prendre le siège, mais ils échouèrent finalement dans toutes leurs tentatives et la législature put s'écouler à peu près tranquillement.

En septembre 1905, nouvelles élections. Grâce à une pression officielle éhontée (suspension de municipalités hostiles, destitution de gouverneurs suspects, mise des fonds secrets à la disposition des candidats conservateurs, arrestation, voire même assassinat des libéraux nationaux (1), ainsi que tous autres actes habituels de pression individuels et collectifs), le parti conservateur parvint à obtenir la réélection de tous ses candidats, d'autant plus facilement d'ailleurs que, devant le scandaleux spectacle qui leur était donné, et aussi peut-être craignant pour leur vie et leur liberté, les libéraux-nationaux avaient fini par se retirer, abandonnant les urnes, avant même la clôture des élections. A l'ancienne coterie espagnole avait, en effet, succédé une petite camarilla cubaine exploitant le pouvoir (2),

(1) Le Président Palma avait, paraît-il, notamment donné l'ordre, tant aux gardes ruraux qu'aux agents de police, d'arrêter tous les électeurs qui ne leur paraîtraient pas favorables aux candidats conservateurs. Ce système d'opposition atteignit rapidement un tel degré que les leaders libéraux nationaux furent assaillis à coups de fusil et que plusieurs d'entre eux furent tués. C'est ainsi par exemple que M. Villuendas, leader libéral, jeune avocat de talent, fut assassiné par le sénateur conservateur Frias.

(2) Ainsi, par exemple, le gouvernement employait l'argent du Trésor, sans donner aucune justification, au profit des leaders conservateurs, dont plusieurs firent fortune en peu de temps. De même une somme de cinq millions

auquel nul n'était admis s'il ne montrait au préalable patte blanche, et qui, loin de vouloir réformer quoi que ce fût, ne cherchait au contraire qu'à maintenir les vieux abus, dont elle profitait désormais, après en avoir jadis gémi. C'est là, d'ailleurs, un fait psychologique remarquable : Nul peuple de race latine (et c'est le cas des Hispano-Américains) n'a pu parvenir à comprendre que le pouvoir avait pour but, non point de permettre à ses détenteurs de s'emplier les poches, mais de gérer au mieux des intérêts de tous la « Res publica », la chose publique. Pour eux, le pouvoir n'est qu'une « assiette au beurre » dont doivent profiter ceux qui sont à l'entour. Sous ces néfastes influences, le Président Estrada Palma, si libéral pourtant lors de la lutte pour l'Indépendance, s'était bientôt trouvé gâté et avait été ainsi amené à inaugurer dans la Grande Antille une politique dictatoriale et conservatrice plus intolérable chaque jour.

Il ne fallait pas plus que ce second échec électoral pour réveiller chez les nationaux-libéraux le vieil instinct héréditaire qui poussa toujours à l'insurrection et à l'anarchie tous les peuples de race espagnole. Aussitôt en effet, les sourdes menées recommencèrent, des conciliabules se tinrent dans l'ombre, et l'on prépara en silence une action par les armes qui donnerait enfin, avec le pouvoir, les galons et les places. On ne s'en tint pas d'ailleurs à de simples vellétés, et l'arrestation en masse à la Havane, le 20 août 1906, de plus

de francs, précédemment votée pour accomplir des travaux publics fut employée à acheter et à armer des renégats qui, pendant la guerre de l'Indépendance, avaient pris les armes contre les Cubains.

de six cents personnes, dont plusieurs notabilités libérales (1), vint révéler à tous l'existence d'un complot très sérieux contre la vie du Président Palma.

Aussitôt, l'insurrection, latente jusque-là, éclata violemment et se répandit par toute l'île comme le feu sur une trainée de poudre : Dès le 22 août, le *Herald* estimait que le nombre des insurgés en armes dépassait mille et considérait la situation comme des plus sérieuses, d'autant plus sérieuse, que les renforts envoyés par le gouvernement contre les rebelles étaient insuffisants et composés de jeunes recrues inexpérimentées. D'ailleurs, dès ce même jour, le Président Palma s'empessa de faire publier un décret, aux termes duquel la police rurale était augmentée de 2.000 hommes, et de donner d'autre part aux chefs de l'armée carte blanche en ce qui concernait les achats d'armes.

Devant ces événements, la Chambre fut réunie d'urgence.

Dans l'après-midi, les troupes insurgées, sous les ordres du chef nègre Quentin Banderas, se heurtèrent, à 20 milles de la Havane, près Hoyo-Colorado, aux gardes ruraux du général Emilio Nunez, gouverneur de la province de la Havane. Il y eut de nombreux blessés des deux côtés, néanmoins le résultat de la bataille fut négatif et les deux adversaires couchèrent sur leurs positions. Au milieu de la nuit, la lutte reprit, très vive, et Quentin Banderas fut tué.

Deux autres rencontres eurent lieu dans la même

(1) Citons notamment : le général Carlos Garcia Velez ; son frère Fisnto Velez, ex-sénateur ; M. Monte Agudo, chef de la police ; M. Manuel Piédro, membre de la Chambre des représentants ; le général Enrique del Castillo, ex-membre du Congrès.

journée ; elles aboutirent à couper Matanzas, Cardenas et Santa Clara de toute communication. Le général insurgé Pino Guerra, marchant sur la province de Pinar del Rio, s'empara de San Juan de Martinez, point terminus du chemin de fer de l'Ouest ; aussitôt il télégraphia aux administrateurs de la Compagnie que si des troupes régulières étaient embarquées sur la ligne, il ferait sauter les ponts et détruirait le matériel ainsi que les bâtiments. Devant ces menaces, le gouvernement donna, dès le lendemain, les ordres nécessaires pour faire garder le voie et les ponts du chemin de fer de l'Ouest entre Pinar del Rio et San Juan de Martinez.

Le 24 août, M. O'Farril, secrétaire des affaires étrangères, de la justice et de l'intérieur, donna sa démission. Interviewé, son successeur le général Freyre Andral, antérieurement président de la Chambre des Représentants, déclara que, pour le moment, la situation était assez mauvaise à certains égards, mais que le gouvernement s'en rendrait certainement maître.

Le 25 août, le général Pino Guerra se présenta devant Pinar del Rio à la tête de 5.000 partisans : c'est là une des meilleures preuves de la rapidité d'extension de l'insurrection, puisque le nombre des insurgés avait presque décuplé en trois ou quatre jours.

Ce même jour, le capitaine Mackay, directeur d'une Compagnie de vapeurs entre la Havane et Tampa, en Floride, fit les déclarations suivantes, en arrivant à ce dernier port : « Une panique s'est emparée des habitants de la Havane, les affaires sont arrêtées, le chômage agricole est général. Le Président Palma n'a pas quitté son palais de toute la semaine, il est en quelque sorte prisonnier, et l'on prend de nombreuses

précautions pour empêcher qu'il ne soit assassiné. Le gouvernement Cubain est en train de transformer en canonnières des steamers faisant le service des côtes, afin de protéger les ports de l'île. De plus, en prévision de la destruction des chemins de fer, un commissaire a été envoyé aux Etats-Unis pour y acheter 2.000 chevaux. »

Sur ces nouvelles, les Cubains habitant New-York adressèrent au Président Roosevelt une pétition pour lui demander d'intervenir. La presse commençait d'ailleurs à devenir pessimiste.

A Cuba, les rencontres meurtrières se multipliaient, aussi le Président Palma câbla-t-il à son ministre, le général Rius Rivera, qui visitait le Centre et le Sud-Amérique, de revenir immédiatement ; le 26, il fit officiellement appel à des volontaires pour former une milice d'infanterie et de cavalerie qui coopérerait avec les forces régulières, sous le commandement de chefs des gardes ruraux.

Le 27 août, le bruit courut à la Havane que le Gouvernement allait publier une proclamation annonçant qu'une amnistie serait accordée à tous ceux qui avaient pris les armes, si dans un délai de 30 jours ils étaient rentrés paisiblement dans leurs foyers. Le Gouvernement fit démentir aussitôt ce bruit ; bien plus, il donna l'ordre de réquisitionner tous les chevaux du pays, ce qui amena des protestations de la part des consuls étrangers contre la saisie des chevaux de leurs nationaux.

Là-dessus s'éleva un très vif incident entre le Président et le Vice-Président de la République Cubaine. Ce dernier était soupçonné de s'entendre avec le chef

du parti libéral pour rétablir la paix et de viser ainsi à remplacer le Président Palma. Celui-ci crut donc en conséquence pouvoir reprocher à M. Capote de le trahir et de favoriser l'insurrection ; à quoi ce dernier riposta en accusant M. Palma d'être un Président sans prestige, de constituer en réalité la seule cause des troubles actuels, et en lui affirmant que s'il démissionnait et consentait à se soumettre de nouveau au suffrage universel, il n'y avait point de doute que le général Guerra ne mit bas les armes.

Effectivement, deux jours après, le 28 avril, le général Pino Guerra, interviewé par un journaliste, lui déclara son intention de poursuivre la lutte tant que la dernière élection présidentielle ne serait pas annulée : « les insurgés Cubains ne consentiront en effet à déposer les armes qu'aux trois conditions suivantes :

1^o Amnistie complète ;

2^o Démission d'Estrada Palma ;

3^o Nouvelles élections conduites légalement et loyalement ; sinon, ils préfèrent prolonger suffisamment la lutte pour justifier l'annexion de Cuba à l'Amérique. »

Le 4 septembre, le correspondant du *Globe* télégraphiait à son journal que la situation empirait plus que jamais à Cuba et que notamment les insurgés s'étaient assuré des partisans dans la partie orientale de l'île, qui jusqu'alors n'avait pas pris part à l'agitation ; et le 5, en effet, une grande et terrible bataille qui dura deux jours et se termina à l'avantage des insurgés s'engagea près de Cienfuegos.

C'est alors que des personnalités ayant de gros intérêts à Cuba, considérant que si la révolte continuait, la prospérité de l'île en recevrait un coup fatal, deman-

dèrent au Président Palma de faire le nécessaire pour amener la paix, faute de quoi elles réclameraient l'annexion immédiate de l'île aux Etats-Unis. Là-dessus, le Président Palma envoya deux négociateurs officiels aux insurgés pour traiter de la paix, mais ceux-ci publièrent aussitôt un manifeste déclarant qu'ils ne voulaient rien entendre tant que le Président et les autres fonctionnaires du Gouvernement n'auraient pas démissionné.

Le Président Palma décida alors de provoquer, pour le 14 septembre, une réunion du Congrès afin de discuter sur l'état troublé du pays et sur les mesures à prendre pour rétablir l'ordre; mais, dès le 11, il lança un décret suspendant toutes les garanties constitutionnelles dans les provinces de Pinar del Rio, la Havane et Santa Clara; il publia également une loi dont l'application équivalait à l'établissement de l'état de siège, pour être immédiatement mise en vigueur dans les trois provinces sus-visées. En même temps, il ordonna l'arrestation de presque tous les libéraux, mais beaucoup purent disparaître avant; parmi les arrestations marquantes, on ne peut guère citer que celles de MM. Villuendas, Bongès et Varona, tous trois membres du Congrès. Il fut impossible de mettre la main sur M. Zayas, chef du parti libéral (1).

Lorsque la nouvelle de la signature de ces décrets parvint aux Vétérans (parti politique, qui sans approuver le Président Palma, du moins ne prenait pas part à l'agitation), la plus grande indignation se manifesta parmi eux; M. Sanguily déclara que la seule politique

(1) Prévenu à temps, celui-ci était allé se joindre au corps des insurgés.

à adopter était de faire cause commune avec l'opposition au Gouvernement ; et les Vétérans adoptèrent une résolution dans laquelle ils déclaraient renoncer désormais à leur effort pacifique, et exprimaient leur regret de l'attitude du Gouvernement.

Loin de tenir compte de ce symptématique avertissement, le gouvernement Cubain s'entêta et le général Montalvo, ministre des travaux publics, déclara « qu'on avait montré trop de longanimité vis-à-vis des rebelles, et que le désir d'éviter l'effusion de sang entre frères avait été pris à tort pour de l'hésitation. La suspension des garanties constitutionnelles, ajouta-t-il, était nécessaire pour pouvoir arrêter plusieurs sénateurs et congressistes qui formaient le Comité révolutionnaire central de la Havane. »

Le 12 septembre, la Junte révolutionnaire Cubaine se réunit à New-York pour examiner, devant l'attitude du Président Palma, l'opportunité d'une démarche auprès du gouvernement de Washington en vue de lui demander son intervention. Un avocat de la Havane exposa la situation de Cuba, en fournissant, à l'appui de ses allégations, des télégrammes dans lesquels les conjurés Cubains déclaraient qu'ils pouvaient prendre la Havane en huit jours et qu'ils la prendraient si le Président Palma n'acceptait leurs conditions, à savoir :

- 1^o Annulation de la dernière élection présidentielle ;
- 2^o Amendement à la Constitution substituant au suffrage universel la méthode française pour la nomination du Président.

A la suite de cette conférence, tandis que l'Etat-Major américain s'occupait de dresser un plan en vue

de l'occupation éventuelle de Cuba, M. Bonaparte, ministre de la marine des Etats-Unis, se rendait à Oyster Bay pour examiner la situation de concert avec le président Roosevelt. Il en résulta un premier envoi de navires de guerre à Cuba dans le but avoué d'y assurer la protection des intérêts américains et de se tenir à la disposition des sujets Yankees pour qu'ils pussent s'y réfugier en cas de danger. C'étaient en réalité les préliminaires d'une nouvelle intervention.

Dès le 14 septembre, la canonnière américaine *Marietta* arrivait à Cienfuegos, ville assiégée par les insurgés et y débarquait un détachement.

De même à la Havane, le commandant du *Denver* fit débarquer des troupes d'infanterie de marine. On essaya d'abord de soutenir que ces débarquements étaient de simples mesures de précaution, ayant pour unique objet d'assurer la protection des biens des personnes des sujets Américains; on niait au contraire énergiquement qu'ils eussent en vue la protection du Président Palma et de son gouvernement. Mais on dut bientôt reconnaître que le débarquement des marins américains avait eu lieu en réalité à la requête du Président Palma. Celui-ci, en effet, dans une conférence avec le chargé d'affaires de l'Union qui lui demandait si le gouvernement Cubain se sentait en mesure de protéger les citoyens des Etats-Unis, lui avait répondu qu'effectivement il le pensait, mais que toutefois, par mesure de prudence, il croyait qu'il serait opportun, tant pour la protection des Yankees en particulier, que pour le maintien de l'ordre en général, de débarquer un détachement d'infanterie de marine. D'ailleurs, tandis que s'opérait le débarquement, le

Président Palma se tint, pour y assister, à un balcon du palais ; après quoi, en présence des Ministres et de quelques Membres du Congrès, il fit la solennelle déclaration suivante : « Si le Congrès ne s'assemble » pour faire tout son devoir, je ne pourrai mieux prouver mon amour pour mon pays qu'en donnant Cuba » à la grande Nation qui l'a délivrée du joug des » Espagnols et l'a conduite vers la liberté et le progrès. »

Le Congrès, convoqué pour le 14, se réunit dans l'après-midi : sa session extraordinaire ne dura qu'une seule séance, dans laquelle il vota d'ailleurs toutes les mesures qui lui avaient été demandées, à savoir :

1^o Octroi au Président Palma de pouvoirs plus étendus que ceux à lui impartis par la Constitution pour conduire la guerre, y compris le droit de disposer des fonds publics et de révoquer les précédentes affectations budgétaires, afin de permettre l'emploi des fonds pour la poursuite de la guerre ;

2^o Autorisation de porter à 10,000 hommes l'effectif de la police rurale et à 2,000 celui de l'artillerie.

Le Président Palma présenta au Congrès un court Message dans lequel il déplorait la conduite de l'opposition sur laquelle il rejetait la responsabilité de la rébellion ; mais ce Message ne contenait aucune proposition, en dehors de celle d'approuver tous les décrets du pouvoir exécutif et de prendre toutes les mesures propres à terminer la guerre.

Le 15 septembre, M. Roosevelt fit tenir à M. Quesada, ministre de Cuba à Washington, une note dans laquelle, sous les apparences de plaider la cause de la paix et d'attirer son attention sur les responsabilités assumées par les Etats-Unis envers Cuba, il l'avisait

en réalité que si l'ordre ne se rétablissait bientôt, les Américains interviendraient, et sérieusement, à Cuba. Il disait notamment : « La paix et la prospérité dont a » joui l'île pendant les sept dernières années sont mena- » cées par le fléau de l'anarchie. Quiconque est respon- » sable de cet état de choses est un ennemi de Cuba. Le » seul moyen pour le peuple Cubain d'assurer le main- » tien de son indépendance et de s'en montrer capable » est de continuer à suivre la voie de l'ordre et de la » paix. Notre intervention ne se produira que si Cuba » devenait le théâtre d'exploits révolutionnaires et ne » se montrait ainsi incapable de se gouverner. J'adjure » solennellement tous les patriotes cubains d'oublier » leurs divergences d'opinions, de faire taire leurs ambi- » tions personnelles et de se souvenir que le seul » moyen de conserver l'indépendance de la République » est d'écarter la possibilité d'une intervention ». Et le Président Roosevelt terminait en rappelant son droit, aux termes de l'Amendement Platt, d'intervenir pour maintenir le gouvernement cubain et assurer la protection des existences, des biens et de la liberté de parole.

Non content d'avoir envoyé cette note au gouvernement Cubain, le Président Roosevelt ordonna encore à son secrétaire de la guerre, M. Taft, de se rendre immédiatement à Cuba pour se rendre compte sur place de la situation et chercher à rétablir la paix.

Interviewé sur sa mission, M. Taft dit qu'il déclarerait nettement au Président Palma, comme aux chefs des rebelles cubains, que les Etats-Unis étaient décidés à exercer leur autorité et que, s'ils étaient forcés d'intervenir, ils auraient d'abord à établir un gouverne-

ment provisoire et se verraient peut-être obligés d'occuper l'île.

Pris de peur, le Gouvernement Cubain chercha alors à s'entendre avec les insurgés et il annonça qu'il suspendait les hostilités pour une période indéfinie dans le but de rétablir la paix avant l'arrivée de M. Taft ou tout au moins avant une intervention quelconque des Etats-Unis. Mais les chefs rebelles, réunis à l'hôtel de ville de Bejneal (à 15 milles de la Havane), décidèrent, après une violente discussion, de repousser les propositions de paix du Gouvernement. Devant cette réponse les membres du Cabinet cubain déclarèrent qu'ils ne voyaient plus aucun moyen d'éviter l'intervention des Etats-Unis. Néanmoins, le 18 septembre, le général insurgé Castillo écrivit au chargé d'affaires américain que les révolutionnaires étaient disposés à suspendre les hostilités afin de faciliter les négociations de paix, s'ils recevaient l'assurance qu'il serait procédé à des élections générales et si on leur donnait des garanties de justice et de liberté. Le général Castillo réclamait, en outre, la démission du gouvernement actuel : « Nous n'avons, disait-il, aucun candidat à mettre sur les rangs, mais nous ne tolérerons pas que les élections soient monopolisées par l'exécutif. »

Le même jour (18 septembre), à la suite de divergences d'opinions avec le Président Palma, au sujet de la prochaine visite de M. Taft, M. Hevia, secrétaire d'Etat cubain, donna sa démission : il fut remplacé par M. Diago.

M. Taft étant enfin arrivé, il eut dès le 20 une entrevue avec le Vice-Président de la République, M. Capote, et avec le chef du parti libéral, M. Zayas, qui lui

firent part des faits qui avaient amené la révolution. Le général Menocal, intervenant au nom des Vétérans, fit alors connaître les efforts qu'il avait faits pour maintenir la paix.

M. Taft déclara qu'une bonne dizaine de jours lui étaient nécessaires pour mener à bien son enquête; sur sa proposition, le maire de Cardenas convoqua une réunion des principaux représentants du commerce cubain pour fournir au ministre américain toutes les informations désirables au sujet de la situation de Cuba. Après cette conférence, M. Taft envoya au Président Roosevelt un télégramme pessimiste où il décrivait l'anarchie absolue de l'île et se disait absolument décidé à ne pas traiter avec les insurgés armés, ce qui impliquait fatalement une intervention et une occupation de Cuba par les Américains.

Comme les forces du général Pino Guerra avaient pénétré dans la province de la Havane et s'avançaient sur Marianao, M. Zayas, sur l'ordre de M. Taft, se rendit auprès du général pour lui demander de s'arrêter. Celui-ci consentit à se retirer à 10 milles au sud de la Havane et à attendre là les décisions de l'envoyé américain.

Quant au parti conservateur, son comité exécutif décida d'accepter les décisions de M. Taft à la condition que les libéraux déposeraient les armes et s'engageraient également à accepter ces mêmes décisions.

A l'issue d'une conférence tenue le 24 septembre entre le comité des insurgés et les commissaires américains, les insurgés annoncèrent que l'accord s'était virtuellement établi entre eux et les médiateurs et qu'il n'y avait plus qu'à rédiger le projet définitif du règlement.

Mais les conservateurs, qui s'étaient pourtant engagés à accepter, eux aussi, la décision de M. Taft, la repoussèrent, se refusant même à présenter un contre-projet. Aussi M. Taft, fort mécontent, considéra-t-il désormais comme impossible de pouvoir aboutir à la paix sans faire appel à la force. Il se déclarait très mécontent des procédés mesquins des gouvernementaux, se plaignant, entre autres, que leur objet fût moins de sauver la République que de garder la haute main sur l'administration ; il critiquait fort aussi le Président Palma de n'avoir pas consenti à accepter un compromis honorable avec ses adversaires ; aussi, tandis qu'au début il faisait son possible pour maintenir le Président Palma au pouvoir, il le sacrifia désormais et usa de toute son influence pour l'amener à démissionner ainsi que son gouvernement, ce qui revenait à s'allier aux insurgés. Devant cette coalition, le Président Palma comprit que toute résistance devenait impossible et convoqua pour le jeudi suivant le Congrès en réunion extraordinaire pour lui remettre sa démission et celle des autres membres du gouvernement. A cette nouvelle, M. Zayas, plein de fureur, s'écria : « Ils nous ont trahis, ils ont livré la République aux Américains. »

Pour éviter des troubles, M. Roosevelt ordonna aussitôt (26 septembre) que tous les hommes d'infanterie de marine disponibles fussent débarqués à Cuba. En conséquence, ordre fut donné aux croiseurs *Prairie* à Boston et *Brooklin* à Philadelphie, ainsi qu'au cuirassé *Texas* à Norfield, outre les transports affrétés à la Nouvelle-Orléans, de transporter des troupes dans la Grande Antille, ce qui porta à 12,000 environ le nombre d'hommes à Cuba ou en route. M. Taft déclara que

des débarquements seraient opérés non seulement à la Havane et à Cienfuegos, mais encore en tous points utiles afin d'assurer l'ordre sur toute l'étendue de l'île.

Comprenant enfin la faute qu'ils avaient commise en s'entêtant dans leur intransigeance, les conservateurs décidèrent d'assister, le jeudi 28, à la séance du Congrès et de voter contre l'acceptation de la démission du Président Palma, espérant ainsi empêcher une intervention immédiate des Etats-Unis. Mais il était trop tard, les offres de démission du Président, du Vice-Président et des ministres ayant déjà été remises aux Américains; aussi lorsqu'une députation vint demander au Président Palma de reprendre sa démission, ne put-il répondre que par un refus. Sur quoi, M. Dolz, président du Congrès, déclara : « La République a vécu désormais, car nous n'aurons pas ce soir en séance le quorum requis pour l'élection présidentielle. »

Le Congrès leva sa séance à 5 heures, fixant la suivante à 9 heures ; mais le soir 4 congressistes seulement répondirent à l'appel et ils se séparèrent quelques instants après sans avoir discuté.

Le 29 septembre, M. Taft, ministre de la guerre américain, se proclama gouverneur de Cuba « jusqu'à ce que de nouvelles élections loyalement faites aient formé un Parlement représentant réellement la volonté des Cubains ».

La proclamation de M. Taft fut publiée dans la *Gazette officielle* et tirée à des milliers d'exemplaires sur feuilles volantes qui furent distribuées par toute l'île.

Sa teneur fut généralement accueillie avec satisfaction, spécialement à cause de la modération avec laquelle il était déclaré que le gouvernement provi-

soire n'était formé que pour parer aux nécessités de la situation, avec promesse qu'il serait maintenu purement et simplement pour maintenir la paix, l'ordre et la confiance publics et qu'il ne durerait que jusqu'à l'établissement d'un gouvernement permanent.

La proclamation signalait l'échec du Congrès cubain à agir après la démission irrévocable du Président et à lui trouver un successeur, laissant ainsi le Gouvernement sans chef en pleine crise.

La situation exige, selon le vœu même du Président, continuait M. Taft, que d'autres mesures soient prises sous l'autorité du Président des Etats-Unis pour le rétablissement de l'ordre, comme pour la protection de la vie et de la propriété individuelle et, dans ce but, l'établissement d'un Gouvernement provisoire est indispensable.

La proclamation déclarait, en outre, que tous les départements exécutifs, ainsi que les gouvernements provinciaux et municipaux continueraient à être administrés comme sous la République cubaine ; les tribunaux continueraient à rendre la justice, et toutes les lois qui ne seraient pas de leur nature inapplicables demeureraient en vigueur.

Cet établissement par les Etats-Unis d'un Gouvernement provisoire à Cuba fut très bien accueilli par les Cubains de toutes classes et de toutes les opinions et eut pour premier résultat de mettre fin à la petite guerre qui se poursuivait dans l'île.

Les troupes gouvernementales cubaines, de même que les insurgés en campagne, acclamèrent les Etats-Unis et M. Taft lorsqu'ils eurent connaissance des termes de la proclamation.

Les chefs révolutionnaires promirent le désarmement immédiat et général de leurs hommes, mais ceux-ci, s'ils consentirent à ne plus combattre, refusèrent du moins de rendre leurs armes, sous le prétexte qu'elles leur appartenaient.

En ce qui concerne les sentiments des classes supérieures à Cuba au sujet de l'intervention des États-Unis, nous pouvons les connaître par les déclarations de M. Rivero, rédacteur en chef du *Diario de la Marina*, grand journal de la Havane. D'après lui, les « classes productrices » devaient faire bon accueil à l'intervention à la condition que celle-ci fût *précise et durable* ; mais si cette intervention était seulement temporaire, elle plairait plutôt aux politiciens. Et il ajoutait : « La rébellion actuelle à Cuba a encouragé dans une mesure considérable les *sentiments en faveur d'une annexion par les États-Unis*. S'ils ne prennent cette mesure, ceux-ci se trouveront bientôt dans la nécessité d'intervenir de nouveau à Cuba et peut-être dans des conditions plus difficiles et plus dangereuses. »

Quant aux classes inférieures, on ignore toujours leurs véritables sentiments, la masse de la population cubaine demeura, en effet, parfaitement indifférente et l'intervention des États-Unis provoqua certainement chez elle bien moins d'émotion que n'en auraient suscité par exemple des élections municipales.

Pour ce qui est des insurgés, la solution survenue représentant le triomphe de leurs aspirations, puisqu'ils avaient obtenu la démission du Président Palma et de son gouvernement et la promesse de nouvelles élections, ils étaient enchantés.

Restaient les politiciens conservateurs. Ceux-ci, au

contraire, protestèrent vivement contre l'intervention américaine, déclarant qu'elle leur retirait toute liberté de servir leur pays ; en conséquence, et par mesure de protestation, ils décidèrent de ne plus reparaître au Congrès.

En résumé donc, le retour des Américains fut généralement vu d'un bon œil, comme présageant une nouvelle ère de paix ; en effet, ils poursuivirent aussitôt la pacification de l'île, n'hésitant même pas, pour la hâter, à proclamer l'amnistie de tous les crimes commis à l'occasion de la Révolution.

Après quoi, M. Taft, jugeant sa tâche achevée, retourna à Washington. Il fut remplacé à Cuba par M. Charles Magoon, ancien gouverneur de Panama, très réputé comme administrateur. Celui-ci commença aussitôt par nommer une commission consultative pour réformer les lois municipales, provinciales, électorales, ainsi que le pouvoir judiciaire ; annula les élections de septembre 1905 et promit que de nouvelles élections auraient lieu dès que le pays serait complètement pacifié et l'ordre rétabli, laissant entendre que ce serait dès le début de 1907. Néanmoins, voici bientôt six mois de cette année déjà écoulés, et, comme la sœur Anne du conte, nous ne voyons toujours rien venir. Craignons que la comédie jouée par les Anglais en Egypte ne se renouvelle, et que les Yankees, réinstallés dans la Grande Antille n'y demeurent à jamais. Certes, ils auraient vraisemblablement préféré ne pas déchristianiser la guerre sainte qu'ils prétendirent soutenir contre l'Espagne en 1898 ; leur rêve eût été de voir Cuba assagie, pacifiée, américanisée, solliciter de l'Union son annexion comme Etat, car cela leur aurait

permis de réaliser ainsi l'idée de Jefferson : « Ne pas » aller à Cuba par la force, mais par la volonté des Cubains. » Toutefois il nous semble que cette insurrection dernière va probablement influencer sur leur conduite politique et les obliger à maintenir sur l'île leur domination : ils n'entendent pas, en effet, que Cuba puisse suivre l'exemple de Saint-Domingue ou d'Haïti et ne veulent à aucun prix que l'anarchie se donne libre jeu à leurs portes(1). Est-ce à dire pourtant qu'ils vont ouvrir leurs bras aux Cubains et les accueillir dans l'Union ? Nous ne le pensons pas. Ce serait en tout cas une très grave faute. On ne mêle pas de plein gré le mauvais et le bon ; or, les Cubains venant de donner à tous la preuve irrécusable et manifeste de leur absolue incapacité politique, comme de l'impossibilité où ils se trouvent encore de former à eux seuls un Etat, les annexer reviendrait à vouloir porter dans le gouvernement fédéral le trouble et le désordre et risquerait fort de jeter les ferments de discorde dans cet ensemble harmonieux.

La solution, selon nous, sera donc le maintien du protectorat(2), mais considérablement renforcé, le peu d'au-

(1) Nous tirons d'ailleurs argument en ce sens d'un récent et symptomatique article de la *Nort American Review*. où il est dit ; « Quand il a été permis aux Américains de travailler avec des méthodes américaines, le succès a été des plus notoires. Au contraire, lorsqu'il a été permis aux Cubains de procéder par eux-mêmes, ils ont glissé aux méthodes de l'Espagne. Ils ont servi leur intérêt personnel et non le bien public, et le résultat s'est traduit par un insuccès désastreux....., en sorte que pour cause de négligence, le problème se trouve être devenu plus difficile qu'il ne l'a jamais été. »

(2) On pourrait se demander pourquoi, selon la règle constante en cas d'annexion, les Américains ne commenceraient pas à constituer Cuba en « territoire », ce qui leur permettrait de l'admettre dans l'Union dès qu'elle paraît

tonomie dont jouissaient les Cubains disparaîtra tout à fait et les Yankees auront beau jeu pour ce faire, leurs pupilles ne sachant pas vivre en liberté.

trait suffisamment américanisée et ne contenir plus d'élément hétérogène. Mais à suivre cette procédure, Cuba, étant donnée sa population de 1,600 mille habitants, devrait immédiatement être considérée comme Etat, et c'est précisément ce que veulent éviter les Yankees qui la trouvent encore par trop anarchique.

CHAPITRE VIII

OPINION OFFICIELLE DES CUBAINS SUR LA SITUATION DU CUBA

Après avoir ainsi examiné la misérable situation politique des Cubains, il nous reste à rechercher maintenant comment eux-mêmes l'apprécient, ou du moins comment, aux yeux du monde, ils se donnent l'air de l'apprécier.

Dans une lettre qu'il nous fit l'honneur de nous écrire le 27 mars dernier (et qu'on trouvera d'ailleurs reproduite *in extenso* à l'Appendice) M. Miguel Angel Campa, chargé d'affaires intérimaire de Cuba en France, nous donne tous les renseignements qui peuvent nous être nécessaires dans ce but.

Avouons toutefois et d'abord qu'à première lecture cette lettre apparaît quelque peu stupéfiante et témoigne que les Cubains :

« Plus délabrés que Job et plus fiers que Bragance »

ont su prendre à l'Espagne, avec le grand orgueil des hidalgos, l'habitude de toujours sauver la face.

D'après M. Miguel Angel Campa, en effet, Cuba continue d'être un *Etat souverain* et il en donne pour preuve que l'île jouit toujours d'un corps diplomatique accrédité à l'étranger ; seulement il oublie de dire que

cette diplomatie est sous la surveillance constante des Yankees et reçoit son impulsion de Washington. Il est vrai qu'un peu plus loin il déclare : la Grande Antille est un Etat souverain dont le *chef est un étranger*, traduisons un *fonctionnaire étranger* ; mais alors que devient la souveraineté cubaine ? puisque, de l'aveu de M. Campa lui-même, le gouverneur *ordonne et décrète librement* au nom de la République ; certes, notre honorable correspondant ajoute « *sans consulter Washington* » ; mais cette simple affirmation gratuite ne nous suffit pas : il faudrait nous la prouver, ce qu'on se garde bien de faire ; et personne n'admettra qu'un pays administré par un fonctionnaire étranger, agissant sur l'ordre de son gouvernement, puisse être souverain et indépendant, alors même que ce fonctionnaire jouirait d'une initiative propre. N'est-ce pas d'ailleurs le cas de nos gouverneurs d'Algérie, d'Indo-Chine, de Madagascar ? et pourtant tout le monde est d'accord pour voir dans les contrées soumises à ces fonctionnaires de simples colonies françaises.

M. Campa continue en nous déclarant ingénument que : « la plupart de ceux qui commentent la situation actuelle de Cuba ignorent que *les Américains, en intervenant à Cuba, n'ont fait qu'user du droit que les Cubains eux-mêmes leur ont concédé* dans la Constitution et qui consiste à intervenir pour rétablir l'ordre quand celui-ci aura été troublé..... et que le Gouvernement se déclarera impuissant à rétablir la tranquillité du pays ». Est-ce donc que, par hasard, M. Campa ignorerait lui-même ce point de l'histoire de son pays, ce fait de notoriété publique que les Cubains n'ont rien *concédé* du tout aux Yankees, mais que ceux-ci, devant leur *résistance*

acharnée, ont dû les menacer de leur force pour les *réduire* au contraire à insérer dans leur Constitution l'*Amendement Platt*, c'est-à-dire l'œuvre d'un fervent Américain? Plus tard, il est vrai, les dispositions de cet Amendement passèrent dans un traité : mais ce fut là, de la part des Cubains, un simple moyen de sauver la face, et ils ne s'y résignèrent d'ailleurs qu'après avoir éprouvé la vérité de notre vieux dicton : « Contre la force, pas de résistance ». Au surplus, que reste-t-il de la souveraineté et de l'indépendance d'un pays, si, comme nous l'avons déjà dit, une autre nation cinquante fois plus peuplée et plus riche a le droit d'intervenir toutes les fois que le Gouvernement manque ou est censé manquer à certaines obligations, et si elle s'est fait concéder d'avance, pour rendre cette intervention plus efficace et plus prompte, un certain nombre de stations navales, points de débarquements tout indiqués pour ses troupes ?

M. Campa nous indique ensuite qu'une Commission consultative composée de Cubains éminents travaille à rédiger les bases de nouvelles lois municipale, provinciale, électorale, et il s'en réjouit fort sous prétexte que les lois cubaines, « calquées sur les anciennes lois espagnoles, se prêtaient aux abus et aux fraudes ». Croit-il vraiment que son pays aura un grand avantage à être régi par des lois de type américain ? Si cela est, et si telle est la pensée de ses compatriotes, nous craignons fort que les Cubains ne suivent cette même politique des grenouilles qui demandaient un roi, et que, en haine d'un mauvais état, ils ne courent vers un pire.

Rappelant que les Etats-Unis ont promis solennellement, aux Cubains d'abord, en accourant à leur appel,

ensuite au monde entier, par la voix du Président Roosevelt, que les élections auraient lieu dès qu'on aurait l'assurance du rétablissement de l'ordre et de leur impartialité. M. Campa déclare que l'île est absolument tranquille et qu'elle attend impatiemment ces élections. Mais d'abord, outre qu'il faut faire peu de cas, comme nous l'avons vu, des promesses américaines, qu'entendre par cette « tranquillité » ? Nous ne saurions appeler tranquille, en effet, un peuple qui ne reste calme que par la peur des coups et la crainte des baïonnettes yankees, rien ne prouvant qu'il continuera d'en être ainsi quand cette pression militaire cessera, d'autant plus qu'il nous souvient fort bien que, avant l'intervention américaine, M. Taft fut dans l'absolue impossibilité de constituer un gouvernement cubain *acceptant la responsabilité de l'ordre public*.

M. Campa ajoute « qu'il n'existe pas à Cuba de parti annexionniste ou même ayant des tendances vers l'annexion », ou que, s'il en existe, ils n'ont pas alors le courage de manifester publiquement leur opinion. Sur le premier point, qu'il n'existe pas de parti annexionniste, nous croyons avoir suffisamment démontré le contraire; sur le deuxième, que les annexionnistes n'auraient pas le courage de manifester publiquement leur opinion, il nous suffira, au contraire, de rappeler que c'est en grande partie sur leurs demandes que les Américains ont légitimé leur réintervention.

Enfin M. Campa conclut qu'« il n'existe aucune crainte que les Etats-Unis tentent de s'annexer la République de Cuba, et qu'on n'a même jamais pu avoir de doutes à ce sujet ». Ici encore nous différons d'avis : Certes, nous avons nous-même reconnu que les Yankees

auraient préféré amener les Cubains à demander eux-mêmes leur admission dans l'Union ; mais nous affirmons énergiquement à nouveau qu'il serait absolument erroné de ne voir dans les agissements des Etats-Unis qu'un acte généreux en faveur d'un peuple cherchant à recouvrer son indépendance ; ce serait méconnaître le caractère essentiellement pratique des Américains ; on peut constater, en effet, sans les calomnier, que jamais une cause, si noble et si humanitaire soit-elle, ne prévaudra contre leur positivisme ; une seule chose peut en réalité les émouvoir, leur intérêt. Or, il ne faut pas oublier que Cuba est une colonie de premier ordre, dont ils ont supputé depuis de longues années les immenses profits que son exploitation par eux et leurs seuls capitaux pourrait leur rapporter. La seule chose qui empêche aujourd'hui l'annexion immédiate, c'est que les Américains considèrent, à tort ou à raison, peu nous importe, la population de Cuba comme une *population nègre* et qu'ils redoutent d'accomplir le moindre acte pouvant aggraver, si peu que ce soit, l'acuité déjà excessive de la question nègre aux Etats-Unis ; mais l'expérience, tant de fois répétée et toujours constante, demeure, pour nous montrer avec quelle angélique patience ils savent attendre et choisir leur moment pour assouvir leur faim : Cuba, c'est leur immuable volonté, devra tôt ou tard leur appartenir.

CONCLUSION

EXAMEN DE L'ATTITUDE DES ÉTATS-UNIS
RELATIVEMENT A CUBA

SECTION I

LES ETATS-UNIS ET LE DROIT INTERNATIONAL

La conduite des Américains à Cuba a-t-elle été conforme aux règles du Droit des gens ?

Cette question est double : d'une part, en effet, il convient de rechercher la responsabilité des Etats-Unis au sujet des secours prêtés à l'insurrection ; d'autre part, il faut examiner si leur intervention finale a été légitime.

A. — SECOURS A L'INSURRECTION

De 1850 à 1898, il se forma, sur le territoire des Etats-Unis, plus de soixante et onze expéditions flibustières (au compte de M. de Olivart) destinées à prêter main-forte aux insurgés cubains. Pourtant, les lois de l'Union interdisaient bien aux Yankees tout enrôlement, équipement ou coopération consciente, en vue d'aider une colonie en guerre avec sa métropole, et les autorités tant militaires que judiciaires jouissaient de tous pouvoirs pour empêcher et réprimer tout manquement à ces devoirs. Au lieu de cela, les autorités américaines ont presque toujours laissé les flibustiers agir à leur guise, et quand par hasard, à force de réclamations,

elles se décidaient à exercer des poursuites, les tribunaux se bornaient à acquitter les prévenus. En tolérant de telles expéditions, les Etats-Unis violaient indiscutablement le principe du mutuel respect que se doivent les nations entre elles. Ils le violaient également en permettant à New-York le fonctionnement de la *delegation* ; pour bien faire, ils eussent dû, en effet, dissoudre la Junte cubaine qui centralisait l'argent nécessaire à l'insurrection et entretenait à Cuba la révolte d'une façon continue, car (et ce sont les règles que les Etats-Unis eux-mêmes firent adopter par un tribunal arbitral à l'encontre de l'Angleterre, à la suite de la guerre de Sécession, en 1871), toute tierce puissance en paix avec une puissance indépendante est tenue de respecter les droits qui dérivent de cette indépendance ; par conséquent, elle ne doit entraver en rien la tranquillité intérieure de cette nation ; elle est donc astreinte à ne fournir aux rebelles ni armes, ni munitions, ni effets militaires, ni subsides ; et surtout, il lui est particulièrement interdit de laisser s'organiser sur son territoire ou dans ses eaux territoriales, des expéditions militaires hostiles au gouvernement établi et reconnu.

B. — LÉGITIMITÉ DE L'INTERVENTION YANKEE

Encore que les Etats-Unis aient essayé de rejeter sur l'Espagne la responsabilité de la guerre, il nous paraît ressortir à l'évidence, des faits narrés par nous dans la première partie, que ce sont eux en réalité qui doivent être considérés comme l'ayant voulue et rendue nécessaire.

Mais du moins, s'ils ont été les agresseurs, leur agression était-elle justifiée ?

Il nous semble que non :

De l'avis unanime des auteurs qui se sont occupés des lois de la guerre, on ne peut, en effet, considérer une guerre comme légitime que dans deux cas :

1^o Légitime défense ;

2^o Torts graves (moraux ou matériels) causés, *contrairement au droit*, par un Etat qui *refuse de les réparer*.

En outre, même dans ces deux cas, la guerre n'est légitime que lorsque tous les moyens pacifiques de trancher le conflit ont été essayés sans pouvoir amener le résultat cherché ; or, si nous nous rappelons que les Etats-Unis accroissaient leurs exigences à mesure que l'Espagne s'efforçait de leur donner plus de satisfactions ; et qu'ils ont également rendu inutiles les bons offices du Souverain Pontife et des puissances, nous verrons qu'ils ont ainsi fait échouer tous les moyens de solution pacifique et pourrons les accuser à bon droit d'avoir recouru à la force tandis qu'il restait encore quelques moyens d'entente.

Avaient-ils donc, du moins pour agir ainsi, des motifs légitimes de prendre les armes contre l'Espagne ?

Ici encore il nous semble que la réponse doit être négative.

Pouvaient-ils, en effet, invoquer le droit de légitime défense ? Non, très certainement, car si la guerre civile éclatée à leurs portes leur causait un grave préjudice, du moins leur existence n'était pas menacée, ni leur indépendance compromise ; or, c'est le seul cas où la *self-preservation*, c'est-à-dire la légitime défense puisse être régulièrement invoquée.

Reste le second point, torts graves du côté de l'Espagne, dont la répétition, sans porter une atteinte directe et immédiate aux Etats-Unis, était pourtant de nature à les mettre en péril à la longue. Ces torts graves existaient-ils ? Tout d'abord notons qu'on ne saurait parler de torts moraux, car le seul tort moral que l'on puisse faire à une nation, c'est de l'atteindre dans sa dignité et son honneur, et nul ne soutiendra que l'Espagne ait jamais eu l'intention de porter la moindre atteinte à l'honneur national des Yankees. Quant aux torts matériels dont se plaignit fort le gouvernement fédéral nous les grouperons sous trois chefs, après quoi, un examen attentif et détaillé de chacun nous montrera qu'en réalité ils se réduisent à néant.

1^o *Souffrances subies par le commerce américain.* — Nous sommes ici en présence d'un grief évident et certain ; mais, outre que l'intérêt n'a jamais été suffisant pour créer le droit, il ne faut pas oublier que ces souffrances sont malheureusement le résultat immédiat et inévitable de toute guerre, civile ou étrangère, et, comme l'a fort bien dit le juge américain Phelps (1) lui-même « lorsque, pendant notre guerre civile, les autorités fédérales bloquèrent les ports du Sud, nul doute que le commerce des autres nations n'en souffrit cruellement, spécialement en ce qui concerne les affaires du coton, et cependant aucune de ces nations ne pensa à une intervention que d'ailleurs personne ici n'eût tolérée ».

2^o *Défaut de protection des citoyens américains à Cuba.* — C'est là encore un grief certain ; seulement,

(1) PHELPS. — *L'Intervention des Etats-Unis à Cuba.*

il faut remarquer que les Espagnols résidant dans l'île ont également eu à souffrir ; or, il est de règle, que les étrangers résidant dans un pays ne peuvent exiger plus de sûreté ni réclamer un traitement plus favorable que les nationaux. « D'ailleurs, dit M. Le Fur (1), en admettant même qu'un pays soit responsable des actes commis par des insurgés sur son territoire, contre les ressortissants d'un autre Etat, encore faudrait-il que les dommages ainsi causés ne fussent pas précisément imputables à cet Etat ou à ses nationaux ; or, il n'est pas douteux que les bandes insurgées n'eussent été rapidement réduites à l'impuissance par les troupes espagnoles, si elles n'avaient sans cesse reçu des secours en hommes, en argent, en armes, en munitions de tous genres, apportées par les navires flibustiers. En sorte qu'aux réclamations et aux demandes des Américains, le gouvernement espagnol eût pu répondre par des réclamations du même genre, et, tout compte fait, peut-être eussent-elles été supérieures ;

3^o *Affaire du Maine*. — Si la responsabilité de cette affaire avait pu être mise à la charge de l'Espagne, nul doute qu'il n'y ait eu ici un motif suffisant pour légitimer les hostilités ; mais comme il n'en fut rien, que les résultats de l'enquête furent contradictoire, c'est-à-dire, pour l'observateur impartial, négatifs, il semble que tout au plus (et encore !) les Etats-Unis auraient pu être fondés à réclamer une indemnité à l'Espagne ; mais il eût été souverainement injuste de vouloir faire retomber le poids de ce prétendu crime sur toute la nation. De tout ceci résulte donc que l'Union ne pou-

(2) Louis LE FUR. — *L'Espagne et les Etats-Unis*.

vait invoquer contre l'Espagne aucun tort matériel ni moral, suffisant pour légitimer une intervention.

Le gouvernement fédéral tenta donc de justifier son intervention en invoquant des motifs d'humanité : il soutint qu'un Etat a le droit d'intervenir, bien qu'il ne soit pas personnellement visé toutes les fois qu'un autre peuple, violant les principes d'humanité universellement reconnus, porte ainsi atteinte à l'ordre international. C'est exact, mais à deux conditions :

- 1^o L'intervention doit être désintéressée ;
- 2^o Elle doit être collective.

Or, l'intervention des Etats-Unis ne remplissait ni l'une ni l'autre de ces conditions, et de plus il ne fut jamais prouvé que l'on pouvait reprocher à l'Espagne des actes d'inhumanité. Certes, des actes répréhensibles furent commis, mais n'oublions pas qu'ils ne le furent qu'en représaille des actes des insurgés eux-mêmes qui n'hésitaient pas à incendier les villages, à dévaster systématiquement les plantations, à achever les blessés, à employer des balles explosibles, à détruire par la dynamite les trains de voyageurs, à assassiner les parlementaires, etc., etc. Quant à l'argument tiré par les Etats-Unis des *reconcentrados*, souvenons-nous que la majeure partie des renseignements y relatifs émanaient du consul général Fitz Hugh Lee, très hostile aux Espagnols, et dont les affirmations furent souventes fois démontrées inexactes ou fort exagérées. En sorte que nous devons encore rejeter cette prétention des Yankees de justifier leur conduite par des motifs d'humanité.

Reste donc un dernier motif d'intervention, à savoir

le droit, sinon le devoir, pour une nation libre de concourir à l'affranchissement d'un peuple qui désire devenir libre ; or, selon les Etats-Unis, tel était le cas des Cubains (1). « Ce dernier motif d'intervention, dit M. Le Fur (2), est particulièrement intéressant pour nous, car il n'est que la reproduction d'une idée chère aux hommes de la Révolution française : par un décret du 9 novembre 1792, la Convention déclarait, en effet, « accorder fraternité et secours à tous les peuples qui » voudront recouvrer leur liberté et charger le pouvoir » exécutif de donner aux généraux des ordres nécessaires pour porter secours à ces peuples. »

Mais c'est là un argument erroné :

D'abord, car il n'est pas admissible qu'un Etat puisse s'ériger en dispensateur de la liberté, et aller remédier, en envahissant le territoire de ses voisins, à ce que leurs institutions peuvent avoir desuranné ou de défectueux. C'est aux citoyens de l'Etat en question de faire disparaître eux-mêmes les maux dont ils souffrent ;

En outre, car dans le cas particulier qui nous occupe, l'Espagne venait d'accorder spontanément aux Cubains une assez large autonomie. Les insurgés d'ailleurs ne

(1) Ce qu'il y a de piquant dans cette affaire, c'est de voir ce motif d'intervention invoqué par les Etats-Unis : à défaut d'autres raisons, en effet, le simple souvenir de la guerre de Sécession aurait dû les en empêcher. Il s'agissait là, non plus d'une colonie révoltée, mais d'Etats, auxquels la Constitution fédérale reconnaissait une part de souveraineté ; ce n'était pas une faible partie des habitants, mais la population entière des Etats du Sud qui prétendait se séparer du reste de l'Union ; et pourtant rien de tout cela n'empêcha les Etats du Nord de traiter les Sudistes comme de véritables insurgés, leur refusant le caractère de belligérants, et de repousser formellement toute intervention étrangère.

(2) Louis LE FUR. — *L'Espagne et les Etats Unis*.

formaient qu'une infime minorité, si petite qu'à aucun moment il ne leur fut possible d'installer un gouvernement régulier en un point quelconque du vaste territoire de Cuba. La masse de la population, surtout depuis la concession de l'autonomie, était attachée à la mère-patrie et les Chambres cubaines, en mai 1898 (c'est-à-dire *après* l'ouverture des hostilités Hispano-Américaines) se réunirent pour la première fois aux cris de : « Vive Cuba espagnole ! »

Enfin une dernière cause, leur conduite ultérieure, vient encore interdire aux Yankees d'invoquer, comme ils le font, cet argument du « Droit des peuples à l'Indépendance » pour se justifier. En effet, dès la défaite de l'Espagne, loin de rester conséquents avec leurs principes, ils se hâtèrent de ravir aux Cubains la liberté ; car, que reste-t-il de l'indépendance d'un pays, si une autre nation, cinquante fois plus peuplée et plus riche, se réserve le droit d'intervenir toutes les fois que le gouvernement manque ou est censé manquer à certaines obligations et si on lui concède même d'avance, pour rendre cette intervention plus efficace et plus prompte, un certain nombre de stations navales, points de débarquement tout indiqués pour ses troupes ?

Comme les autres donc, ce dernier motif d'intervention, « affranchissement d'un peuple qui désire devenir libre », doit être rejeté.

En sorte, qu'au point de vue du droit international, la conduite des Yankees à l'égard de Cuba se trouve en définitive avoir été sans fondement et au contraire en violation manifeste de toute règle juridique.

SECTION II

LES ETATS-UNIS ET LA DOCTRINE DE MONROE

S'ils se sont mis en opposition avec les principes ordinaires du droit des gens, les Américains ne peuvent-ils du moins se flatter d'avoir su concilier leur attitude avec la politique que leur imposait la doctrine de Monroe ? C'est ce qu'il nous reste maintenant à examiner.

En ce qui touche la lettre du célèbre Message, il est tout d'abord indiscutable que l'attitude des Etats-Unis y fut contraire : le texte, en effet spécifie que la défense de colonisation ne s'applique qu'à l'avenir, et Monroe déclare formellement que les établissements Européens anciens, antérieurs à 1823, doivent être respectés. A leur égard les Etats-Unis promettent de ne pas intervenir (« avec les colonies actuelles ou dépendances d'une puissance européenne, nous ne sommes pas intervenus et NOUS N'INTERVIENDRONS PAS ») en d'autres termes, à titre de compensation à la défense d'acquérir de nouveaux territoires en Amérique, Monroe garantit la possession des anciennes colonies. Il est donc certain de ce chef, qu'à consulter Monroe et sa doctrine, Cuba aurait dû demeurer Espagnole.

Mais, en y regardant de près, on constate que, au fond des choses, la doctrine de Monroe devait fatale-

ment aboutir à l'impérialisme conquérant de la fin du XIX^e siècle. (1) Monroe, en effet visait surtout une question de protection actuelle de l'indépendance des Etats-Unis, mais il ne pouvait ni ne voulait limiter territorialement, d'une façon définitive le sol de son pays ; et l'expansion future de l'Union est, en principe, étrangère à l'esprit du célèbre Message. Ce que voulait surtout Monroe, c'était de délimiter géographiquement le domaine de la Sainte Alliance : les Etats-Unis promettent de ne pas intervenir en Europe pourvu que celle-ci n'intervienne pas non plus chez eux ; mais ils ne vont pas plus loin, et notamment ils ne s'engagent pas à ne pas intervenir en Amérique. Etant donné le silence du Message sur ce point, il était facile de prévoir que la doctrine de Monroe deviendrait rapidement une doctrine d'hégémonie (2) et d'annexion : la Sainte-Alliance disparue, il ne resta en effet du Message que son caractère antieuropéen. On admit d'abord, comme Polk le fit ressortir en 1845, que le danger d'une intervention européenne était si grand, qu'il justifiait une intervention Yankee préventive en

(1) Par *impérialisme*, on entend ce phénomène, qui s'observe chez tous les peuples et se manifeste par une intensité plus grande du sentiment national, par une tendance à affirmer énergiquement leur individualité et leur puissance. Cette tendance revêt d'ailleurs deux formes, auxquelles correspondent deux noms : chez les peuples opprimés ou meurtris, chez ceux qu'afflige encore le souvenir de malheurs récents, elle est surtout défensive et s'appelle : *nationalisme* ; — chez les peuples plus heureux, sûrs et orgueilleux de leur force (et les peuples Anglo-Saxons, ces favoris de la fortune pendant le XIX^{me} siècle, sont de ce nombre), elle devient bientôt agressive : c'est l'*impérialisme*.

(2) Quand on dit que les Etats-Unis tendent à l'*hégémonie*, on entend par là qu'ils prétendent intervenir directement dans toutes les affaires intéressant le continent américain et y imposer leur volonté.

cas de besoin. Puis on alla plus loin, et l'opinion publique américaine admit que les territoires abandonnés soit en fait, soit en droit, par une puissance européenne sur le Nouveau Continent ne pourraient être réoccupés ni transférés à une autre puissance européenne : c'est notamment en vertu de cette idée, que la diplomatie des Etats-Unis négocia des traités de désintéressement avec la France et l'Angleterre pour le cas où l'Espagne abandonnerait Cuba.

Enfin une dernière étape fut franchie : dès l'instant, dit-on, où un peuple Américain fait un effort sérieux pour conquérir son indépendance, s'il ne l'obtient pas, il devient désormais un opprimé, et c'est le devoir des Etats-Unis d'aider à son émancipation, conformément au droit public Américain. En d'autres termes, la doctrine de Monroë devient ici interventionniste, annexionniste et conquérante. Notons d'ailleurs que, pour Cuba, les Yankees ajoutèrent à ces arguments un motif tout nouveau, d'un genre tout spécial et légèrement ironique : L'origine espagnole, déclarèrent-ils, aboutit à rendre omnipotent le gouverneur de l'île, à faire de lui un monarque autocrate dont la présence constitue à la fois une insulte et un danger pour notre républicanisme ; dès lors, la doctrine de Monroë se trouvant par là menacée, les Etats-Unis sont en droit de demander l'introduction du régime parlementaire à Cuba ; et comme l'Espagne refuse d'obéir, l'intervention armée est rendue nécessaire.

La doctrine de Monroë, « l'Amérique aux Américains », s'est donc faite ainsi chaque jour de plus en plus envahissante ; elle a dépassé peu à peu sa portée première au fur et à mesure que les Etats-Unis se déve-

loppaient, que le but qu'ils poursuivaient était atteint, et que de nouveaux éléments entraient en ligne de compte. Une semblable transformation n'a d'ailleurs rien qui doive nous étonner : rien n'est plus naturel, au contraire que la Grande République du Nord, n'ayant jamais rencontré d'opposition sérieuse, ait constamment cherché à s'agrandir. Craignons seulement que les puissances européennes, la Grande Bretagne et la France notamment, n'aient à se repentir de leur indéfendable inertie ; peut-être tout ou tard en éprouveront-elles de fâcheuses conséquences. Les Antilles Anglaises et Françaises sont, en, effet des proies tentantes, facilement à la portée de l'ogre Américain, et qui, sûrement un jour ou l'autre, tenteront le vorace appétit de l'oncle Jonathan.

Vu : *Le Président de la thèse*,
M. MOYE.

Vu : *Le Doyen de la Faculté*.
Montpellier, le 26 avril 1907.

VIGIÉ.

Vu et permis d'imprimer :
Montpellier, le 26 avril 1907.

Le Recteur,
ANT. BENOIST.

APPENDICE
DOCUMENTS

CONSTITUTION CUBAINE

Nous, délégués du peuple de Cuba, réunis en Convention Constituante afin de rédiger et adopter la loi fondamentale de l'organisation de ce peuple en Etat souverain et indépendant, avec un Gouvernement établi apte à remplir les obligations internationales, maintenir l'ordre, assurer la liberté, garantir la justice et donner le bien-être à ses ressortissants, nous décidons et adoptons, en vertu de ce mandat, et invoquant la grâce de Dieu, la Constitution suivante pour la République de Cuba.

TITRE I

De la Nation, de la forme du Gouvernement et du territoire national

ARTICLE PREMIER. — Le Peuple Cubain se constitue en Etat souverain et indépendant. Il adopte, comme forme de gouvernement, la forme républicaine.

ART. 2. — Le territoire de la République se compose de l'île de Cuba et des îles et îlots adjacents qui étaient sous la juridiction et l'administration du gouvernement général de cette île alors qu'elle était en possession de l'Espagne.

ART. 3. — Le territoire de la République se divise en six provinces qui conservent leurs limites actuelles. Le Conseil provincial de chacune d'elles déterminera leurs appellations respectives. Les provinces pourront ou s'incorporer à d'autres ou, au contraire, se diviser pour former de nouvelles provinces, de l'avis du Conseil provincial et après approbation du Congrès.

TITRE II

Des Cubains

ART. 4. — On est Cubain par naissance ou par naturalisation.

ART. 5. — Sont Cubains par naissance :

1^o Ceux qui sont nés de parents cubains tant sur le territoire que hors du territoire de la République ;

2^o Ceux qui, nés de pères étrangers sur le territoire de la République, s'inscrivent, à leur majorité, comme Cubains sur le registre *ad hoc*.

3^o Ceux, nés à l'étranger de pères nés à Cuba mais ayant perdu la nationalité cubaine, qui à leur majorité réclameront leur inscription comme Cubains sur le registre *ad hoc*.

ART. 6. — Sont Cubains par naturalisation :

1^o Les étrangers ayant appartenu à l'armée libératrice qui, dans les six mois de la promulgation de cette Constitution, réclameront la nationalité cubaine ;

2^o Les étrangers qui, établis à Cuba avant le 1^{er} janvier 1899, y auront depuis conservé leur domicile, pourvu qu'ils sollicitent la nationalité cubaine dans les six mois de la promulgation de la Constitution, ou, s'ils sont mineurs, dans un laps de temps égal à partir de leur majorité ;

3^o Les étrangers qui, ayant résidé cinq ans sur le territoire de la République, obtiendront, deux ans au minimum après avoir manifesté leurs aspirations à la nationalité cubaine, des lettres de naturalisation conformément aux lois ;

4^o Les Espagnols résidant sur le territoire de Cuba, le 11 avril 1899, qui ne se seraient pas fait inscrire comme Espagnols sur les registres correspondants, les mêmes mois et jour de l'année 1900.

5^o Les Africains qui ont été esclaves à Cuba ainsi que les émancipés compris dans l'article 13 du traité du 28 juin 1835 entre l'Angleterre et l'Espagne.

ART. 7. — La condition de Cubain se perd :

1^o Par l'acquisition d'une nationalité étrangère ;

2° Par l'acceptation d'emplois ou d'honneurs d'un autre gouvernement sans l'autorisation du Sénat ;

3° Par l'entrée au service militaire d'une puissance étrangère sans cette autorisation ;

4° Par la résidence du *Cubain par naturalisation* durant cinq années continues dans son pays natal, si ce n'est par suite d'un emploi ou d'une commission confiés par le Gouvernement de la République.

ART. 8. — Les Cubains qui auront perdu leur nationalité pourront la recouvrer conformément aux prescriptions édictées par la loi sur ce point.

ART. 9. — Tout Cubain est tenu :

1° De servir sa patrie dans les cas et en la forme spécifiés par la loi ;

2° De contribuer aux dépenses publiques de la manière et dans la proportion fixées par la loi.

TITRE III

Des Etrangers

ART. 10. — Les étrangers résidant sur le territoire de la République sont identifiés aux Cubains :

1° Quant à la protection de leurs personnes et de leurs biens ;

2° Quant à la jouissance des droits garantis dans la section première du titre suivant, sauf ceux qui sont reconnus exclusivement aux nationaux ;

3° Quant à la jouissance des droits civils ; mais l'exercice de ceux-ci sera soumis aux conditions et limites établies par la loi sur les étrangers ;

4° Quant à l'obligation d'observer les lois, décrets, règlements et autres dispositions en vigueur dans la République ;

5° Quant au devoir de se soumettre à la puissance et aux arrêts des tribunaux de la République et de respecter et obéir à ses autorités ;

6° Quant à l'obligation de contribuer aux dépenses publiques de l'Etat, des provinces et des municipalités où ils résident.

TITRE IV

Des Droits que garantit cette Constitution

SECTION I

DROITS INDIVIDUELS

ART. 11. — Tous les Cubains sont égaux devant la loi, laquelle ne reconnaît ni droits ni privilèges personnels.

ART. 12. — Nulle loi n'aura d'effet rétroactif, si ce n'est les lois pénales, lorsque cet effet sera favorable au délinquant.

ART. 13. — Les obligations civiles découlant de contrats ou autres actes ou encore d'omissions, ne pourront être annulées ni altérées par un acte postérieur du pouvoir législatif ou exécutif.

ART. 14. — Nul ne pourra être détenu, si ce n'est dans les cas et en la forme prescrits par la loi.

ART. 15. — Tout détenu sera mis en liberté ou au contraire remis à l'autorité judiciaire dans les 24 heures de son arrestation.

ART. 16. — Toute détention sera sans effets ou se transformera en prison dans les 72 heures qui suivront la remise du détenu au juge compétent. La décision prise sera notifiée à l'intéressé dans le même laps de temps.

ART. 17. — Nul ne pourra être prisonnier qu'en vertu d'un mandat du juge compétent. L'arrêt où aura été donné ce mandat sera ratifié ou annulé après avoir entendu l'inculpé, dans les 72 heures qui suivront la détention.

ART. 18. — Nul ne pourra être poursuivi ni condamné que par le juge du tribunal compétent, en vertu de lois antérieures au délit et dans la forme qu'elles prescrivent.

ART. 19. — Toute personne détenue ou prisonnière sans les formalités légales ou hors des cas prévus par la Constitution ou par les lois, sera remise en liberté sur sa demande ou à la demande de tout citoyen. La loi déterminera le mode de procéder sommairement dans ce cas.

ART. 20. — Nul n'est obligé de témoigner contre soi-même,

contre son conjoint, ni contre ses parents jusqu'au quatrième degré de consanguinité ou au deuxième par alliance.

ART. 21. — Le secret de la correspondance et autres documents privés est inviolable, et ni l'une ni les autres ne pourront être saisis que par ordre de l'autorité compétente et avec les formalités légales. En ce, cas le secret sera gardé sur toute chose étrangère à la cause de la saisie.

ART. 22. — Le domicile est inviolable ; en conséquence, nul ne pourra pénétrer chez autrui de nuit, sans le consentement de celui-ci, sauf pour porter secours à des victimes de délit ou de désastres ; ni de jour, sauf dans le cas et en la forme déterminés par la loi.

ART. 23. — Nul ne pourra être obligé de changer de domicile ou de résidence qu'en vertu d'un mandat de l'autorité compétente et dans les cas prescrits par les lois.

ART. 24. — Est libre et non soumise à la censure la manifestation de la pensée par la parole ou par écrit tant au moyen de l'imprimerie que par tout autre procédé. Elle a lieu sous les responsabilités déterminées par les lois quand cette émission de pensée porte atteinte à l'honneur des personnes, à l'ordre social ou à la tranquillité publique.

ART. 25. — Toutes les religions et tous les cultes sont libres sans autre limite que le respect dû à la morale chrétienne et à l'ordre public.

L'Eglise sera séparée de l'Etat, qui, étant donnée cette séparation, ne pourra dans aucun cas, subventionner aucun culte.

ART. 26. — Toute personne ou collectivité a le droit d'adresser des pétitions aux autorités légalement établies. Ces pétitions seront examinées et l'on fera connaître les résolutions prises à leur sujet.

ART. 27. — Le droit de se réunir pacifiquement et sans armes et le droit de s'associer pour tous les buts licites de la vie sont reconnus aux habitants de la République.

ART. 28. — Toute personne pourra entrer dans la République, voyager sur son territoire, en sortir, y changer de résidence sans qu'il lui soit besoin de lettre de sûreté, de passeport ni d'aucune autre condition pareille, sauf ce qui sera décidé pour l'immigra-

tion et les facultés données à l'autorité en cas de responsabilité criminelle.

ART. 29. — La science et l'enseignement sont libres. Chacun a droit d'apprendre, comme bon lui semblera, la profession qu'il aura choisie, de fonder et entretenir des centres d'instruction ou d'éducation. Toutefois, l'Etat a le privilège de délivrer les titres qui rendent aptes à l'exercice public des professions, de déterminer les conditions d'obtention des diplômes, ainsi que la forme dans laquelle il sera fait preuve de la capacité requise. Des lois spéciales établiront et cette forme et les conditions d'exercice des professions.

L'enseignement primaire, qui s'impose comme une obligation, et l'enseignement des Arts et Métiers sont gratuits. Quand, par manque de ressources, les municipalités et les provinces ne pourront respectivement pas les entretenir, c'est l'Etat qui les entretiendra.

L'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur seront à la charge de l'Etat qui acquittera les frais de tous genres qu'ils occasionneront.

ART. 30. — Aucun Cubain, quelle que soit sa condition ou son état, ne pourra être exilé ; de même l'entrée dans la République ne pourra pas lui être interdite.

ART. 31. — Nul ne pourra être privé de sa propriété si ce n'est par l'autorité compétente, pour cause justifiée d'utilité publique, et contre une préalable indemnité. S'il n'en était pas ainsi, les juges et tribunaux en connaîtraient et alors reintégreraient l'exproprié.

ART. 32. — La peine de la confiscation des biens ne pourra jamais être imposée.

ART. 33. — Nul n'est tenu de payer une contribution ou un impôt quelconque, de quelque classe que ce soit, s'ils n'ont été légalement établis et si le recouvrement ne s'en fait pas dans la forme légale.

ART. 34. — Tout auteur ou inventeur jouit de la propriété exclusive de son œuvre ou de sa découverte pendant le temps et dans la forme que détermine la loi.

ART. 35. — La peine de mort ne pourra jamais être prononcée pour délits politiques. Ceux-ci seront déterminés par une loi.

ART. 36. — L'énumération des droits garantis expressément par la Constitution n'exclut pas d'autres droits non déterminés, résultant du principe de la souveraineté du peuple et de la forme républicaine du gouvernement.

ART. 37. — Les lois réglant l'exercice des droits garantis par cette Constitution seront nulles et par conséquent inefficaces si elles les diminuent, les restreignent ou les altèrent.

SECTION II

DROIT DE SUFFRAGE

ART. 38. — Le droit de vote appartient à tous les Cubains mâles, majeurs de 21 ans, sans autres exceptions que les suivantes :

1^o Les hospitalisés ;

2^o Les faibles d'esprit, à condition qu'ils aient au préalable été judiciairement déclarés incapables ;

3^o Ceux qui ont été disqualifiés judiciairement, à suite de délit ;

4^o Les individus appartenant aux forces de terre et de mer et se trouvant en activité de service.

ART. 39. — Les lois établiront des règles et procédés susceptibles d'assurer l'intervention des minorités dans la formation des listes des électeurs et autres opérations électorales, ainsi que leur représentation à la Chambre des représentants, dans les Conseils provinciaux et dans les Conseils municipaux.

SECTION III

SUSPENSION DES GARANTIES CONSTITUTIONNELLES

ART. 40. — Les garanties établies aux articles 15, 16, 17, 19, 22, 23, 27, de la section première de ce titre ne pourront être suspendues dans tout ou partie de la République que temporairement et quand la sécurité des Etats l'exigera : au cas d'une invasion de territoire ou d'une grave perturbation de l'ordre menaçant la paix publique.

ART. 41. — Le territoire, où, selon l'article précédent, les garanties seraient suspendues, sera pendant cette suspension régi par une loi d'ordre public faite au préalable ; mais, ni cette loi, ni aucune autre, ne pourra décider la suspension d'autres garanties que celles déjà énumérées.

Pendant cette suspension, il ne pourra non plus être créé de nouveaux délits ni imposé d'autres peines que celles établies par les lois existant lors de la déclaration de suspension.

Il est défendu au pouvoir exécutif d'exiler ou de déporter les citoyens ; ils ne peut les envoyer à plus de 120 kilomètres de leur domicile, ni les retenir plus de 10 jours sans les remettre à l'autorité judiciaire, ni renouveler la détention durant la suspension des garanties. Les inculpés ne pourront être détenus que dans les parties spéciales des établissements publics, destinés à la détention des inculpés des délits de droit commun.

ART. 42. — La suspension des garanties dont il est question à l'article 40 ne pourra être décidée que par une loi ou un décret du Président de la République, si le Congrès n'est pas réuni. Mais le Président ne pourra décréter la suspension plus d'une fois pendant la période comprise entre deux législatures, ni pour un temps indéfini ou supérieur à 30 jours, sans convoquer le Congrès dans le même décret de suspension. En tout cas, il devra lui en rendre compte pour que celui-ci prenne à ce sujet les résolutions qu'il estimera convenables.

TITRE V

De la souveraineté et des pouvoirs publics

ART. 43. — La souveraineté réside dans le peuple de Cuba : De lui émanent tous les pouvoirs publics.

TITRE VI

Du pouvoir législatif

SECTION I

ORGANES QUI EXERCENT LE POUVOIR LÉGISLATIF

ART. 44. — Le pouvoir législatif est exercé par deux corps électifs appelés respectivement « Chambre des Représentants » et « Sénat » et qui, dans leur ensemble, reçoivent le nom de « Congrès ».

SECTION II

DU SÉNAT, DE SA COMPOSITION ET DE SES ATTRIBUTIONS PARTICULIÈRES

ART. 45. — Le Sénat se composera de 4 sénateurs par province, élus, dans chacune, pour une période de 8 années par les conseillers provinciaux et par un nombre double de commissaires constitués, avec ceux-là, en Junte électorale. De ces commissaires, une moitié devra être prise parmi les plus imposés, l'autre moitié devra posséder des aptitudes déterminées par la loi, comme preuve de capacité. Ils devront être majeurs et habitants des municipalités enclavées dans la province. — L'élection des commissaires se fera par les électeurs de la province et s'effectuera nécessairement cent jours avant celle des sénateurs. — Le Sénat se renouvelle par moitié tous les quatre ans.

ART. 46. — Pour être sénateur, il faut :

- 1^o Etre Cubain de naissance ;
- 2^o Avoir 35 ans accomplis ;
- 3^o Avoir la pleine jouissance des droits civils et politiques.

ART. 47. — Les attributions particulières du Sénat sont :

1^o Juger — lorsqu'il est constitué en tribunal de justice, sous la présidence du Président du Tribunal suprême — le Président de la République mis en accusation par la Chambre des Représentants, pour délit commis contre la sécurité extérieure de

l'Etat ou contre le libre fonctionnement des pouvoirs législatifs et judiciaires pour infraction aux principes constitutionnels.

Pendant le cours du jugement, et dans les cas qu'il estimera nécessaires, le Sénat pourra décréter la suspension du Président accusé ; mais il ne pourra lui infliger d'autre peine que la destitution seule, ou la destitution accompagnée comme peine accessoire de la déclaration d'inhabileté à l'exercice des charges publiques. — La condamnation à une autre peine sera du ressort du Tribunal que la loi déclarera compétent.

2^o Juger, sur accusation préalable de la Chambre des Représentants, les secrétaires d'Etat, mais sans pouvoir leur infliger d'autres peines que celles signalées à propos du Président de la République dans le n^o 1 de cet article, et pour les mêmes délits énumérés dans ce même numéro ; sans préjudice du droit du Tribunal compétent de leur infliger les autres peines correspondant à la nature des délits commis ;

3^o Juger, sur accusation du Président de la République ou des conseillers provinciaux, les gouverneurs des provinces pour délits énumérés aux numéros précédents, suivant ce qui est établi dans cet article quant au châtimement du gouverneur coupable ;

4^o Approuver les nominations faites par le Président de la République, du Président et des magistrats du Tribunal suprême de justice, des représentants diplomatiques et agents consulaires de la nation et des autres fonctionnaires dont la nomination serait soumise par la loi à cette approbation ;

5^o Autoriser les nationaux à accepter des emplois ou honneurs d'un autre gouvernement ;

6^o Ratifier les traités négociés par le Président de la République avec d'autres puissances.

SECTION III

DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS ET DE SES ATTRIBUTIONS PARTICULIÈRES

ART. 48. — La Chambre des Représentants se composera de représentants qui seront élus pour une période de 4 années à raison de un représentant par 25,000 habitants ou fraction de

plus de 12,500, au suffrage direct, et dans la forme déterminée par la loi.

ART. 49. — Pour être Représentant, il faut :

1^o Etre Cubain de naissance ou naturalisé avec 8 années de résidence dans la République à compter de la naturalisation ;

2^o Avoir 25 ans accomplis ;

3^o Avoir la pleine jouissance de ses droits civils et politiques.

ART. 50. — La Chambre des Représentants a , comme attribution, particulière celle d'accuser devant le Sénat le Président de la République et les secrétaires d'Etat dans les cas déterminés aux numéros 1 et 2 de l'article 47, pourvu que les deux tiers des Représentants décident l'accusation en séance secrète.

SECTION IV

DISPOSITIONS COMMUNES AUX DEUX CORPS LÉGISLATIFS

ART. 51. — Les charges de Sénateur et de Représentant sont incompatibles avec toute autre charge rétribuée, conférée par le Gouvernement, sauf celle de professeur ayant une chaire dans un établissement officiel si elle a été obtenue avant l'élection.

ART. 52. — Les Représentants et Sénateurs recevront de l'Etat une rémunération, égale pour tous, et dont la loi indiquera la quotité. Le Congrès pourra modifier cette quotité ; mais, cette modification n'aura d'effet que lorsque les deux corps législatifs auront été renouvelés par de nouvelles élections.

ART. 53. — Les représentants et sénateurs sont inviolables pour opinions et votes émis dans l'exercice de leurs fonctions. Ils ne pourront être détenus ni emprisonnés pour un acte étranger à leurs fonctions législatives que sur expresse autorisation de leur corps respectif, sauf au cas de flagrant délit. Dans ce cas, et au cas où ils seraient détenus ou poursuivis durant la vacance du Congrès, il en sera rendu compte le plus tôt possible à la Chambre dont fera partie l'inculpé, afin qu'elle en ait connaissance et prenne une résolution.

ART. 54. — Les Chambres ouvriront et clôtureront leurs sessions le même jour. Elles siégeront dans la même ville ; aucune d'elles ne pourra changer le lieu ou suspendre ses sessions pen-

dant plus de trois jours sans le consentement de l'autre. Elles ne pourront commencer leurs sessions que si les deux tiers des membres de chacune sont présents, et il ne leur sera pas permis de les continuer sans la majorité absolue de leurs membres.

ART. 55. — Il appartient à chaque Chambre de statuer sur la validité de l'élection de ses membres respectifs ainsi que sur leurs démissions. Aucun sénateur ou représentant ne pourra être expulsé de la Chambre dont il fera partie que pour des causes préalablement déterminées et du consentement des deux tiers au moins des membres de ladite Chambre.

ART. 56. — Il appartient de même à chaque Corps législatif de faire et adopter ses propres règlements, d'élire, parmi ses membres, ses président, vice-présidents et secrétaires. Le Président du Sénat n'exercera sa charge, réservée d'office par la Constitution au Vice-Président de la République, que lorsque celui-ci fera défaut ou exercera la Présidence de la République.

SECTION V

DU CONGRÈS ET DE SES ATTRIBUTIONS

ART. 57. — Le Congrès se réunira de droit en législature ordinaire deux fois par an, et siégera pendant 40 jours utiles au moins à chaque législature. La première commencera le premier lundi d'avril ; la seconde, le premier lundi de novembre.

Le Congrès se réunira en session extraordinaire dans les cas et en la forme déterminée par chaque corps, et aussi quand le Président de la République le convoquera, conformément à la Constitution.

ART. 58. — Le Congrès se réunira en un seul corps pour proclamer le Président et le Vice-Président de la République, après rectification et vérification préalable du scrutin. Dans ce cas, le Président et le Vice-Président du Congrès seront respectivement le Président du Sénat et le Président de la Chambre.

Si au scrutin aucun des candidats ne réunit la majorité des voix, ou s'il y a égalité de voix, le Congrès, à la majorité de ses membres, élira le Président parmi les candidats qui auront obtenu le plus grand nombre de voix. Si, dans le Congrès, il y a

aussi égalité de voix, on recommencera le vote, et, si au second tour il y avait encore égalité, le vote du Président déciderait l'élection.

Ce qui est établi au paragraphe précédent s'appliquera aussi à l'élection du Vice-Président de la République.

Le scrutin aura lieu la veille du jour où expire la période présidentielle :

ART. 59. — Les attributions du Congrès sont :

1^o Faire les codes et lois qui, en toutes choses, doivent régir, avec un caractère de généralité, le territoire de la République ; il décidera du régime électif pour les élections : du Congrès, des gouverneurs de provinces et des corporations provinciales et municipales ; il édictera les dispositions qui régleront dans son organisme et son fonctionnement tout ce qui touche aux administrations générales, provinciales et municipales sur le territoire de la République ; il votera toutes autres lois qu'il jugera convenables sur tous autres objets d'intérêt public.

2^o Discuter et approuver les budgets annuels de l'Etat, lesquels ne seront valables que pour l'année pour laquelle ils auront été approuvés. Toutefois, seront valables — tant que des lois spéciales sur leur organisation respective ne les auront pas modifiés, et parce qu'ils constituent des budgets fixes supposant des frais et des recettes estimés permanents — les chapitres relatifs au Congrès, à l'administration de la justice et aux emprunts nationaux (pour assurer le service des intérêts et l'amortissement de ceux-ci).

3^o Voter les emprunts, mais avec obligation de voter en même temps les recettes permanentes nécessaires au paiement des intérêts et de l'amortissement.

Tout vote d'emprunt, pour produire effet, demande les voix des deux tiers des membres de chaque Chambre.

4^o Faire frapper la monnaie, dont il détermine l'étalon, le titre, la valeur et la dénomination.

Réglementer le système des poids et mesures ;

5^o Prendre les dispositions nécessaires pour gouverner et développer le commerce intérieur et extérieur ; ainsi que les mesures utiles aux services de communications et de chemins de fer ;

6° Réglementer le service des routes, canaux et ports et créer ceux que conseilleront les besoins publics ;

7° Etablir les impôts et contributions de caractère national nécessités par les besoins et le bon service de l'Etat ;

8° Faire les règlements relatifs à la naturalisation ;

9° Accorder des amnisties ;

10° Créer et organiser les armées de terre et de mer ;

11° Déclarer la guerre et ratifier les traités de paix négociés par le Président de la République ;

12° Déterminer au moyen d'une loi spéciale qui doit être Président de la République au cas de mort, démission ou incapacité, du Président et du Vice-Président.

ART. 60. — Le Congrès ne pourra faire rentrer dans les lois du budget, des dispositions qui comprendraient des réformes législatives ou administratives d'un tout autre ordre ; il ne pourra supprimer ou réduire des recettes permanentes sans en établir en même temps d'autres pour les remplacer —, sauf si cette suppression ou réduction avait pour cause la réduction ou suppression de frais permanents équivalents ; — il ne pourra assigner à aucun service, compris dans le budget annuel, une somme plus forte que celle proposée dans le projet du gouvernement ; mais il pourra créer de nouveaux services, ou agrandir ceux existants au moyen de lois spéciales.

SECTION VI

DE L'INITIATIVE ET DE LA FORMATION DES LOIS ET DE LEUR SANCTION ET PROMULGATION

ART. 61. — Chacune des Chambres aura indistinctement l'initiative des lois.

ART. 62. — Tout projet de loi approuvé par les deux Chambres devra être présenté au Président de la République pour être sanctionné : si celui-ci l'approuve, il l'autorisera par là même ; au cas contraire, il le retournera à la Chambre qui l'aura proposé. Cette Chambre fera constater intégralement les objections du Président, dans le procès-verbal de la session où le projet doit être à nouveau discuté. Si après une nouvelle discus-

sion, les deux tiers de cette Chambre votent en faveur du projet, objet des objections du Président, elle l'enverra, avec ses objections, à l'autre Chambre qui le discutera également ; et, si celle-ci l'approuve, par égale majorité, il deviendra loi immédiatement. Dans tous ces cas, les votes seront nominaux.

Si dans les dix jours utiles qui suivent la remise du projet au Président de la République, celui-ci ne le renvoie pas, il sera considéré comme sanctionné et aura force de loi.

Quand, dans les dix derniers jours d'une législature un projet de loi sera présenté au Président de la République, si celui-ci se propose d'user du délai que lui accorde le paragraphe précédent pour sa sanction, il fera part de son dessein, le même jour, au Congrès, afin que celui-ci puisse rester en session, s'il le désire, jusqu'à l'expiration du délai. Si le Président n'agissait pas ainsi, le projet remis serait considéré comme sanctionné.

Aucun projet de loi, entièrement repoussé par l'une des deux Chambres, ne pourra être discuté à nouveau dans la même législature.

ART. 63. — Toute loi sera promulguée dans les cas mentionnés. à l'article précédent.

TITRE VII

Du pouvoir exécutif

SECTION I

DE L'EXERCICE DU POUVOIR EXÉCUTIF

ART. 64. — Le pouvoir exécutif est exercé par le Président de la République.

SECTION II

DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ET DE SES ATTRIBUTIONS ET DEVOIRS

ART. 65. — Pour être Président de la République, il faut :

1^o Etre Cubain de naissance ou par naturalisation et dans ce cas, avoir servi Cuba par les armes, pendant 10 ans au moins, dans les guerres de l'Indépendance ;

2^o Avoir 40 ans accomplis ;

3^o Avoir la pleine jouissance de ses droits civils et politiques.

ART. 66. — Le Président de la République sera élu par suffrage direct au deuxième degré, le même jour, et dans les formes légales.

Les fonctions dureront quatre ans et on ne pourra être Président durant trois périodes consécutives.

ART. 67. — Le Président jurera ou promettra devant le Tribunal suprême de justice, en prenant possession de ses fonctions, de les remplir fidèlement et de respecter et faire respecter la Constitution et les lois.

ART. 68. — Les prérogatives du Président de la République sont :

1^o Sanctionner et promulguer les lois ; leur obéir et leur faire obéir ; rendre, quand le Congrès ne l'aura pas fait, les décrets réglementaires nécessaires pour leur bonne exécution et expédier les ordres que, — dans ce but et pour ce qui touche au Gouvernement et à l'administration de l'Etat, — il croira convenables, pourvu que lesdits ordres ne soient pas contraires aux dispositions de ces lois ;

2^o Convoquer le Congrès en session extraordinaire ou seulement le Sénat, dans les cas fixés par la Constitution, ou lorsque, à son avis, la convocation sera nécessaire ;

3^o Suspendre les sessions du Congrès lorsqu'il n'y aura pas accord entre les deux Chambres sur la suspension de ces sessions ;

4^o Envoyer au Congrès, au début de chaque législature, ainsi que toutes les fois qu'il le jugera convenable, un Message relatif aux actes de l'administration et à l'état général de la République, ainsi qu'à l'adoption des lois et résolutions qu'il jugera nécessaires ou utiles au pays ;

5^o Présenter au Congrès, avant le 15 novembre, le projet de budget par l'intermédiaire de l'une quelconque des deux Chambres ;

6^o Donner au Congrès les renseignements demandés par celui-ci sur toute affaire n'exigeant pas le secret ;

7^o Conduire les négociations diplomatiques de la République et passer les traités avec les autres puissances. Il devra en don-

ner connaissance et les soumettre à l'approbation du Sénat, sinon ils seraient sans valeur et n'obligeraient pas la nation ;

8° Nommer et révoquer librement, mais en en rendant compte au Congrès, les secrétaires d'Etat établis par la Constitution ;

9° Nommer, avec l'approbation du Sénat, le Président et les Magistrats du Tribunal suprême de justice ainsi que les représentants diplomatiques et agents consulaires de la République. Il pourra faire les nominations intérimaires de ces fonctionnaires lorsque, en cas de vacances, le Sénat ne sera pas réuni ;

10° Nommer pour les autres charges créées par la loi les fonctionnaires dont la nomination n'a pas été attribuée spécialement à d'autres fonctionnaires ni à des corporations ;

11° Suspendre les droits et garanties énumérés en l'article 40 de cette Constitution, dans les cas et en la forme indiqués aux articles 41 et 42 ;

12° Suspendre les décisions des Conseils provinciaux et des Conseils municipaux dans les cas et en la forme déterminés par cette Constitution ;

13° Décréter la suspension des gouverneurs de province, au cas d'abus de pouvoir ou d'infraction aux lois en en rendant compte au Sénat, suivant ce qui sera établi à ce sujet, afin qu'il prenne une décision convenable ;

14° Accuser les gouverneurs de province pour infraction à la Constitution ou autres délits politiques définis et énumérés par la loi ;

15° Gracier les coupables conformément aux prescriptions légales, sauf quand il s'agira de fonctionnaires publics condamnés pour délits commis dans l'exercice de leurs fonctions ;

16° Recevoir les agents diplomatiques et admettre les agents consulaires des autres puissances ;

17° Etre le chef suprême des forces de mer et de terre de la République, et pourvoir à la défense de son territoire en en rendant compte au Congrès ; s'il y a danger d'invasion ou qu'une Révolution menace gravement la paix publique, et que le Congrès ne soit pas réuni, le Président le convoquera sans retard afin qu'il prenne les résolutions utiles.

ART. 69. — Le Président ne pourra sortir du territoire de la République sans l'autorisation expresse du Congrès.

ART. 70. — Le Président est responsable devant le Tribunal suprême des délits de droit commun qu'il commettrait dans l'exercice de ses fonctions.

ART. 71. — Le Président recevra de l'Etat une dotation en rémunération de ses services. Cette dotation pourra être modifiée, mais cette modification n'aura d'effet que pour les périodes présidentielles venant après celle où cette modification aura été votée.

TITRE VIII

Du Vice-Président de la République

ART. 72. — Il y aura un Vice-Président de la République élu conjointement avec le Président et dans la même forme que lui. Les conditions requises par la Constitution pour être Vice-Président sont les mêmes que pour être Président.

ART. 73. — Le Vice-Président est Président du Sénat ; toutefois, il ne vote qu'au cas d'égalité de voix.

ART. 74. — Si le Président de la République fait défaut accidentellement ou absolument, le Vice-Président exercera le pouvoir exécutif ; dans le dernier cas, il l'exercera jusqu'à la fin de la période présidentielle en cours.

ART. 75. — Le Vice-Président recevra de l'Etat une dotation. Celle-ci pourra être modifiée, mais cette modification n'aura d'effet que pour les périodes présidentielles suivant celle où cette modification aura été votée.

TITRE IX

Des Secrétaires d'Etat

ART. 76. — Pour l'exercice de ses fonctions, le Président de la République aura des secrétaires d'Etat en nombre déterminé par la loi. Ces secrétaires devront être choisis parmi les Cubains ayant la pleine jouissance de leurs droits civils et politiques.

ART. 77. — Tous décrets, ordres ou résolutions du Président de la République devront être contresignés par le secrétaire

d'Etat correspondant ; faute de quoi ils n'auront pas force obligatoire et ne seront pas à observer.

ART. 78. — Les secrétaires sont personnellement responsables des actes qu'ils contresignent et solidairement de ceux qu'ils rendent ou autorisent. Cette responsabilité n'exclut pas la responsabilité personnelle et directe du Président de la République.

ART. 79. — Les secrétaires d'Etat seront mis en accusation par la Chambre des Représentants, devant le Sénat, pour les délits mentionnés aux numéros 1 et 2 de l'article 49 et pour les autres délits politiques déterminés par la loi.

ART. 80. — Les secrétaires d'Etat recevront une dotation de l'Etat, déterminée par la loi en la forme établie aux articles 71 et 75 pour le Président et le Vice-Président de la République.

TITRE X

Du Pouvoir judiciaire

SECTION I

DE L'EXERCICE DU POUVOIR JUDICIAIRE

ART. 81. — Le pouvoir judiciaire est exercé par le Tribunal suprême de justice et par les autres tribunaux qu'établissent les lois. Ces lois régleront leur organisation et compétence respectives, le moyen de les exercer et les conditions requises des fonctionnaires qui les composeront.

SECTION II

DU TRIBUNAL SUPRÊME DE JUSTICE

ART. 82. — Pour être Président ou Magistrat du Tribunal suprême de justice, il faut :

- 1^o Etre Cubain de naissance ;
- 2^o Avoir 35 ans accomplis ;
- 3^o Avoir la pleine jouissance de ses droits civils et politiques et ne pas avoir été condamné à une peine afflictive pour délit de droit commun ;

4^o Réunir, en outre, quelque'une des conditions suivantes :

Avoir exercé à Cuba, pendant 10 ans au moins, la profession d'avocat, ou rempli pendant le même temps des fonctions judiciaires, ou avoir occupé pendant le même temps une chaire de droit dans un établissement public.

Pourront aussi être nommés Président ou Magistrat du Tribunal suprême, pourvu qu'ils remplissent les conditions des numéros 1, 2 et 3 de cet article :

a) Ceux qui auront exercé dans la magistrature une charge de catégorie égale ou immédiatement inférieure pendant un temps déterminé par la loi ;

b) Ceux qui, antérieurement à la promulgation de cette Constitution, auront été Magistrats du Tribunal suprême de justice de l'île de Cuba.

Le temps d'exercice de la profession d'avocat sera considéré comme exercice de fonctions judiciaires, à l'effet d'habiliter les avocats à être nommés Magistrats du Tribunal suprême.

ART. 83. — En outre des attributions qui lui étaient antérieurement dévolues et de celles qui, par la suite, lui seront conférées par la loi, le Tribunal suprême a les attributions suivantes :

1^o Connaître les recours en cassation suivant ce que les lois établissent ;

2^o Juger sur les compétences entre les tribunaux immédiatement inférieurs ou qui n'ont pas de supérieur commun ;

3^o Connaître les jugements entre l'Etat, les provinces et les municipalités ;

4^o Statuer sur la constitutionnalité des lois, décrets et règlements, lorsque cette constitutionnalité sera controversée par les parties.

SECTION III

DISPOSITIONS GÉNÉRALES SUR L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

ART. 84. — La justice sera rendue gratuitement sur tout le territoire de la République.

ART. 85. — Les tribunaux connaîtront de tous les procès civils et criminels ainsi que du contentieux administratif.

Ils connaîtront aussi, dans les cas prescrits par les lois, des questions relatives à la possession et à l'exercice des droits politiques.

ART. 86. — En aucun cas, il ne pourra être créé de commissions judiciaires ou tribunaux extraordinaires, quelque dénomination qu'on leur donne.

ART. 87. — Aucun fonctionnaire judiciaire ne pourra être suspendu ou révoqué de son emploi, si ce n'est pour délit ou autre cause grave dûment prouvé et après avoir été entendu. De même il ne pourra pas être déplacé sans son consentement, s'il n'y a pas, pour le déplacement, un motif évident de convenance publique.

ART. 88. — Tous les fonctionnaires judiciaires sont personnellement responsables, en la forme déterminée par la loi, pour toute infraction légale commise par eux.

ART. 89. — La rémunération des fonctionnaires judiciaires ne pourra être changée pendant des périodes inférieures à 5 ans, et une loi sera nécessaire à cet effet. Mais ces lois ne pourront assigner des rémunérations différentes à des charges dont le grade, la catégorie et les fonctions seraient égaux.

ART. 90. — Les tribunaux des forces de mer et de terre seront régis par leur loi organique.

TITRE XI

Du régime provincial

SECTION I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ART. 91. — La province se compose des municipalités comprises dans son territoire.

ART. 92. — Dans chaque province il y aura un gouverneur et un Conseil provincial, élus au suffrage direct en la forme prescrite par la loi.

Le nombre des conseillers, dans chaque province, ne sera pas inférieur à 8 ni supérieur à 20.

SECTION II

DES CONSEILS PROVINCIAUX ET DE LEURS ATTRIBUTIONS

ART. 93. — Les attributions des Conseils provinciaux sont les suivantes :

1^o Statuer sur toutes les affaires concernant la province lorsqu'elles ne sont pas opposées à la Constitution, aux lois générales, aux traités internationaux, ni, en tant que juridiction privée, aux Conseils municipaux ;

2^o Etablir les recettes nécessaires pour couvrir leurs budgets, sans autre règle que de les établir compatibles avec le système d'impôt de l'Etat ;

3^o Décider les emprunts pour les ouvrages publics d'intérêt provincial, pourvu qu'ils votent en même temps les recettes permanentes nécessaires au paiement des intérêts et de l'amortissement. — Pour que ces emprunts puissent avoir lieu, il faut le vote des deux tiers des Conseils municipaux de la province ;

4^o Décider, par le vote des deux tiers des conseillers réunis en séance secrète, l'accusation devant le Sénat du gouverneur de la province, pour infraction à la Constitution ou autres délits politiques déterminés par la loi.

ART. 94. — Les Conseils provinciaux ne pourront supprimer ou réduire des recettes permanentes, sans leur en substituer d'autres en même temps, sauf lorsque cette suppression ou réduction proviendront d'une suppression ou réduction de dépenses permanentes équivalentes.

ART. 95. — Les arrêts des Conseils provinciaux doivent être présentés au gouverneur de la province : s'il les approuve, il les autorise en les signant. Dans le cas contraire, il les retournera, avec des objections, au Conseil qui discutera à nouveau le point, objet des observations ; si après cette seconde discussion les deux tiers des conseillers maintiennent l'arrêt, il devient immédiatement exécutoire. Si le gouverneur n'a pas renvoyé l'arrêt dans les dix jours de celui où il lui a été présenté, l'arrêt sera considéré comme approuvé et exécutoire.

ART. 96. — Les arrêts des Conseils provinciaux pourront être

suspendus par le Président de la République ou par le gouverneur de la province, quand, à leur avis, ils seront contraires à la Constitution, aux lois générales, aux traités internationaux ou aux arrêtés des Conseils municipaux, dans les limites de leurs attributions privées. Mais ce sont les tribunaux qui connaîtront et décideront sur les réclamations élevées au sujet de la suspension.

ART. 97. — Ni les conseillers provinciaux, ni aucune section ou commission prise parmi eux ou en dehors, et qu'ils auraient désignée, ne pourront intervenir dans le mode de votation pour quelque élection que ce soit.

ART. 98. — Les conseillers provinciaux sont personnellement responsables de leurs actes dans l'exercice de leurs fonctions, en la forme prescrite par la loi.

SECTION III

DES GOUVERNEURS DE PROVINCE ET DE LEURS ATTRIBUTIONS

ART. 99. — Les attributions des gouverneurs de province sont:

1^o Observer et faire observer, en ce qui les concerne, les lois, décrets et règlements généraux de la nation ;

2^o Publier les arrêts du Conseil provincial ayant force obligatoire ; leur obéir et leur faire obéir ;

3^o Donner des ordres, instructions, règlements pour la bonne exécution des arrêtés du Conseil provincial, quand celui-ci ne l'aura pas fait ;

4^o Convoquer en session extraordinaire, quand il le jugera utile, le Conseil provincial ;

5^o Suspendre, dans les cas et en la forme déterminée par cette constitution, les arrêts du Conseil provincial et les Conseils municipaux ;

6^o Décider la suspension des maires au cas d'abus de pouvoir, de la violation de la Constitution ou des lois, d'infraction aux arrêtés des Conseils provinciaux ou de non accomplissement de leur devoir. Il devra rendre compte, de la manière établie par la loi, de cette suspension au Conseil provincial ;

7^o Nommer les employés de son administration.

ART. 100. — Le gouverneur est responsable devant le Sénat dans les cas indiqués par cette Constitution. Il est responsable de tout autre délit devant les tribunaux, en la forme prescrite par la loi.

ART. 101. — Le gouverneur recevra du Trésor provincial une allocation qui pourra varier. Mais cette modification n'aura d'effet que dans les périodes électorales suivant celle où ce changement aura été décidé.

ART. 102. — Le Président du Conseil provincial remplacera le gouverneur; ce remplacement, en cas de vacance, durera tout le temps pour lequel aurait été élu le gouverneur.

TITRE XII

Du système municipal

SECTION I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ART. 103. — Les municipalités seront régies par des Conseils municipaux composés de conseillers élus au suffrage direct, en nombre et en la forme prescrite par la loi.

ART. 104. — Dans chaque municipalité, il y aura un maire élu aussi au suffrage direct, en la forme prescrite par la loi.

ART. 105. — Les attributions des Conseils municipaux sont:

1^o Statuer sur toutes les affaires concernant exclusivement la municipalité ;

2^o Etablir les budgets, en fixant en même temps les recettes nécessaires pour les couvrir, sans autre limitation que celle d'être compatibles avec le système d'impôt de l'Etat ;

3^o Décider les emprunts, mais en votant en même temps les recettes permanentes nécessaires au service des intérêts et de l'amortissement.

Ces emprunts nécessitent, pour être valables, l'approbation des deux tiers des électeurs de la municipalité ;

4^o Nommer et révoquer ses employés.

ART. 106. — Les Conseils municipaux ne pourront ni supprimer ni réduire des recettes permanentes, sans en établir en même temps d'autres pour les remplacer, à moins que cette suppression ou cette réduction ne proviennent de la suppression ou de la réduction de dépenses permanentes.

ART. 107. — Les décisions des Conseils municipaux devront être présentées au maire ; si celui-ci les approuve, il les autorisera en les signant. Dans le cas contraire, il les retournera avec ses objections au Conseil municipal, qui discutera à nouveau. Si, après cette seconde discussion, les deux tiers des conseillers votent pour la décision renvoyée, celle-ci sera exécutoire immédiatement. — Lorsque le maire n'aura pas renvoyé la décision dans les dix jours suivant sa présentation à son autorité, elle sera considérée comme approuvée et sera aussi exécutoire.

ART. 108. — Les décisions des Conseils municipaux pourront être suspendues par le maire, par le gouverneur de la province et par le Président de la République, quand, à leur avis, ces décisions seront contraires à la Constitution, aux lois générales, aux traités internationaux ou aux arrêtés des Conseils provinciaux dans les limites de ses propres attributions. Mais les tribunaux connaîtront les réclamations soulevées à cause de la suspension.

ART. 109. — Les conseillers sont personnellement responsables de leurs actes dans l'exercice de leurs fonctions, devant les tribunaux de justice, en la forme légale.

SECTION III

DES MAIRES, DE LEURS ATTRIBUTIONS ET DEVOIRS

ART. 110. — Les attributions des maires sont :

1^o Publier les décisions approuvées des Conseils municipaux, les exécuter et les faire exécuter ;

2^o Exercer les fonctions actives de l'administration municipale comme exécuteurs des décisions et représentants des Conseils municipaux. A cet effet, ils donneront les ordres utiles selon eux ainsi que les instructions et règlements nécessaires, lorsque le Conseil municipal ne l'aura pas fait ;

3^o Nommer les employés de leur administration.

ART. 111. — Les maires sont personnellement responsables de leurs actes, dans l'exercice de leurs fonctions, devant les tribunaux de justice, en la forme légale.

ART. 112. — Les maires recevront du Trésor municipal une allocation qui pourra être modifiée, mais cette modification n'aura d'effet que dans les périodes électorales postérieures à celle où cette modification aura été décidée.

ART. 113. — Les maires seront remplacés par le Président du Conseil municipal ; cette substitution durera, en cas de vacance, tout le temps pour lequel était encore élu le maire remplacé.

TITRE XIII

Du domaine national

ART. 114. — Appartiennent à l'Etat tous les biens existant sur le territoire de la République, qui n'appartiennent ni aux provinces, ni aux municipalités, ou qui ne sont pas propriétés particulières, ni individuelles, ni collectives.

TITRE XIV

De la réforme de la Constitution

ART. 115. — La Constitution ne pourra être modifiée en tout ou en partie, que par décision des deux tiers des membres de chaque Chambre.

Six mois après cette réforme, une Convention Constituante sera convoquée, laquelle devra se borner à approuver ou non la réforme votée par les Chambres. Celles-ci continueront l'exercice de leurs fonctions, complètement indépendantes de la Convention.

Les délégués de cette Convention seront élus par provinces, dans la proportion d'un par 50,000 habitants, et dans la forme que déterminera la loi.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

PREMIÈRE

La République de Cuba ne reconnaît, d'une part, d'autres dettes et engagements que ceux contractés légitimement au profit de la Révolution, par les chefs de corps de l'armée libératrice, du 24 février 1893 au 19 septembre de la même année, date à laquelle fut promulguée la Constitution de Jimaguayu — et, d'autre part, que les dettes et engagements que le gouvernement révolutionnaire aurait contractés postérieurement soit par lui-même, soit par ses légitimes représentants à l'étranger ; ces dettes et engagements seront examinés par le Congrès qui décidera au sujet du paiement de ceux qui seront légitimes.

DEUXIÈME

Les natifs de Cuba ou les enfants de parents nés à Cuba, qui, à la promulgation de cette Constitution seraient citoyens d'un Etat étranger, ne pourront jouir de la nationalité cubaine, sans renoncer, préalablement et expressément, à la nationalité qu'ils auraient.

TROISIÈME

Le temps pendant lequel les étrangers auraient servi dans les guerres pour l'indépendance de Cuba sera compté comme temps de résidence ou de naturalisation, pour l'acquisition du droit reconnu par l'article 49 aux naturalisés.

QUATRIÈME

La base de la population établie, pour les élections des représentants et des délégués à la Convention Constituante, aux articles 48 et 115, pourra être modifiée par une loi, quand, suivant l'avis du Congrès, l'augmentation de la population, d'après les dénombrements périodiques, l'exigera.

CINQUIÈME

Quand le Sénat se constituera pour la première fois, les Sénateurs, en vue de son renouvellement, se partageront en deux séries : ceux de la première seront renouvelés à la fin de la quatrième année, et ceux de la seconde, à la fin de la huitième. Le sort décidera pour chaque province, quels sénateurs seront dans l'une ou l'autre série.

Il sera procédé de même pour la Chambre de Représentants : elle se divisera aussi, dans le même but, en deux séries, avec cette différence que ceux de la première série seront renouvelés à la fin de la deuxième année et ceux de la seconde série à la fin de la quatrième année. Le sort désignera également les représentants compris dans chacune des deux séries.

SIXIÈME

90 jours après la promulgation de la loi électorale que la Convention constituante, auteur de cette Constitution, aura rédigée et adoptée, on procédera à l'élection des fonctionnaires créés par elle, afin que le Gouvernement de Cuba passe à ceux qui seront élus conformément aux dispositions de l'ordre n° 301 du quartier général de la division de Cuba du 25 juillet 1900.

SEPTIÈME

Tous les ordres, lois, décrets, règlement et autres dispositions qui seraient en vigueur au moment de la promulgation de cette Constitution, continueront à être en vigueur, en tant qu'ils ne seront pas contraires à cette Constitution et tant qu'il n'y sera pas dérogé.

Salle des Sessions de la Convention, 21 février 1901.

Le Président : MENDEZ CAPOTE.

APPENDICE A LA CONSTITUTION CUBAINE

ARTICLE PREMIER. — Le Gouvernement de Cuba ne passera jamais avec aucun pouvoir ou puissance étrangère, aucun traité ou autre pacte qui amoindrisse ou tente d'amoindrir l'indépendance de Cuba, ou qui, en quelque façon que ce soit, autorise ou permette à un pouvoir ou à des puissances étrangères d'obtenir, soit par la colonisation, soit dans un but militaire ou naval, soit de toute autre manière, une base ou une juridiction sur une portion quelconque de ladite île.

ART. 2. — Ledit gouvernement n'assumera ou ne contractera aucune dette publique pour le paiement des intérêts et de l'amortissement de laquelle les dépenses courantes du gouvernement une fois couvertes, les recettes ordinaires seraient insuffisantes.

ART. 3. — Le Gouvernement de Cuba consent à ce que les Etats-Unis puissent exercer le droit d'intervention pour garantir l'indépendance et le maintien d'un gouvernement propre à protéger la vie, la propriété et la liberté individuelle et propre à accomplir les obligations imposées aux Etats-Unis par le traité de Paris — obligations qui dorénavant sont à la charge de Cuba et doivent être remplies par son Gouvernement.

ART. 4. — Tous les actes réalisés par les Etats-Unis pendant l'occupation militaire seront ratifiés et tenus pour valables ; et tous les droits légalement acquis en vertu de ces actes seront maintenus et protégés.

ART. 5. — Le Gouvernement de Cuba exécutera et développera, autant qu'il sera nécessaire, les plans déjà en projet ou autres, qui seront convenus mutuellement, pour l'assainissement des villes de l'île, et cela afin d'éviter le retour des maladies épidémiques et infectieuses, et pour protéger le peuple et le com-

merce de Cuba, en même temps que le commerce et le peuple des ports du sud des Etats-Unis.

ART. 6. — L'île des Pins est omise des limites de Cuba proposées par la Constitution. La propriété de cette île sera l'objet d'un traité futur.

ART. 7. — Pour mettre les Etats-Unis à même de maintenir l'indépendance de Cuba, de protéger son peuple ainsi que pour permettre aux Etats-Unis d'assurer leur propre défense, le Gouvernement de Cuba vendra ou louera aux Etats-Unis les terrains nécessaires, à des dépôts de charbon ou à des stations navales, en certains points déterminés et qui seront convenus avec le Président des Etats-Unis.

ART. 8. — Le Gouvernement de Cuba insérera les dispositions précédentes dans un traité permanent avec les Etats-Unis.

Salon des Sessions, 12 juin 1901,

Signé : LA CONVENTION.

TRAITÉ DE RÉCIPROCITÉ COMMERCIALE ENTRE CUBA ET LES ÉTATS-UNIS

Approuvé par le Sénat Cubain le 28 mars 1903 et par le Congrès américain le 17 décembre 1903, signé à la Havane le 11 décembre 1902.

ARTICLE PREMIER. — Pendant la durée du présent traité, tous les articles ou marchandises, qui sont produits du sol ou de l'industrie des Etats-Unis, actuellement importés en franchise dans la République de Cuba, ainsi que tous les articles et marchandises qui sont produits du sol ou de l'industrie de la République de Cuba, actuellement importés en franchise aux Etats-Unis, continueront à être admis en franchise dans les deux pays respectifs.

ART. 2. — Pendant la durée du présent traité, tous les articles ou marchandises non compris dans le précédent article 1 et qui sont produits du sol ou de l'industrie de la République de Cuba, seront admis à leur importation aux Etats-Unis avec un rabais de 20 % sur les droits de douane fixés par le tarif des Etats-Unis, approuvé le 24 juillet 1897, ou sur les droits fixés sur tout tarif promulgué aux Etats-Unis.

ART. 3. — Pendant la durée du présent traité, tous les articles ou marchandises non compris dans le précédent article 1 et dont il ne serait pas fait mention spéciale plus loin, et qui sont produits du sol ou de l'industrie des Etats-Unis, seront admis à leur importation dans la République de Cuba avec un rabais de 20 % sur les droits fixés par le tarif actuel ou dans tout autre qui serait promulgué dans la République de Cuba.

ART. 4. — Pendant la durée du présent traité, les articles ou marchandises suivants, tels qu'ils sont mentionnés et décrits dans le tarif actuel des douanes de la République de Cuba, qui sont produits du sol ou de l'industrie des Etats-Unis seront

admis à leur importation à Cuba avec les rabais suivants sur les droits aujourd'hui en vigueur ou qui, dans l'avenir, seraient établis dans les tarifs des douanes de la République de Cuba :

(Suit une nomenclature de 3 classes d'articles.)

Classe A: Rabais de 25 % sur les tarifs actuels.

— B: — 30 % —

— C: — 40 % —

ART. 5. — Dans les lois et dispositions adoptées ou à adopter par les Etats-Unis et la République cubaine dans le but de protéger les droits de douanes et d'empêcher la fraude dans les déclarations et justifications se référant aux marchandises auxquelles est applicable ce traité comme produits respectifs de Cuba et des Etats-Unis, — il devra être entendu qu'on n'imposera aucune augmentation de frais d'aucune sorte sur les articles importés, sauf les droits consulaires à établir ou établis par chacun des deux pays contractants pour l'expédition des documents d'embarquement, — lesquels droits ne seront jamais supérieurs à ceux qui seraient établis pour embarquements de marchandises similaires de toute autre provenance.

ART. 6. — Il est convenu que le tabac des Etats-Unis ou de leurs possessions insulaires, sous quelque forme que ce soit, ne jouira d'aucune concession ou avantage à son importation dans la République cubaine.

ART. 7. — Il est convenu que les articles similaires des deux pays recevront traitement égal à leur importation dans les ports des Etats-Unis et de la République de Cuba.

ART. 8. — Pendant la durée du présent traité, les types de droits, résultant, pour les importations de la République cubaine aux Etats-Unis, vis-à-vis des rabais stipulés dans ce traité, sont et continueront à être préférentiels des articles et marchandises similaires des autres pays. En compensation de ces droits préférentiels concédés à la République cubaine par les Etats-Unis, il est convenu que les concessions faites par la République cubaine aux produits des Etats-Unis sont aussi et continueront à être préférentiels en ce qui concerne les produits similaires des autres pays. Il est entendu que, tant que cette convention sera en vigueur, aucun sucre importé de la République cubaine et qui

serait produit du sol ou de l'industrie cubaine, ne sera admis aux Etats-Unis avec une réduction de droit de plus de 20 % de ceux fixés pour cet article par la loi douanière des Etats-Unis approuvée le 24 juillet 1897 ; et, tant que cette convention sera en vigueur, aucun sucre, qui serait produit de tout autre pays étranger, ne sera admis par traité ou convention avec les Etats-Unis, avec des droits inférieurs à ceux fixés par la loi douanière des Etats-Unis approuvée le 24 juillet 1897.

ART. 9. — Afin de maintenir les avantages mutuels, accordés dans le présent traité par les Etats-Unis à la République de Cuba et par la République de Cuba aux Etats-Unis, il est convenu que toute contribution ou droit qui pourrait être imposé par les autorités nationales ou locales de chacun des deux pays aux marchandises comprises dans les stipulations de ce traité, seront, après leur importation et avant de passer dans la consommation, dans chacun des deux pays, imposés et recouvrés sans aucune différence avec les articles similaires des autres pays.

ART. 10. — Il est entendu que, si par des modifications introduites dans les tarifs de l'un des deux pays contractants, l'autre est privé des avantages représentés par le tant pour cent convenu sur les types de droit aujourd'hui en vigueur, la nation, privée desdits avantages, se réserve le droit de considérer comme annulées les obligations qu'elle contracte par ce traité, pourvu qu'elle avise l'autre partie six mois auparavant de son dessein de les considérer comme nulles.

De même, il faut entendre, et par le présent traité il est entendu, que si, — en tout temps, pendant la durée du présent traité, pourvu qu'il ait été au moins une année en vigueur, la protection accordée aux produits et marchandises des Etats-Unis est basée sur les types actuels du tarif aujourd'hui en vigueur dans la République de Cuba, devenait excessive, de l'avis du gouvernement de la République cubaine, parce que celle-ci aurait adopté un nouveau tarif après la mise en vigueur de ce traité, la République cubaine pourra entamer des négociations dans le but d'y faire les modifications qui seront estimées justes et raisonnables par les deux parties contractantes.

ART. 11. — Le présent traité sera ratifié par les autorités com-

pétentes des pays respectifs et les ratifications seront échangées à Washington, district de Colombie, Etats-Unis d'Amérique, aussitôt que possible avant le 31 janvier 1903 ; il devra entrer en vigueur le dixième jour après l'échange des ratifications, et il restera en vigueur pendant cinq ans à compter du jour où il sera entré en vigueur, et ensuite, d'année en année, jusqu'à ce que l'une des parties contractantes notifie à l'autre son dessein d'y mettre fin. Dans ce cas, le traité ne sera en vigueur que pendant une année après la date de cette notification.

Cette convention n'aura pas d'effet avant d'avoir été approuvée par le Congrès.

CONVENTION ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA ET LES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Pour louer aux Etats-Unis (à des conditions qui sont convenues entre les deux gouvernements) des terres à Cuba pour stations navales et dépôts de charbon.

La République de Cuba et les Etats-Unis d'Amérique, désirant exécuter en toutes ses parties la stipulation de l'article 7 de la loi des Congrès approuvée le 2 mars 1901, et de l'article 7 de l'Appendice à la Constitution de la République de Cuba promulguée le 20 mai 1902, où il est dit :

« ART. 7. — Pour mettre les Etats-Unis en mesure de maintenir l'indépendance de Cuba et de protéger son peuple, comme pour leur propre défense, le Gouvernement de Cuba vendra ou louera aux Etats-Unis les terrains nécessaires à des dépôts de charbon ou à des stations navales en certains points déterminés, qui seront convenus avec le Président des Etats-Unis ».

Ont fait, dans ce but, la Convention suivante :

ARTICLE PREMIER. — La République de Cuba loue, par le présent acte, aux Etats-Unis, pour le temps qu'ils jugeront nécessaire, et dans le but d'y établir des dépôts de charbon ou des stations navales, les étendues de terre et d'eau suivantes, situés dans l'île de Cuba :

1^o A Guantanamo (voyez la lettre 1857 du bureau hydrographique). Partant d'un point de la côte sud situé à 4,37 milles marins à l'est du phare de la « Pointe de Barvolento » une ligne courant dans la direction nord sur une distance de 4,25 milles marins ; partant de l'extrémité nord de cette ligne, une ligne de 5,87 milles marins vers l'ouest ; partant de l'extrémité occidentale de cette ligne, une ligne de 3,31 milles marins vers le sud-ouest ;

partant de l'extrémité sud-ouest de cette ligne, dans la direction sud vers la côte.

Cette location restera sujette à toutes les conditions mentionnées en l'article 2 de cette convention ;

2^o Dans la partie nord-ouest de Cuba (voyez la lettre 2036 du bureau hydrographique), à Bahia-Honda (voyez la lettre 520 b. du bureau hydrographique) tout le terrain compris dans la péninsule où se trouve la montagne de Morillo et la pointe du Carenero et qui est située à l'est d'une ligne tracée depuis la côte nord dans la direction sud, à une distance de 1300 yards à l'est de la crête de la montagne de Morillo et toutes les eaux adjacentes qui confinent avec le littoral de la péninsule décrite ci-dessus, y compris l'estuaire au sud de la pointe de Carenero, avec juridiction sur les sources, dans des buts sanitaires ou autres ;

3^o Et de plus, toute l'étendue de territoire et des eaux adjacentes, — au côté ouest de l'entrée de Bahia-Honda, — compris entre le littoral et une ligne nord-sud, en suivant l'endroit où arrive la basse mer, traversant un point qui est à l'ouest et distant de « Punta del Caïman » d'un mille marin.

ART. 2. — La concession de l'article antérieur comprendra le droit d'user et d'occuper les eaux adjacentes à ces dites étendues de terre et d'eau, d'améliorer et creuser les entrées de ces eaux, leurs mouillages, et, en général, de faire tout ce qui est nécessaire pour mettre ces lieux à même de servir exclusivement comme dépôt de charbon ou stations navales, mais pour aucun autre but.

Les bateaux qui se livrent au commerce avec Cuba jouiront du droit de libre circulation sur les eaux comprises dans cette concession.

ART. 3. — Si, pour leur part, les Etats-Unis reconnaissent le maintien de la souveraineté définitive de la République de Cuba sur les étendues de terre et d'eau décrites ci-dessus, la République de Cuba, pour sa part, consent à ce que, durant la période où les Etats-Unis occuperont ces étendues aux stipulations de cette convention, les Etats-Unis exercent juridiction et contrôle absolu sur ces étendues territoriales, avec droit d'acquérir (à des conditions qui plus tard seront arrêtées par les deux gouverne-

ments) pour des desseins publics des Etats-Unis, tout terrain ou propriété situés sur ces étendues, soit par vente, soit par expropriation forcée, en indemnisant totalement les propriétaires.

Fait en double à la Havane et signé par le Président de
la République de Cuba, aujourd'hui 16 février 1903.

CONVENTION (1)

ARTICLE PREMIER. — Les Etats-Unis d'Amérique décident et stipulent qu'ils payeront à la République de Cuba la somme annuelle de deux mille dollars en monnaie or des Etats-Unis, pendant tout le temps qu'ils occuperont et emploieront lesdites étendues territoriales en vertu de la convention citée.

Tous les terrains de propriété particulière et autres biens immeubles, compris dans ces étendues seront acquis sans retard par la République de Cuba, à laquelle les Etats-Unis conviennent de procurer les sommes nécessaires à l'achat de ces dits terrains et biens de propriété particulière. La République de Cuba acceptera lesdites sommes comme payement anticipé à compter sur le loyer en vertu de cette convention.

ART. 2. — Les étendues territoriales seront mesurées et leurs limites marquées avec précision au moyen de barrières ou de fossés permanents. Les frais de construction et d'entretien de ces barrières ou fossés seront supportés par les Etats-Unis.

ART. 3. — Les Etats-Unis d'Amérique conviennent qu'il ne sera permis à aucune personne, société ou association quelconque, d'établir ou d'exercer des entreprises commerciales, industrielles ou d'autre espèce, à l'intérieur de ces terrains.

ART. 4. — Les délinquants fugitifs accusés de délits ou fautes, sujets à la juridiction des lois cubaines et qui se réfugieraient sur ces terrains, seront remis par les autorités des Etats-Unis, quand ils seront réclamés par les autorités cubaines, dûment autorisées. D'autre part, la République de Cuba convient que les fugitifs, sujets à la juridiction des lois des Etats-Unis, qui

(1) Convention complémentaire passée en exécution de la précédente.

seraient accusés de délits ou fautes commis dans l'enceinte de ces étendues territoriales et qui se réfugieraient sur le territoire cubain, seront, quand ils seront réclamés, remis aux autorités des Etats-Unis dûment autorisées.

ART. 5. — Les matières de toute sorte, marchandises, provisions, munitions de guerre, importées sur ces territoires pour leur usage exclusif, ne seront soumis au paiement d'aucun autre droit de douane, ni aucun autre droit de charge et les navires qui les apportent ne seront pas soumis à payer des droits de port, de tonnage d'ancrage, ni aucun autre, sauf quand ces navires seront déchargés en dehors des limites des dits territoires, à moins que ce ne soit dans un port régulier de la République de Cuba, et dans ce cas, tout le chargement que le navire porte sera sujet à toutes les lois et règlements de douane cubains et soumis au paiement des droits correspondants. Il est décidé, en outre, que ces matières, marchandises, provisions et munitions de guerre ne pourront être transportées desdits territoires sur le territoire cubain.

ART. 6. — A l'exception de ce qui est stipulé en l'article antérieur, les navires qui entreront dans les baies de Guantanamo et Bahia-Honda, ou qui en sortiront, dans les limites du territoire cubain, seront exclusivement soumis aux lois et autorités cubaines et aux dispositions arrêtées par elles, pour tout ce qui concerne la police du port, les douanes et la santé ; et les autorités des Etats-Unis ne mettront aucun obstacle à l'entrée et à la sortie de ces navires, sauf dans le cas d'état de guerre.

ART. 7. — Cette location sera ratifiée et les ratifications échangées à Washington dans les sept mois à compter de cette date.

Fait à la Havane, en double, en espagnol et en anglais,
aujourd'hui 2 juillet 1903.

LETTRE DE M. MIGUEL ANGEL CAMPA,

CHARGÉ D'AFFAIRES DE CUBA EN FRANCE

(Document inédit)

LÉGATION DE CUBA

Paris, le 26 mars 1907.

EN FRANCE

25. Rue Boissière

MONSIEUR ALEXANDRE PONS,

Montpellier.

MONSIEUR,

En réponse à votre lettre, je viens vous communiquer les renseignements que vous avez bien voulu me demander.

1^o Les causes de l'insurrection du mois d'août dernier n'ont pas été autres que le mécontentement du parti libéral — un des deux partis qui se disputaient le pouvoir — d'avoir été étouffé lors des élections générales par le parti modéré gouvernemental, qui, de cette façon, obtint la réélection de tous ses candidats. L'exécutif suspendit des municipalités, destitua illégalement des gouverneurs, et les actes de pression individuels et collectifs réalisés furent si scandaleusement manifestes que les libéraux finirent par se retirer abandonnant les urnes, même avant que les élections fussent terminées.

Le parti libéral — qui dans la politique cubaine est celui qui soutient les idées les plus radicales et en quelque sorte anti-américaines (comme le prouve le fait que l'une des bases de son programme consiste dans la lutte pacifique pour obtenir l'annulation de la loi Platt, appendice à la Constitution de la République cubaine) — n'a pas obéi en s'insurgeant contre un pouvoir illégalement constitué, aux instigations des Etats-Unis. Dès le moment où Estrada Palma et son cabinet, se considérant comme impuissants à réfréner cette protestation armée, appelèrent les Américains à leur aide, les soulevés se disposèrent à transiger avec ces derniers plutôt que de voir l'intromission de l'étranger à Cuba ; mais l'ancien gouvernement refusant d'ac-

cepter les bases proposées, démissionna en masse et laissa la République sans chefs. C'est alors que Taft, délégué des Etats-Unis et qui remplissait le rôle d'arbitre entre les deux partis, assumait le gouvernement de l'île ;

2^o Cuba est actuellement une République gouvernée provisoirement par un Américain conseillé par des secrétaires d'Etat qui sont des Cubains. Le drapeau cubain est celui qui flotte sur le palais présidentiel, résidence du gouverneur et son écusson est celui qui figure sur les documents officiels. Le gouverneur ordonne au nom de la République cubaine et décrète sans consulter Washington. Le corps diplomatique accrédité à l'étranger et toujours en fonction est la preuve la plus concluante que Cuba continue d'être un Etat souverain.

Comme les dernières élections — dont la fausseté a été démontrée — ont été annulées, de même les nominations de la moitié des sénateurs et des représentants qui constituent les deux Chambres ont été invalidées. La moitié restant continue à être investie des prérogatives que les lois leur concèdent.

Dans l'acception littérale du mot « intervention », on peut dire que Cuba est un pays soumis à une intervention, mais dans un sens plus large et en droit international strict, on pourrait plutôt dire que c'est un état souverain dont le chef est un étranger ;

3^o Les élections promises doivent avoir lieu dans un très bref délai.

La commission consultative composée de Cubains éminents travaille sans relâche à rédiger les bases des lois municipale, provinciale, électorale et du pouvoir judiciaire. Cuba, en tant que pays neuf, n'ayant que quatre années d'existence, n'avait, en ces matières, que des lois incomplètes et défectueuses, calquées sur les anciennes lois espagnoles, qui se prêtaient aux abus et aux fraudes, et qui, interprétées trop librement par le pouvoir exécutif en faveur de ses intérêts, lui assurèrent le triomphe éphémère des dernières élections.

Le pays, qui comprenait ces inconvénients, demandait des réformes dans ce sens. Dans les cercles politiques, dans la presse, on criait tous les jours, demandant les réformes jugées nécessaires, et déjà dans les Chambres avait commencé la discussion de divers projets de lois intéressant ces questions.

Les Etats-Unis ont promis solennellement, d'abord aux Cubains en accourant à leur appel, ensuite au monde entier par la voix du Président Roosevelt, que les élections auront lieu dès qu'on aura l'assurance qu'elles seront impartiales et ne seront pas une comédie comme le furent les dernières. Les lois que l'on est en train de rédiger seront une véritable garantie pour les électeurs.

L'île, absolument tranquille, attend ce moment que M. Taft, dans une récente interview avec un reporter, a annoncé comme très prochain ;

4^o Il n'existe vraiment aucune crainte de ce que les Etats-Unis tentent de s'annexer la République de Cuba. On n'a même jamais pu avoir de doutes à ce sujet — malgré la suspicion toujours démentie des ennemis des deux peuples — de la bonne foi des Américains. Dans nos luttes pour l'indépendance, ceux-ci nous ont aidés jusqu'au point d'en arriver à une guerre avec l'Espagne ; plus tard, lorsque tout le monde croyait l'île annexée à perpétuité, le drapeau étoilé fut amené et la nation cubaine constituée avec un gouvernement indépendant.

Le Président Roosevelt a fait de récentes déclarations sur les intentions loyales de sa politique.

Mais la plupart de ceux qui commentent la situation actuelle de Cuba ignorent que les Américains, en intervenant à Cuba, n'ont fait qu'user du droit que les Cubains eux-mêmes leur ont concédé dans la Constitution et qui consiste à intervenir *pour rétablir l'ordre* quand celui-ci aura été troublé au point de menacer les intérêts étrangers existant à Cuba et lorsque le Gouvernement se déclarera impuissant à rétablir la tranquillité du pays.

Ils ne montreront certes aucune mauvaise foi et ne voudront pas rester contre la volonté des Cubains, comme le prouve le fait d'en avoir débarqué dès le premier jour, malgré les invitations d'un gouvernement impopulaire qui croyait pouvoir se maintenir à son poste avec l'appui des forces américaines.

Ils n'ont pas agi avec mauvaise foi, mais plutôt d'une façon correcte et digne dans l'affaire de l'île des Pins où eurent lieu les événements suivants.

Quelques Américains résidant dans cette île qui fait partie du territoire de la République cubaine et très riche par ses pêcheries, ses bois de construction et ses eaux thermales, se réunirent et déclarèrent ce territoire incorporé à l'Union américaine et envoyèrent une commission porter la nouvelle aux autorités des Etats-Unis, comptant sur leur appui. Or, non seulement ce projet insensé fut rejeté au Sénat, mais il leur fut déclaré qu'à l'avenir ils eussent à s'abstenir de violer les lois d'une nation amie.

Un autre fait. Il y a un peu plus d'un mois, le gouverneur Magoon essaya de lancer un décret portant l'augmentation de la garde rurale à dix mille hommes, dans le but de créer pour l'avenir une force armée capable de maintenir l'ordre.

Cuba, qui n'a fait d'autres guerres que les nécessaires pour revendiquer ses libertés et qui est un peuple essentiellement agricole et non militaire, protesta parce que cette augmentation était faite par un étranger, croyant d'ailleurs que sa réalisation enlèverait des bras à l'agriculture. Dès lors, le gouverneur suspendit la publication du décret, mais il avait montré, par sa tentative, l'intention des Américains d'éviter à l'avenir de nouvelles interventions. Quant à ce qu'on affirme fréquemment, à savoir qu'il y a beaucoup de Cubains annexionnistes, cela me paraît plus quedouteux. Peut-être en existe-t-il, mais ils n'ont pas le courage de manifester publiquement leur opinion.

Ce que l'on peut affirmer d'une manière absolue, c'est qu'il n'existe pas un parti appelé annexionniste ou ayant des tendances vers l'annexion.

Espérant que ces renseignements pourront vous être utiles et répondent bien à votre demande, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de mes sentiments très distingués.

MIGUEL ANGEL CAMPA,
chargé d'affaires par intérim.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE	Pages 7
---------------------	------------

Première Partie

Cuba, l'Espagne et les Etats-Unis

CHAPITRE	I. — Notions Géographiques	15
CHAPITRE	II. — Le Message de Monroë (2 Décembre 1823)	18
CHAPITRE	III. — La Période d'incubation (1820-1868) Tentatives des Etats - Unis pour acquérir Cuba	31
CHAPITRE	IV. — La Guerre de Dix Ans (1868-1878) ..	55
CHAPITRE	V. — Préliminaires de la Guerre Hispano- Américaine.	74
CHAPITRE	VI. — La Guerre Hispano-Américaine et le traité de Paris du 10 décembre 1898	101

Deuxième Partie

Situation Internationale de Cuba

CHAPITRE	I. — L'Administration Américaine.....	111
CHAPITRE	II. — La Constituante Cubaine.....	127
CHAPITRE	III. — L'Amendement Platt.....	139
CHAPITRE	IV. — L'Œuvre de la diplomatie Cubaine le Traité de Réciprocité.....	150
CHAPITRE	V. — Cession aux Etats-Unis de stations navales et de dépôts de charbon. La question de l'Ile des Pins....	159

CHAPITRE VI. — L'Américanisation de Cuba.....	165
CHAPITRE VII. — L'Insurrection de 1906.....	175
CHAPITRE VIII. — Opinion officielle des Cubains sur la situation de Cuba	196

Conclusion

Examen de l'attitude des Etats-Unis relativement à Cuba

SECTION I. — Les Etats-Unis et le Droit des gens....	203
SECTION II. — Les Etats-Unis et la Doctrine de Monroe	211

Documents

Texte de la Constitution Cubaine.....	217
Appendice à la Constitution Cubaine.....	245
Traité de Réciprocité.....	247
Traité relatif à la cession de stations navales et dépôts de charbon	251
Lettre de M. Miguel Angel Campa, chargé d'affaires inté- rimaire de Cuba (<i>document inédit</i>).....	255

